

551

« Le Monde des livres » : rencontres imaginaires

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14764 - 7 F -

VENDREDI 17 JUILLET 1992

BOURSE ★★
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Verdict de compromis à l'issue du procès de Blida

Le pouvoir algérien cherche à se concilier les islamistes modérés

« Résorber la crise »

DOUZE ans de réclusion pour MM. Abassi Madani et Ali Benhadj. Si expéditif qu'il ait été, accusés et défenseurs refusent de participer aux audiences, le procès des deux « stars » de l'ex-Front islamique du salut (FIS), s'est comme tout conclu, mercredi 15 juillet, devant le tribunal militaire de Blida, par un verdict de relative clémence. L'Etat a voulu se montrer bon prince à l'endroit des dirigeants islamistes qui récusent la justice des hommes et auxquels il n'aurait peut-être pas dû de jouer les « martyrs ».

Lors de la première audience, leur brève apparition dans le prétoire et les exigences qu'ils ont aussitôt posées pour y rester - au nombre desquelles la présence d'observateurs étrangers - ont clairement montré leur souci de se saisir de ce procès à haute teneur politique et médiatique pour renverser les rôles et placer le pouvoir en position d'accusé. Au risque de paraître bécoter les choses, les juges militaires les ont empêchés de s'ériger en procureurs.

EN reconnaissant que les accusés avaient été poussés à la faute lors des troubles du mois de juin 1991 (des dizaines de morts et des centaines de blessés), pour lesquels ils étaient poursuivis, qu'il y avait eu dans cette affaire une sorte de responsabilité collective, le procureur général s'est privé du droit de requérir la peine capitale. Du coup, circonstances atténuantes aidant, les dirigeants de l'ex-FIS, au sortir de ce procès, ne correspondent plus tout à fait à l'image terrifiante que le pouvoir voulait donner d'eux.

Les choses auraient-elles pris un autre cours - beaucoup plus radical - s'il n'y avait eu l'assassinat du président Mohamed Boudiaf, qui eut pour conséquence de fragiliser davantage encore le pouvoir ? Il ne semble pas que l'armée, si résolu soit-elle à mener une « guerre implacable » contre le terrorisme politico-religieux, ait souhaité un verdict implacable à l'encontre de MM. Madani et Benhadj. Le procureur général l'avait déjà laissé entendre avant l'ouverture du procès. Il l'a redit, son réquisitoire prononcé, justifiant sa modération par le souci de « contribuer à la résorption de la crise ».

Le verdict a donc toutes les chances d'un discret appel du pied en direction des éléments modérés de la famille islamiste - voire des déçus de la violence et de l'anathème - avec lesquels le pouvoir a toujours cherché le contact et qu'il n'a eu de cesse de rallier à sa cause. Pour autant, ce serait peut-être aller un peu vite en besogne que de croire qu'un grand pas a été franchi vers la « réconciliation nationale ». Encore faudrait-il que les intégristes et les nouveaux dirigeants de l'Algérie partagent un minimum de valeurs et d'objectifs communs.

Malgré une démarche hésitante, le pouvoir semble se rendre lentement à l'évidence que la « crise », pour être durablement réglée, mérite un traitement qui ne soit pas uniquement répressif. La présidence collégiale ne vient-elle pas d'examiner les « moyens » d'organiser le dialogue avec ce que le pays compte de « forces vives » ? Qu'on le veuille ou non, les islamistes sont du nombre.

Lire nos informations page 5

M0147 - 0717 - 7.00 F



Le verdict relativement modéré prononcé, mercredi 15 juillet, par le tribunal militaire de Blida, dans le procès des dirigeants du Front islamique du salut - douze ans de réclusion pour MM. Abassi Madani et Ali Benhadj - s'il témoigne de la volonté du pouvoir de se concilier les islamistes modérés, n'a pas eu pour effet immédiat l'apaisement souhaité. Des fusillades ont été entendues en fin de soirée à Alger, à la suite de heurts entre des islamistes et les forces de l'ordre.



Un entretien avec le premier ministre tchèque

« Le processus de séparation de la Slovaquie est impossible à arrêter », nous déclare M. Vaclav Klaus

Alors que l'élection du président de Tchécoslovaquie paraît de plus en plus compromise, le premier ministre tchèque, M. Vaclav Klaus, a accordé, mercredi 15 juillet, un entretien au « Monde » dans lequel il prévoit pour M. Vaclav Havel un rôle plus effacé de président de la République tchèque, dont il parle déjà comme d'un Etat indépendant.

de notre correspondant

« La seconde tentative d'élire le président tchécoslovaque devait avoir lieu jeudi 16 juillet. Le seul candidat en lice n'a guère de chances d'être élu et les députés doivent également décider du report de la troisième tentative, au plus tôt en septembre. Cela signifie-t-il la fin de la fonction de président de l'Etat tchécoslovaque ?

Il est en effet très probable qu'aucun président tchécoslovaque ne sera plus élu.

Pensez-vous néanmoins prendre une quelconque initiative pour faire élire un président ?

Non, je pense que toute initiative en ce sens est aujourd'hui inutile et superflue. L'important est que nous ayons maintenant un Parlement fédéral et qu'il vote la confiance au gouvernement fédéral qui doit présenter son programme cette semaine. Après, nous verrons.

Propos recueillis par MARTIN PLICHTA
Lire la suite page 3

Les tensions sur les taux d'intérêt en Europe

L'Allemagne durcit sa politique monétaire

Le conseil de la Bundesbank, la banque centrale allemande, a annoncé jeudi 16 juillet le relèvement de l'un de ses taux directeurs, celui de l'escompte, qui passe de 8 % à 8,75 %. Le taux lombard reste en revanche inchangé à 9,75 %. Ce durcissement de la politique monétaire, largement anticipé par les marchés financiers, devrait se traduire par un renchérissement du coût de l'argent chez les principaux partenaires européens de l'Allemagne.

FRANCFORT

de notre correspondant

Pour relancer des économies atones, les banques centrales aux Etats-Unis et au Japon abaissent le coût du crédit. Le taux d'intérêt de la Federal Reserve américaine est ainsi revenu à 3 %. En Europe, les gouvernements voudraient faire de même mais le mouvement est bloqué par l'Allemagne.

Parce que le mark est le pivot du système monétaire européen, il est impossible d'abaisser les taux en France ou en Grande-Bretagne sans qu'immédiatement les cambistes vendent du franc et de la livre pour acheter du mark. Tous les taux européens sont ainsi dépendants du seul mark et de la situation économique de ce pays qui digère avec peine sa réunifica-

tion. En Allemagne, la croissance s'est ralentie. On s'attend à une hausse du PNB limitée cette année à 1 % ou 1,5 %. Mais l'activité, tirée par le boom de l'unification depuis deux ans, reste à un niveau élevé. Le chômage est limité, l'inquiétude est ici l'inflation. La Bundesbank, gardienne de la stabilité, malgré plusieurs relèvements de ses taux directeurs dont le dernier remonte au 19 décembre, a décidé, le 16 juillet, de faire passer le taux de l'escompte de 8 % à 8,75 %.

La hausse des prix s'est certes ralentie, passant de 4,7 % en mars à 4,3 % en mai. Elle s'inscrit désormais sur une pente descendante et va revenir vers 3 % ou 3,5 % en fin d'année.

ÉRIC LE BOUCHER
Lire la suite page 14

La France et la France

par Bruno Frappat

Un demi-siècle n'aura pas suffi à la France pour porter sur son passé un regard lucide et juste. Alors qu'on commémore la rafle du Vel d'Hiv, qui vit des Français livrer à la barbarie nazie des milliers de personnes - hommes, femmes, enfants - « coupables » d'être juifs, l'hommage aux victimes se transforme en polémique.

Il y a un mois, un manifeste, signé par de nombreux intellectuels, dont de proches amis du président de la République, réclamait que M. Mitterrand saisisse l'occasion de cet anniversaire pour « reconnaître officiellement que l'Etat français de Vichy est responsable de persécutions et de crimes contre les juifs de France ». Le chef de l'Etat devait déposer, jeudi 16 juillet, une gerbe devant le monument érigé à l'emplacement du Vel d'Hiv. Le geste, aux yeux du président du Conseil représentatif des institutions juives de France, M. Jean Kahn, « vaut condamnation de ce qui s'est passé durant cette période ».

Lire la suite, nos informations et le point de vue de Claude Lanzmann page 9, lire également « Débats » page 2

M. Emmanuelli convoqué aux fins d'inculpation

M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, a fait savoir, jeudi matin 16 juillet, qu'il avait reçu une convocation du juge Renaud Van Ruymbeke pour la deuxième semaine de septembre. La lettre du magistrat rennaise précise qu'il entend l'inculper en sa qualité d'ancien trésorier du Parti socialiste, dans le cadre de l'instruction sur le bureau d'études Urba. Les chefs d'accusation retenus sont ceux de complicité et recel de trafic d'influence, infractions qui ne sont pas amnistiables par la loi de janvier 1990.

Page 9

Le projet du gouvernement contre la corruption

Pour lutter contre la corruption, le ministre de l'économie et des finances, M. Michel Sapin, présentera à l'automne un projet de loi visant à renforcer le contrôle des marchés publics et des délégations de service public, à assainir le secteur de la publicité et celui de l'urbanisme commercial et à étendre au blanchiment de l'argent sale le dispositif utilisé aujourd'hui contre les revenus de la drogue. M. Sapin souligne que « la corruption n'est pas un problème spécifique aux élus » mais « un problème de société beaucoup plus vaste ».

Lire page 6

L'entretien recueilli par PASCALE ROBERT-DIARD

Sang contaminé : l'autre rapport de l'IGAS

Au cours du procès des responsables de la transfusion sanguine, mercredi 15 juillet, les pouvoirs publics sont à nouveau mis en cause.

Lire les articles de LAURENT GRELSAMER et FRANCK NOUCHI page 8

LE MONDE DES LIVRES

■ Annie Massina : le prince, le faucon et la conteuse.
■ Cristina Campo et l'amour de la perfection.
■ Albert Camus : les cinquante ans de l'Etranger.
■ Hommage à André François.
■ « Rencontres imaginaires » : « Qui êtes-vous, monsieur Schopenhauer ? »
■ « D'autres mondes », par Nicole Zand : « L'enfance de la littérature ».

pages 21 à 28

Le sommaire complet se trouve page 29

LE MONDE diplomatique

Juillet 1992

- ALGÉRIE : Un pays à la dérive, par Ignacio Ramonet.
- PROCHE-ORIENT : Les équilibres de la victoire travailliste en Israël, par Michel Warchawski. - Dispersion, résistances et espoirs des exilés palestiniens, par Nadine Picardou. - M. Bush, la bombe et le dictateur de Bagdad (A.G.)
- MAASTRICHT : Trente-cinq ans d'Europe du nord-est, par Bernard Cassen. - Le principe de subsidiarité, par Monique Chemillier-Gendreau. - Le « non » des Danois, par Jean-Pierre Ahrui. - L'intégration européenne fragilise l'Etat belge, par Alain Tondeur.
- AFRIQUE : Risque de famine sans précédent, par Claire Brisset. - Sida, pauvreté et production agricole, par Pierre Antonios. - Ce que l'Afrique pourrait apprendre à l'Europe, par Michel Cahen. - « Le papier enveloppe la pierre », une nouvelle d'Adrian Adams.
- BANGLADESH : Une pauvreté bien encadrée, par Michel Chossudovsky.
- STRATÉGIE : L'équipement militaire français, trop cher et dépassé, par Antoine Sanguinetti. - La non-prolifération nucléaire contre la souveraineté des Etats, par Jean-Luc Thierry.
- PÉTROLE : Washington renforce son emprise, par Nicolas Sarkis.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

L'ÉTÉ FESTIVAL

Bazille, astre éphémère

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Sept ans de peinture et la mort, par hasard, à la guerre, en montant à l'assaut d'une ferme à Beaulieu-la-Rolande, le 28 novembre 1870 : la carrière de Frédéric Bazille tient en peu de temps, entre 1863 et 1870. Son œuvre, elle, tient en peu de tableaux et quelques dessins, des portraits sur fond de paysages, des autoportraits mystérieux, une ou deux scènes de genre, des natures mortes guère plus nombreuses. Question vite réglée alors ? « Précurseur de l'impressionnisme, ami de Monet et de Renoir, mort pour la France », suffirait à définir Bazille, à la manière des dictionnaires ? Non.

Sept ans seulement en effet, mais pleins de rencontres, de camaraderies, de relations et d'influences dont l'entrecroisement mérite d'être étudié. Peu d'œuvres, mais étranges, disparates quelquefois, maladroites

avec aigreur et justes cependant, qui forcent l'attention. Bazille, qu'il faut se résoudre à observer sans considération funèbre et sans céder au plaisir de croire au destin, vaut mieux que les simplifications, même héroïques, auxquelles la légende l'a réduit.

Telle est du reste l'une des grandes qualités de l'exposition organisée à Montpellier, ville natale du peintre : à l'hagiographie, à la commémoration d'une gloire locale, elle préfère la pertinence et la précision de l'histoire. Elle rend à Bazille l'importance qui lui revient en le montrant pour ce qu'il fut, non pas un génie foudroyé, mais l'un de ces peintres débutants qui, vers 1865, avaient compris qu'ils avaient plus à apprendre de Courbet et de Manet que de l'Ecole des beaux-arts.

PHILIPPE DAGEN

Lire la suite page 11
et nos informations
sur le Festival d'Avignon
page 10

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,25 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 65 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Roumanie, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$

DÉBATS

La rafle du Vel' d'Hiv'

Conscience et mémoire

par Jean Dujardin

L'ANNÉE 1942 est celle de la grande rafle du Vel' d'Hiv'. L'année des premières déportations massives de Français, nous appelle au respect, à la réflexion et au recueillement.

Les faits sont largement évoqués dans les jours qui viennent. Que cette mémoire n'oublie jamais ces temps de douleur, d'horreur et de honte ! Il est normal que la communauté juive veuille protéger avec force la mémoire des siens qui en furent victimes et qu'elle en rappelle à tous l'obligation impérieuse. Mais nous manquerions à notre responsabilité si nous nous contentions de nous associer à cette commémoration dans les seuls sentiments de pitié ou de honte.

« La conscience se constitue par le souvenir. » Quelle conscience avons-nous de ce qui s'est passé ? Mieux, que nous dit cette conscience aujourd'hui pour demain ?

Pour grave qu'elle fût, la grande rafle du Vel' d'Hiv' ne fut pas un événement isolé. Avant, il y en eut trois autres, en zone occupée, au cours de l'année 1941, les 14 mai, 20 août et 12 décembre. Ces rafles touchèrent d'abord les juifs étrangers, puis elles s'étendirent peu à peu à la communauté juive dans son ensemble. Après les 16 et 17 juillet 1942, d'autres opérations se poursuivirent en province. La zone libre ne fut pas épargnée. Plus grave, ce sont les camps mis en place par le régime de Vichy qui servirent au premier lieu de détention. Qui se souvient aujourd'hui de Gurs, des Milles, de Beaune-la-Rolande, de Rivesaltes, de Nécé, de Récébédou, etc... ? Ainsi le pouvoir établi à Vichy a livré aux Allemands des juifs français, des étrangers, des juifs français.

1943, année tragique pour le peuple de France tout entier. Il s'est trouvé associé à l'œuvre de mort des nazis par la collaboration active de son gouvernement officiel. Personne ne pourra nous faire oublier cette horreur. On ne peut qu'être atterré à la lecture du

recueil des principaux textes officiels français et allemands concernant les juifs de 1940 à 1944 (1). Ils font apparaître avec éclat l'activité propre et autonome du gouvernement français à l'égard des juifs. En 1940, 17 documents émanant du seul gouvernement français ; en 1941, 88 ; en 1942, 47 ; en 1943, 8 ; en 1944, 3. Soit au total 163 lois, décrets, arrêtés, circulaires, etc., provenant du gouvernement de la France, alors que, dans le même temps, 21 textes étaient publiés par les Allemands.

Certes, il ne faut pas s'arrêter seulement à ces chiffres qui pourraient donner à croire que la responsabilité française fut plus grande que la responsabilité allemande, loin de là ! Mais les chiffres parlent et posent une question d'envergure quant à la responsabilité des pouvoirs publics. Ils éclairent d'une lumière très crue le témoignage accablant du SS Rothke : « Les représentants de la police française ont, à différentes reprises, exprimé le désir de voir les enfants également déportés à destination du Reich » (2).

La responsabilité française et la tâche de l'Eglise

Cette requête est d'autant plus scandaleuse que les autorités allemandes ne les réclamaient pas encore. Ainsi le gouvernement officiel de la France a collaboré activement aux arrestations et aux déportations. Plus, il les a préparées et rendues possibles par son travail de législateur. Comment pourrions-nous enfin oublier que la définition du juif contenue dans le second statut de 1941 de Vichy élargit la définition des lois de Nuremberg ? Tels sont les faits aujourd'hui encore irrécusables.

Certes, des voix célèbres se sont élevées avec courage pour stigmatiser cette violation du droit, cette violation de la personne humaine. Des institutions innombrables, religieuses ou autres, beaucoup de petites gens... ont rendu une main secourable à la communauté juive en ces heures tragiques. Le peuple

français ne peut évidemment pas être considéré comme responsable dans son ensemble. Il a beaucoup souffert de l'occupation. Beaucoup d'hommes, de femmes ont payé de leur vie la lucidité de leur parole et le courage de leurs actes. Mais l'honneur sauvé par les meilleurs ne suffit pas pour oublier, comme si pouvait s'établir une sorte de balance tragique entre le compte du bien et le compte du mal.

Conscience ou non, la France a donc été complice, par l'intermédiaire des organes du pouvoir de l'époque, de ce mal profond. Ce mal, il nous faut le regarder en face. Innombrables sont les recherches historiques qui peuvent y aider (3). Mais il reste un geste symbolique essentiel à accomplir, celui de la reconnaissance officielle de la responsabilité morale encourue hier, car nous en sommes toujours les héritiers aujourd'hui.

Lors des grands procès qui eurent lieu au lendemain de la guerre, et quelques années plus tard, l'idéologie du régime nazi a été jugée et condamnée, mais elle a été jugée et condamnée comme la faute d'un autre ; la nation n'en était pas responsable, elle se considérait dans le camp des seules victimes. Or cette vision est fautive et entretient un mal social qui nous ronge encore. N'en doutons pas, une société ne peut pas vivre en paix avec elle-même sur un passé refoulé et mensonger. Les troubles de la mémoire qui affolent aujourd'hui l'Europe de l'Est en sont une démonstration éloquentes. La réconciliation des Français que l'on s'efforce de promouvoir depuis la fin de la guerre et à laquelle on ne peut qu'aspirer de tout son être passe par un rapport de vérité avec notre histoire. Comment les jeunes générations pourraient-elles s'appuyer, comme cela est si nécessaire, sur le passé de notre pays pour construire l'avenir si ce passé demeure occulté, partiel, partial ?

Par rapport à cet effort de vérité, il me faut confesser que l'Eglise à laquelle j'appartiens, n'a pas encore fait totalement la lumière sur sa propre attitude. Si en 1942, quel-

ques hommes admirables, parmi lesquels il faut citer en premier le cardinal Saliege, des institutions, des familles chrétiennes - souvent au risque de leur vie - se sont levés pour protester et agir contre les rafles et les déportations, il me faut en même temps reconnaître que l'Eglise a gardé globalement le silence dans les années précédentes et tout particulièrement en 1940 et 1941 lors de la publication des statuts sur les juifs. Pourquoi ? Le moment n'est-il pas venu d'essayer de le savoir ?

Il ne s'agit pas d'accabler les hommes ni de les juger, mais de prendre les mesures indispensables pour faire toute la lumière afin que le rappel des fautes d'hier nous ouvre les yeux pour le présent et nous en préserve à l'avenir. Si d'ailleurs cela venait à nous troubler, à nous inquiéter, nous nous souviendrions alors de la parole de Jésus : « Celui qui agit dans la vérité vient à la lumière » (Jean 3, 21). C'est ma foi dans l'unique Seigneur, c'est mon amour de l'Eglise qui nourrissent mon espérance dans sa capacité d'être toujours et partout le témoin de la vérité pour le service des hommes.

(1) Voir les Juifs sous l'Occupation - recueil des textes officiels français et allemands - 1940-1944 - Centre de documentation juif contemporaine, 1945, réédité par l'Association des fils et filles des déportés juifs de France, 1982.

(2) Voir Mémoire du génocide, publié par le Centre de documentation juif contemporaine de Paris et l'Association des fils et filles des déportés juifs de France.

Les Rafles des 16 et 17 juillet 1942 dans la région parisienne, par Georges Weikers.

(3) Parmi tous les ouvrages, ces trois titres : 1. Michail R. Marru, Vichy et les juifs, Calmann-Lévy, 1981.

2. André Kaspi, Les Juifs pendant l'Occupation, Seuil, 1991.

3. Anne Grynberg, Les Camps de la honte, Paris, La Découverte, 1991.

► Jean Dujardin est prêtre de l'Oratoire, secrétaire du comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme.

TRAIT LIBRE



Europe

L'Union monétaire face à ses critiques

par Charles Bean, Daniel Cohen, Francesco Giovazzi, Alberto Giovannini, Jürgen von Hagen, Damien Neven, Xavier Vives, Charles Wyplosz.

Le rejet de Maastricht par les Danois a rouvert le débat sur l'Union monétaire européenne. Certains économistes allemands ont publié récemment un manifeste contre l'UME où ils affirment que « la mise en place d'une Union monétaire européenne exercera sur l'Europe de l'Ouest de fortes tensions économiques qui risquent de mener à la rupture politique et menacent donc l'objectif d'intégration ». Selon Martin Feldstein (ancien chef du Council of Economic Advisers de R. Reagan), la seule façon de contourner ces difficultés consiste en la mise en place d'une union fédérale européenne, laquelle, selon lui, « créera des excès de la vie politique européenne », ce qui pourrait avoir « de graves conséquences pour la stabilité politique de l'Europe dans son ensemble ».

L'argument utilisé, dans les deux cas, est le même. Privées de la souveraineté monétaire, les nations européennes connaîtront le même destin que les régions au sein des nations : certaines s'enrichiront, d'autres s'appauvriront, et il faudra que les premières subventionnent les secondes. Les économistes allemands ont sous les yeux l'unification monétaire de leur pays, et sans doute, inconsciemment, l'ont-ils passé, pourtant, si l'Allemagne orientale avait conservé sa souveraineté monétaire et, disons, avait dévalué sa monnaie au dixième de sa valeur actuelle ! Les salaires réels des ouvriers de l'Allemagne de l'Est auraient été initialement dix fois plus bas ; bien vite cependant la mobilité au travail (vers l'Ouest) aurait provoqué une inflation salariale qui aurait annulé la portée de la dévaluation.

Cet exemple extrême ne veut pas dire que les dévaluations ne servent à rien. Elles aident parfois à assurer les transitions difficiles. Jamais pourtant elles ne peuvent à elles seules - aider un pays à gagner durablement un supplément de compétitivité si les conditions structurelles ne le permettent pas. En tout état de cause, perdre la souveraineté monétaire implique le renoncement à un instrument de politique économique. Il n'implique pas que les gouvernements soient laissés à eux. Il leur reste en effet l'usage de la politique budgétaire. Il y a peu de choses qu'une politique monétaire fasse qui ne puissent être également accomplies par une politique budgétaire (une perte de compétitivité, par exemple, peut toujours être compensée par une baisse de la fiscalité des entreprises). La différence fondamentale entre les deux est que l'une doit être votée, l'autre pas. L'UME imposera aux gouvernements une contrainte supplémentaire, mais son contenu est en réalité d'ordre démocratique.

Mobilité du travail

Le recours accru à la politique budgétaire rendra-t-il nécessaire, comme le prétend Martin Feldstein, le passage à une union fédérale, à l'image des Etats-Unis ? Nous ne le pensons pas. Les Etats américains sont en effet soumis à une contrainte très forte dans l'exercice (individuel) de leur politique budgétaire : la mobilité géographique du travail. Celle-ci rend en effet très volatile la base fiscale des Etats et les oblige à une grande prudence (qui rend irremplaçable l'action de l'Etat fédéral). Tel n'est évidemment pas le cas de l'Europe. Malgré tous les efforts faits pour abolir les barrières culturelles ou

de langue, la mobilité géographique du travail européen reste très limitée. Les Etats européens peuvent compter sur une base fiscale stable grâce à laquelle ils peuvent répondre, dans la durée, aux déséquilibres internes auxquels ils seraient confrontés.

Doit-on penser que la mobilité du travail s'accroîtra en Europe (rendant valide le modèle américain) ? Rien ne permet de le supposer, mais si tel devait être le cas, alors, bien plus que le problème économique, ce serait le problème politique de l'Europe qui serait bouleversé. Citoyens de fait de plusieurs Etats, les Européens seraient plus plausibles qu'elle ne l'est actuellement l'idée d'une « nation européenne » (et changeraient corrélativement le problème de l'Etat). Nous en sommes bien loin aujourd'hui.

Pas d'alternative

La controverse porte également sur le statut de la Banque centrale européenne (BCE). Les Allemands craignent qu'elle ne cède aux pressions des gouvernements et ne mène une politique trop laxiste. D'autres s'inquiètent au contraire qu'elle mène une politique trop rigoureuse. Tout dépendra en fait de la nature des déséquilibres auxquels l'Europe sera confrontée.

Il n'y a pas lieu de penser, tout d'abord, que cette attitude serait aveugle aux chocs externes qui affecteraient l'Europe dans son ensemble. Malgré ses dénégations, la Bundesbank a fait preuve d'un certain pragmatisme dans le passé, et aujourd'hui encore face au choc de la réévaluation. En revanche, face aux déséquilibres spécifiques qui affecteraient les Etats membres, la BCE sera - selon toute vraisemblance - intrinsèquement. En regard de tels déséquilibres, nous sommes évidemment ramené à la discussion précédente : les Etats européens (contrairement aux Etats américains) peuvent répondre à des déséquilibres internes par une politique budgétaire autonome.

Il est enfin essentiel de bien garder à l'esprit ce que seraient les options alternatives à l'UME. Pourrait-on, par exemple, se contenter de reconduire en l'état le système monétaire européen ? C'est très improbable. Les derniers obstacles à la mobilité des capitaux ont été levés, et les monnaies sont aujourd'hui beaucoup plus vulnérables aux attaques spéculatives qu'elles ne l'étaient au début des années 80. Les fluctuations du change après les votes danois et irlandais l'ont montré : privé de la référence à l'UME, le SME se trouverait rapidement fragilisé. La seule véritable option alternative serait un retour à un régime de changes flottants. Un tel régime a déjà montré ses limites dans le passé. On l'a vu dans les années 30 quand les « dévaluations compétitives » des monnaies européennes entre elles ont produit l'effondrement du système monétaire international. Il est certaines leçons qu'il vaut mieux ne pas oublier.

► Les auteurs sont, respectivement, professeurs d'économie à la London School of Economics, l'Ecole normale supérieure (Paris), l'université Bocconi (Milan), l'université Columbia (New-York), l'université de Mannheim, l'université de Liège, l'université autonome de Barcelone, et l'INSEAD (Fontainebleau). Ils appartiennent également au Center for Economic Policy Research.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication

Bruno Frappat, directeur de la rédaction

Jacques Gault, directeur de la gestion

Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé (cojointement directeur de la rédaction)

Vyves Agnès, Jacques Amélie, Thomas Ferenczi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurans (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 49-80-30-10

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Recherchements sur les microfilms : l'Index du Monde au (1) 40-66-29-33

Quotidien paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde »

12, rue M.-Guéroux

94852 IVRY Cedex

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Michel Crou, directeur général

Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avli

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-62-72-72

Télécopieur : 40-62-72-72

Téléfax : 40-62-72-72

Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Magasins Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composant 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapes LEMONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-80-30-10

Télécopieur : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-80-32-90

Tarif	FRANCE	SUR-RENT. LUXEMBOURG	PAIS-BAS	PAIS scandinaves	Autres pays
3	400 F	570 F	570 F	570 F	570 F
6	800 F	1 120 F	1 120 F	1 120 F	1 120 F
12	1 600 F	2 240 F	2 240 F	2 240 F	2 240 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

PP. Paris 197 201 NOV 01

Le Monde

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Vous avez l'obligation d'envoyer sous les noms propres et en capital l'impression.

PP. Paris 197 201 NOV 01

Le Monde

EN VENTE

EN PROVINCE

LE SOIR MÊME DE SA PARUTION

Pour connaître la liste des villes servies et des points de vente, vous pouvez consulter notre service minitel

3615 LEMONDE

Tandis que les opérations navales de l'OTAN et de l'UEO débutent dans l'Adriatique

Les tentatives de conciliation entre les communautés bosniaques piétinent

cette ville de l'est de la République que les forces serbes tentent de conquérir. A Londres, lord Carrington a tenu de nouveaux pourparlers avec les représentants des communautés musulmane, serbe et croate de Bosnie.

L 2.

o ALLEMAGNE : la reine Elizabeth d'Angleterre assistera à Dresde à un service religieux de «réconciliation». — Le palais de Buckingham a annoncé, mercredi 15 juillet, que la reine Elizabeth II et son époux, le prince Philip, assisteront, lors de leur visite officielle en Allemagne du 19 au 23 octobre, à un service religieux de «réconciliation et de souvenir» dans la ville de Dresde, massivement bombardée par la Royal Air Force (RAF) pendant la deuxième guerre mondiale.

□ L'écrivain Stefan Heym hospitalisé à la suite d'une agression. — L'écrivain allemand Stefan Heym a été violemment agressé dans un hôtel de Cologne, dimanche soir 12 juillet, a déclaré la police de Cologne. « Il a apparemment été agressé pour avoir soutenu la création d'un mouvement de défense des droits des Allemands de l'Est. Agé de soixante-dix-neuf ans, ancien secrétaire de gauche dans les œuvres avaient été interdites par le régime communiste de Berlin-Est est l'un des fondateurs du Comité de justice créé samedi dernier pour soixante-neuf personnalités des milieux politiques, artistiques et intellectuels allemands. Les intérêts des habitants de l'Est-RDA du Monde du 14 juillet. » (Reuter).

□ **ESTONIE** : un groupe paramilitaire barbare l'armée russe. - Les «amis des forêts» - une milice estonienne qui a repris le nom de celle qui avaient mené une lutte armée contre les forces d'occupation soviétiques après la seconde guerre mondiale dans les pays baltes - ont attaqué une nouvelle fois, mardi 14 juillet, un véhicule militaire de l'armée russe, faisant un blessé grave, et provoquant l'agence *(ITAR-TASS)*, citant le parquet militaire de Russie. Ce groupe a ouvert le feu sur un camion militaire près du village de Viktoroulou, blessant un officier du convoi. Ces nouveaux «amis des forêts», issus de l'Union de défense (*Kaigisliid*) rattachée au ministère de la défense estonien, avaient *«déclaré la guerre»* à partir du 1^{er} juillet aux troupes russes stationnées en Estonie. Les deux véhicules de transport militaire ont été incendiés, et les deux soldats tués. - (AFP).

□ **HAUT-KARABAKH** : échec des pourparlers de paix. - Les pourparlers de Rome pour une solution négociée du conflit du Haut-Karabakh n'ont pas repris comme prévu, mercredi 15 juillet, et les combats se poursuivent sur le terrain. Les Arméniens réclament, avant de revenir à Rome, une condamnation de l'offensive lancée par les Azerbaïdjanais pour reprendre du terrain perdu au mois de mai dernier. (AFP)

□ **LITUANIE** : crise gouvernementale. - Le premier ministre lituanien, M. Gedeminas Vagnorius, un proche du président Landsbergis, s'est mis « en congé » jeudi 16 juillet, après un vote de défiance, mardi, du Parlement de Vilnius. M. Landsbergis, qui a interrompu une visite en Biélorussie pour faire face à la crise, doit proposer un nouveau chef de gouvernement avant le 21 juillet. - (*Star-Tass*).

« Il n'y aura pas de putsch ni de conflits interethniques importants »

De temps en temps, M. Boris Eltsine grogmeille. Un peu comme un lion fatigué de faire le beau devant le dompteur. Et puis, il se calme, sourit, et reprend sa démonstration. Maîtrisant de mieux en mieux la technique des entretiens télévisés — et y prenant apparemment goût, puisque les « Heures du président » se multiplient, — il parvient même à ne pas montrer son exaspération lorsque les journalistes qui le questionnent se lancent dans des développements longs comme des jours sans vodka.

Mercredi 15 juillet, un peu moins d'un mois, donc, avant l'anniversaire du putsch d'aout 1991, le chef de l'Etat a voulu délivrer un message clair à ses concitoyens : la situation est loin d'être paradisiaque, les difficultés sont encore énormes, mais les réformes sont en cours et le gouvernement est bien décidé à les mener à terme, mais sans brusquer les étapes. Si le président russe a déclaré qu'il « voulait rassurer à Moscou au mois d'aout », il a aussi tenu à affirmer qu'« il n'y aurait pas de putsch, ni de conflits interethniques importants ».

« Les tontons riches » du G7

Pour le reste, M. Etelstein n'a pas apporté d'informations vraiment nouvelles sur les dossiers en cours. La réduction du G7 à Munich? « Je ne suis pas allé voir les tonton riches pour leur demander de l'argent mais comme un pays riche », dit-il. FMI concernant l'augmentation des prix de l'énergie. Admettant que « le président est responsable de la tour », Boris Etelstein a réaffirmé son intention de rester aux commandes « tant qu'ordonnera le prochain président ».

Concernant le procès de l'ex-Parti communiste en cours actuellement à Moscou, le président russe a précisé que les décrets interdisant ce parti, qu'il avait pris au lendemain du putsch, n'avaient pas comme objectif de faire porter la responsabilité aux millions de membres ordinaires du parti ni d'ouvrir la voie à des poursuites judiciaires. Quant aux archives du PCUS, réclamées par la Cour constitutionnelle, M. Eltsine estime qu'elles ne doivent pas encore être divulguées pour ne pas « agiter » l'opinion publique. Le président a toutefois mis l'eau à la bouche des télespectateurs en affirmant : « Je suis l'occasion de lire les archives de l'ex-président de la Cour constitutionnelle de l'URSS, elles méritent de rester secrètes ».

Autre motif de satisfaction pour Boris Eltsine : le récent sommet de la CEI à Moscou qui a marqué « un tournant dans l'attitude des autres pays membres à l'égard de la Russie ». « Ils ont compris que la Russie ne menait plus une politique impérialiste », a ainsi déclaré Boris Eltsine.

Pour preuve : « Au début de la réunion, on m'a dit qu'il serait normal que je la préside puisqu'elle se tenait à Moscou. Eh bien, non, j'ai insisté pour que ce soit Askar Akaevitch (le président kirghize) qui mène les débats. » Gentil Boris !

JOSÉ-ALAIN FRALON

Un entretien avec le premier ministre tchèque

un référendum en République tchèque sur la partition, comme compte le faire chez lui, M. Meciar, premier ministre de Slovaquie ?

- Le référendum n'est qu'un des

de notre pays. Nous sommes une démocratie normale. Nous ne sommes pas un pays en révolution, ni un pays en guerre civile, ni un pays sans institutions élues démocratiquement. Le référendum est un instrument extrême qui n'a pas été utilisé dans notre pays pendant des décennies, et qui n'est donc ni normal, ni démocratique, ni utile dans le grand élargement, d'ailleurs, dans la presse étrangère, de notre pays. Dans notre presse - n'est pas approprié. Cela témoigne d'une incompréhension de ce qui se passe en Tchécoslovaquie. Nous ne sommes pas la Serbie en guerre, ni la Mongolie, ni le Tadjikistan, ni la Yougoslavie, ni le Vietnam. Nous sommes avec des institutions qui fonctionnent. Le recours au référendum serait une démarche extrême, un instrument exceptionnel. Nous ne l'excluons pas de notre panoplie d'instruments constitutionnels, mais nous ne l'utiliserons que si c'est réellement nécessaire, le souligne, si c'est nécessaire.

Pensez-vous que la disparition de la Tchécoslovaquie soit inévitable ?

- La Tchécoslovaquie dans sa forme originale de fédération, basée sur la loi constitutionnelle sur la fédération de 1968, n'existe plus depuis longtemps. Au cours des deux dernières décennies, il y a eu une série de changements de détails, mais aussi des transformations fondamentales qui ont signifié un véritable processus d'autoséparation de la Slovaquie. Ce processus est impossible à arrêter. La question est de savoir si les relations entre la République tchèque et la Slovaquie seront plus étroites qu'entre la Tchécoslovaquie et la France par exemple, c'est évident. Mais à quel niveau se situeront ces relations ? "Les accords de Visegrade" sont-ils le sujet en inutile et pour moi, personnellement, intéressant.

**«La confédération,
ça n'existe pas»**

- Pourquoi êtes-vous contre une confédération, comme le propose M. Meciar?

un mot wide. C'est un système d'état qui n'existe pas. Nulle part dans le monde il n'existe ni a pu durer. C'est plutôt un jeu sémantique qu'une réflexion sérieuse. Nous, nous parlons soit d'un Etat communautaire à ses attributs indissociables soit de relations entre deux Etats indépendants. Ce qui m'intéresse, ce sont les relations entre deux Etats indépendants. Je n'ai pas besoin d'un mot neutre mais trompeur, comme confédération, union de deux Etats, communauté... J'ai besoin de savoir s'il s'agit d'un Etat ou de deux, et s'il y a des relations entre ces deux Etats seront fondamentales; leur dénomination est du domaine du superflu.

- Pourquoi pensez-vous que l'union monétaire et de défense, proposée à un certain moment par M. Mécier, ne fonctionnerait pas ?

- Il faut distinguer deux choses, que le monde occidental en général ne comprend pas. Faisons la différence entre la solution pour beaux temps et la situation pour mauvais temps.

Pierrandré.tif

férence entre la solution pour un système stable, fonctionnel, établi, et une solution applicable à un système en transformation profonde, en cours fondamentale. En ce sens, les relations entre les Pays-Bas et la Belgique sont simples parce que ce sont deux États établis, stables, avec un système identique, qui cherche seulement une interface. C'est compliqué dans les faits, mais simple au niveau des concepts. Les Slovaques et nous sommes deux sociétés instables et en pleine transformation. La différence dans le rythme et l'ampleur des transformations rend cette interface impossible. Celui qui a des fonctions établies et dit que cela a fonctionné en 1850 là, ou en 1910 ailleurs, ne comprend pas l'essence même des transformations postcommu-



munistes. C'est pourquoi les bons conseils que nous recevons de l'Occident ne s'appliquent pas à nos pro-

- Vous avez créé un ministère des relations internationales au sein du gouvernement tchèque. De quelle administration dispose-t-il ? Comment va se faire le partage des compétences avec le ministère fédéral des affaires étrangères ?

- Ce ministère n'est encore qu'en cours de constitution. Son appareil est minimal: il occupe deux bureaux dans le bâtiment du premier ministre. Ses fonctions dépendent directement de l'évolution des négociations sur la future organisation des relations entre Tchéques et Slovaques. Plus nous avançons

dans la phase de la liquidation de la Fédération, plus il jouera un rôle important, et inversement. Je pense que son importance va aller croissant. Nous avons entamé les premiers entretiens : j'ai déjà rencontré le premier ministre britannique John Major, je devrais rencontrer ce week-end le chancelier autrichien Franz Vranitzky, et je pense peu à

- Cette proposition n'est pas intéressante pour moi aujourd'hui; elle n'est pas à l'ordre du jour.

- Je ne peux vous répondre qu'au conditionnel. Si la tendance séparatiste de la Slovaquie continue, si la Slovaquie maintient une politique économique différente de celle de la République tchèque, comme le sous-entend le programme du gouvernement de Bratislava, si le principe du *cohesion* pour servir au niveau fédéral

taire est appliqué rigoureusement, alors je pense que la monnaie commune ne pourra pas continuer d'exister. Mais tout peut être très différent, car la politique économique réelle du gouvernement slovaque pourrait se distinguer fortement du discours des hommes politiques slovaques dans les mass médias. Ces divergences existent déjà aujourd'hui; elle sont très marquantes et importantes.

- Il n'existe donc pas une grande différence entre vos conceptions économiques et celles du gouvernement slovaque?

- Les différences dans le discours sont très grandes. Malgré l'économie unifiée, il y a force d'inertie; et je crois qu'au cours des deux dernières années nous avons franchi le Rubicon en matière de transformation du système. Si les autorités soviétiques ne font pas d'efforts surhumains pour revenir en arrière - et je pense qu'elles ne le feront pas car elles n'ont rien à gagner - ni nous, nous - alors les systèmes économiques soviétique et tchèque ne seront peut-être pas si différents. Les différences ne seront en tout cas pas aussi importantes que le prévoient les commentateurs au regard de nos deux programmes gouvernementaux.
- Les différences actuelles

entre les deux économies ne sont, par conséquent, pas suffisamment importantes pour être une raison de se séparer?

- Aujourd'hui, sûrement pas. Il faut distinguer les performances de l'économie et le système économique. La partie slovaque met l'accent sur la différence de performances entre l'économie tchèque et l'économie slovaque. Pour moi, le cœur du

problème est le budget 1995. Qu'est-ce que soient les programmes gouvernementaux, les promesses électorales, les résultats d'éventuels redressements, les accords passés entre les conseils nationaux, c'est le budget 1993, à l'automne, qui décide de tout. C'est grâce à moi déjà, grâce à mon engagement personnel en faveur de budgets fédéraux que ceux-ci ont été adoptés en 1991 et 1992. Si je ne m'étais pas battu pour la poursuite de la redistribution budgétaire en faveur de la Slovaquie, déjà à cette époque les Parlements n'auraient pas adopté les budgets. Mais maintenant, je ne le ferai plus. Parce que je ne le peux, ni ne le

- Une Slovaquie indépendante peut-elle survivre en Europe?

- Sûrement. Je pense que les réflexions sur l'impossibilité de la Slovaquie et de la République tchèque de survivre en Europe ne sont pas fondées. Il existe de nombreux pays plus petits que la Slovaquie en

- Qu'attendez-vous de la Communauté européenne?

— J'attends de la CEE la compréhension, le respect du fait que l'évolution intérieure d'un pays ne peut être influencée de l'extérieur, quels que soient les arguments raisonnables présentés. J'attends également qu'au sein de la CEE s'impose le cours qui l'empêchera de devenir trop bureaucratique, trop interven-

tionniste. J'espère que ce processus d'intégration ne sera pas artificiellement accéléré car, non seulement notre expérience de quarante ans avec le COMECON, mais aussi nos dernières expériences avec la Slovaquie nous montrent les dangers d'une intégration forcée.»

Propos recueillis par
MARTIN PLICHTA

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la convention démocrate de New-York

L'investiture officielle de M. Bill Clinton s'est déroulée dans la liesse

Si le rôle d'une convention est de mettre en valeur son champion, alors M. Bill Clinton, le gouverneur de l'Arkansas, ne pouvait être que satisfait, sinon comblé. Dans un débordement de liesse des quelque quatre mille délégués réunis à New-York, le Parti démocrate l'a officiellement investi, mercredi soir 15 juillet, pour défendre ses couleurs lors du scrutin présidentiel de novembre. La cérémonie s'est déroulée dans une atmosphère d'unité assez inhabituelle pour cette formation.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Symbole de l'harmonie retrouvée, c'est à un homme qui incarne la gauche, le gouverneur de New-York Mario Cuomo, qu'il est revenu de prononcer le discours d'investiture. Le « prince », le « poète », comme on l'appelle pour ses talents d'orateur, a été fidèle à sa réputation et a su, en vingt minutes, toucher toutes les cordes sensibles d'une convention démocrate.

Rien n'a manqué. L'attaque féroce contre les républicains qui n'ont les « mains sales » qu'à force de « jouer au polo » ; le procès en règle du bilan économique des années Reagan et Bush, les « années rapaces » ; « récession »,

scandales financiers, « insécurité pour la classe moyenne », pauvreté accrue pour les pauvres ; l'avertissement adressé aux partisans de l'avortement (que M. Bush entend faire interdire)...

Comme le veut l'exercice, M. Cuomo a fait l'éloge appuyé d'un homme du centre avec lequel il polémiquait férocement il n'y a pas si longtemps. Les délégués ont eu droit au couplet sur « l'enfance difficile et pauvre » de Bill Clinton, né dans une bourgade de l'Arkansas et qui a franchi les échelons de la vie publique à force d'intelligence et de vitalité. Ils se sont entendus expliquer que M. Clinton « était le seul espoir de changement dans un pays parti pour une catastrophe ».

Les superlatifs étaient attendus, de même que l'indéfectible « le prochain président des États-Unis » accompagnant chaque mention du nom de M. Clinton. Plus important était le fait que le discours de M. Cuomo représentait la première vraie manifestation publique de soutien d'un poids lourd du parti, d'un « grand », en faveur d'un Bill Clinton qui a souvent pris à revers la hiérarchie démocrate. C'était une manière de consécration pour le franco-tireur de l'Arkansas.

Les délégués démocrates des cinquante États et du district de Columbia (qui abrite Washington, la capitale fédérale) n'avaient plus qu'à voter — une formalité — et confirmer la nomination de M. Clinton. Le gouverneur de l'Ar-

kansas a obtenu 3 372 voix, contre 596 pour l'ancien gouverneur de la Californie Jerry Brown, et 209 pour l'ex-sénateur du Massachusetts Paul Tsongas.

M. Brown, enfant terrible de cette convention, a joué jusqu'au bout les trouble-fête en refusant de se rallier formellement à la candidature des vingt minutes de son intervention à un réquisitoire au vitriol contre le rôle de l'argent dans la vie politique, tout en se gardant d'avoir une seule parole de soutien pour M. Clinton, qu'il n'a jamais nommé.

M. Ross Perot en difficulté

En principe, le rituel veut que le candidat n'apparaisse devant la convention que le lendemain, pour prononcer le discours « d'acceptation » du mandat qui vient de lui être confié. M. Clinton, accompagné de son épouse Hillary et de leur fille, Chelsea (douze ans), n'en a pas moins tenu à suivre l'exemple de John Kennedy : en 1960, le sénateur du Massachusetts, était venu dire « merci » aux délégués de la convention de Los Angeles, qui venaient de lui décerner l'investiture démocrate. Ce fut une promenade triomphale, sous une pluie de confettis, au beau milieu du parterre des délégués qui accueillait en héros le roscopé de la campagne des primaires.

Tout le monde avait en tête le dernier sondage ABC-Washington

Post, qui donne 45 % des intentions de vote à M. Clinton, soit 17 points d'avance sur le président Bush. Cette percée était attendue, elle est confirmée pour le candidat qui vient d'être investi. En 1988, au lendemain de la convention démocrate, le candidat du parti de l'âne, M. Michael Dukakis, devançait lui aussi, et précisément de 17 points, le candidat républicain George Bush. En novembre, celui-ci égrésait M. Dukakis dans quarante États.

L'indépendant Ross Perot connaît pour sa part des difficultés croissantes. Il s'effondre dans les sondages. Il est abandonné par son directeur de campagne, M. Ed Rollins, ancienne vedette du Parti républicain qui avait rejoint avec fracas le milliardaire texan il y a à peine un mois. M. Rollins n'aurait pas à se faire entendre de M. Perot, qui veut diriger tout seul sa campagne, et qui vient, dans le même souffle, de chasser l'homme chargé d'en assurer la publicité.

Enfin, le respecté Paul Nitze, vétéran du département de la défense et du département d'État, longtemps chef des négociations sur le désarmement, sage parmi les sages de la guerre froide, qui avait eu devoir rejoindre la campagne Perot, a annoncé, lui aussi, qu'il quittait le milliardaire, M. Nitze aurait été « effrayé » par les conceptions de M. Perot en matière de politique étrangère.

ALAIN FRACHON



Les délégués face au sida

NEW-YORK

de notre correspondant

Il suffisait de regarder les visages défaits des délégués à la convention démocrate et d'écouter les témoignages de M. Bob Hattoy et de M. Elizabeth Glaser, au soir du mardi 14 juillet, pour comprendre que des milliers de personnes étaient en train de vivre un des moments d'émotion les plus intenses de ces quatre journées de kermesse politique. Pour la première fois depuis l'identification du sida, il y a plus de dix ans, deux personnes peu connues du grand public étaient officiellement invitées à intervenir, à l'occasion de ce qui constitue l'événement majeur de la vie d'un parti américain et sur un sujet encore tabou pour nombre d'Américains.

« Je suis homosexuel et j'ai le sida. J'appartiens à la communauté des gays et lesbiennes d'Amérique, une famille américaine dans le meilleur sens du terme », a déclaré M. Hattoy, spécialiste des questions d'environnement dans l'équipe de Bill Clinton et ancien responsable de l'organisation écologiste Sierra Club, la plus importante des États-Unis. Après avoir appris, il y a quelques semaines, qu'il avait été contaminé, il a aussitôt avisé son boss, le candidat à la présidence.

« Nous avons besoin d'un président qui ait le courage »

SERGE MARTI

d'obliger les compagnies d'assurances à ne pas exclure les porteurs du virus ; d'un président qui ne soit pas terrorisé à l'idée de prononcer le mot préservatif. C'est pour cela qu'il nous faut sortir M. Bush de la Maison Blanche », a affirmé M. Hattoy. Il a ajouté : « J'accepte le risque de mourir du sida mais pas celui de mourir d'inaction politique ».

De son côté, M. Glaser, jeune pédiatre contaminée à la suite d'une transfusion sanguine subie lors de son accouchement, a expliqué que sa fille était morte du sida et que son fils était porteur du virus. « Je suis ici car il s'agit d'une question de vie ou de mort. L'Amérique ne peut pas rester indifférente devant des gens qui ne peuvent pas payer, faute d'assurance, les 40 000 dollars (200 000 F) par an que coûte le traitement. Nous avons besoin d'un système de santé pour tous », a-t-elle dit. « Mon fils et moi ne pourrions pas survivre quatre ans de plus dans les mêmes conditions », a-t-elle conclu, faisant allusion à la durée du mandat présidentiel.

Les États-Unis ont recensé 200 000 personnes atteintes du sida depuis 1981 (dont 85 % sont mortes depuis) et plus d'un million de porteurs du virus. New-York est la ville la plus touchée par la maladie.

Washington va limiter le nombre de ses essais nucléaires

Le gouvernement américain a fait part au Congrès de son intention de réduire au minimum le nombre d'essais nucléaires. Mais il refuse de les suspendre, considérant que la poursuite de ses expérimentations n'est pas incompatible avec sa lutte contre la prolifération nucléaire dans le monde.

Le conseiller de la Maison Blanche pour les affaires de sécurité nationale, M. Brent Scowcroft, a écrit, mardi 14 juillet, au président de la commission sénatoriale de la défense, M. Sam Nunn : « Un programme d'essais nucléaires

modeste, mais effectif, demeure indispensable à la sécurité et à la fiabilité de notre force de dissuasion. Nous ne prévoyons pas plus de six essais par an au cours des cinq prochaines années, ou plus de trois essais annuels dépassant 35 kilotonnes », explique le conseiller de M. George Bush. Conformément à des accords avec l'ancienne URSS, les États-Unis s'interdisent des essais d'une puissance supérieure à 150 kilotonnes, soit sept à huit fois l'énergie dégagée par l'explosion sur Hiroshima en 1945. (Reuters)

ASIE

BIBLIOGRAPHIE

« Deng Xiaoping, chronique d'un empire : 1970-1990 », de Ruan Ming

Dans les coulisses des années Deng

Plus des livres ont été écrits sur M. Deng Xiaoping. Mais aucun par un des acteurs de cette machine politique chinoise qui opère dans le silence de l'ancienne Cité interdite. Exilé après la répression contre le « printemps de Pékin », emportant avec lui une masse de documents et une mémoire fulgurante, Ruan Ming est un des rares cadres du régime communiste à rompre le loi du silence qui protège depuis toujours le pouvoir en Chine.

Ruan Ming ne cache pas sa sympathie pour son mentor, ce minuscule bout d'homme qu'était Hu Yaobang, sans doute le dernier dirigeant communiste chinois honnête et sincère. Après l'avoir fait secrétaire général du PCC, Deng s'en débarrassa en 1987 ; sa mort, en avril 1989, servit de détonateur au mouvement étudiant. Il raconte avec force détails comment Hu se battit pour la réforme économique, une certaine démocratisation et la réhabilitation des « droitistes » victimes de la révolution culturelle, et dont certains — vétérans reconvertis depuis à l'ultra-gauche — n'auraient cessé d'obtenir sa pitié. Une thèse, certes, sans doute, mais convaincante chez cet ancien cadre toujours persuadé qu'il reste encore une chance au

communisme en Chine s'il sait s'adapter. On peut en débattre, mais on ne peut rejeter ses arguments d'un trait de plume.

L'étimant le plus passionnant de ce livre touffu, dense, qui — pour les spécialistes — se lit presque comme un roman policier (1) est le portrait vivant du maître de la Chine depuis 1978. Le « vieux Deng » a tenté une ultime manœuvre au début de l'année pour sortir son pays de l'ornière du conservatisme dans laquelle il l'avait fait chuter dès avant Tiananmen.

Ruan Ming nous montre un Deng manipulateur, roué et doué d'une vision aiguë des nécessités de changement, mais vacillant, trop sensible aux flatteries et aux insinuations d'anciens compagnons d'armes qui ne cherchent pourtant qu'à saboter son œuvre. Le voilà devenu presque démocrate en 1978, jouant du premier « printemps de Pékin » pour liquider les derniers maoïstes, avant de se retourner, son objectif atteint, contre les héros du « mur de la démocratie ». Ou qui impulse des changements dont l'auteur avait effrayé M. Gorbatchev, avant de faire marche arrière, pour, à nouveau, repartir de l'avant.

De cette valse-hésitation est sor-

tie Tiananmen. L'auteur fait revivre, à travers sa propre aventure — il sera lui-même exclu du PCC — les luttes de sérial, les machinations et complots florentins d'un quartier de vieillards s'appuyant sur quelques plus jeunes, comme le premier ministre Li Peng, pour poignarder dans le dos les réformistes. Alors que le bon peuple, et tant de nefs étrangères, diplomates, hommes d'affaires et « spécialistes », faisaient de M. Deng l'homme de l'année, tous les moyens étaient bons, dans l'ombre, pour saboter le nouvel édifice.

L'auteur, on s'en doute, n'est pas tendre pour ces avatars du maoïsme, les Chen Yun, Hu Qiaomu, Deng Liqun et autres Wang Zhen. Il n'est guère plus amène pour M. Zhao Ziyang, le « dauphin » de Deng qui perdit son poste au lendemain du 4 juin pour avoir soutenu les « émeutes contre-révolutionnaires ». Il accuse ce symbole d'un libéralisme cardif — dont le principal collaborateur, M. Bao Tong, va être jugé pour « activités contre-révolutionnaires » — d'avoir par quatre fois traité Hu Yaobang en s'efforçant, par ambition, avec les gauchistes, avant de se faire le promoteur d'une théorie du « néo-autoritarisme » en vertu de

laquelle seule une dictature peut faire avancer la Chine.

Ruan Ming décoche ses dernières flèches sur ceux qui prétendent que la Chine n'est pas mûre pour la démocratie et contre ces dissidents exilés qui, quand ils étaient du côté du manche, glorifiaient le « néo-autoritarisme ». De Chen Yize, universitaire partisan d'une dictature « dominée par les élites au pouvoir », à la journaliste Dai Qing qui, avant d'être emprisonnée en 1980, appelait de ses vœux « un dictateur, mais le dernier, celui qui garantirait par sa dictature la naissance future d'une démocratie politique (sic). Comme il est difficile d'être démocrate, surtout en Chine !

PATRICE DE BEER

(1) On doit cependant regretter l'absence de notes, d'explications biographiques sur les nombreux protagonistes, et de chronologie, qui auraient beaucoup éclairci ce livre.

« Deng Xiaoping, chronique d'un empire : 1970-1990 », par Ruan Ming. Traduit du chinois par Jean-Luc Tchamang avec la collaboration de Geneviève Imbot-Bichter. Ed. Philippe Picquier, 308 p., 140 F.

A TRAVERS LE MONDE

LIBAN

M. Boueiz exige de rencontrer M. Baker à Beyrouth

Pour la première fois, les autorités libanaises ont accepté, mercredi 15 juillet, une volonté d'indépendance diplomatique marquée, en refusant que le ministre des affaires étrangères, M. Farès Boueiz, rencontre ailleurs qu'à Beyrouth le secrétaire d'État américain James Baker, lors de sa prochaine tournée au Proche-Orient (le Monde du 16 juillet). « Compte tenu de considérations de dignité nationale, nous ne pourrions pas répondre à son invitation hors du Liban », a déclaré M. Boueiz, après que M. Baker, pour des raisons de sécurité, ait proposé une entrevue dans une capitale arabe autre que Beyrouth. (AFP)

Les troupes syriennes ne se replieront pas sur la Bekaa en septembre

Arguant du fait que « certaines réformes constitutionnelles » n'ont pas encore été opérées au Liban, le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, a affirmé, dans une interview publiée jeudi 16 juillet par le quotidien libanais l'Orient-Le Jour, que l'armée syrienne ne se replierait pas sur la Bekaa en septembre prochain.

« En septembre, voire au-delà, nous serons toujours là. Voilà pour ceux qui veulent s'en assurer. Nous restons », a dit M. Khaddam, alors que le repli de l'armée syrienne vers l'est du Liban est prévu par l'accord inter-libanais de Taïf de septembre 1989. (AFP)

CHINE : 277 trafiquants de drogue exécutés au Yunnan au cours du premier semestre. — Deux ont été exécutés au cours du premier semestre dans la province du Yunnan (Sud-Ouest). Depuis le début de 1992, la police de la province du Shanxi, dans le nord du pays, a arrêté 300 trafiquants d'esclaves et libéré 739 de leurs victimes. (Reuters)

PAKISTAN : vingt-huit morts lors d'affrontements entre forces de l'ordre et séparatistes au Cachemire. — Vingt-huit personnes ont trouvé la mort, lundi 13 et mardi 14 juillet, au Cachemire lors d'affrontements entre séparatistes musulmans et forces de l'ordre indiennes, a-t-on appris de source officielle à Srinagar. Le plus grave incident a eu lieu dans le district de Bagdam : trois soldats ont été tués quand leur convoi militaire est tombé dans une embuscade. En représailles, les soldats ont tué dix civils. (UPI)

Prix « Découverte du Japon ». — L'Association de presse France-Japon a décerné, le 30 juin dernier, son seizième prix Découverte du Japon à MM. Yvan Razafindratandra, un avocat de vingt-huit ans, et Marc du Potet, étudiant à l'École supérieure de commerce de Rouen, âgé de vingt ans. Ce prix est aussi patronné par Japan Airlines, Air France, Japan Railways Group, l'Aérospatiale et la Cogema. D'autre part, dans le cadre de ce prix, l'ambassade du Japon en France a décerné son prix journalistique à M. Christine Coulmont, vingt-huit ans, journaliste à l'Agefi.

ÉTHIOPIE : Dix partis demandent l'annulation des élections régionales. — Les dix partis de l'Alliance démocratique des peuples du Sud — partis signataires de la charte de transition et membres du Parlement — ont demandé, jeudi 16 juillet, l'annulation des élections régionales du 21 juin, du fait des « irrégularités flagrantes » qui ont, selon eux, entaché le scrutin.

CAMBODGE : selon le commandant des « casques bleus »

Les dernières attaques des Khmers rouges « mettent en danger le processus de cessez-le-feu »

Les Khmers rouges ont poursuivi, mercredi 15 juillet, leurs attaques contre des villages contrôlés par les forces du régime de Phnom-Penh dans le nord du pays (le Monde du 16 juillet). « Cela suffit à mettre en danger tout le processus de cessez-le-feu au Cambodge », a déclaré le général australien John Sanderson, chef militaire de l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge), qui a qualifié les derniers combats de « sérieux » et « très inquiétants ».

Pour sa part, l'adjoint du général Sanderson, le général français Michel Loidon, qui doit quitter

ses fonctions à la fin du mois, a déclaré à l'hebdomadaire de Hong-kong Far Eastern Economic Review qu'il partait « frustré » par son « incapacité à faire appliquer le mandat de l'ONU (...) C'était notre chance d'agir face aux Khmers rouges, de les pousser à faire appliquer les accords [de paix] qu'ils ont signés ». « Ce n'est pas une question d'importance des effectifs », a-t-il ajouté, « j'ai fait beaucoup plus avec trois cents soldats (de la MIPRENUC, Mission préparatoire de l'ONU) que ce que l'on a fait maintenant avec quatre mille ». (AFP)

150 000 000

150

AFRIQUE

ALGÉRIE : verdict relativement modéré du tribunal militaire de Blida

Douze ans de réclusion pour les deux dirigeants du FIS, MM. Abassi Madani et Ali Benhadj

Quelques heures après le verdict relativement clément rendu par le tribunal militaire de Blida dans le procès des dirigeants du Front islamique du salut (FIS-dissous), des heurts ont opposé, mercredi 15 juillet, les forces de l'ordre à des islamistes, à Alger, à la sortie de certaines mosquées. Dans plusieurs quartiers, la police a procédé à des tirs de sommation pour disperser les manifestants. On ignorait jeudi matin s'il y avait eu des victimes.

ALGER

de notre correspondant

Douze ans de réclusion criminelle pour M. Abassi Madani, président du Front islamique du salut, et le numéro deux du FIS, M. Ali Benhadj ; les cinq autres coaccusés sont condamnés respectivement à six ans d'emprisonnement pour M. Kamal Guemati, ex-président du Conseil populaire (maire) du Grand-Alger et quatre ans pour MM. Ali Djeddi, responsable de la commission politique du mouvement islamiste, Abdelkader Omar, Abdelkader Boukhram et Noureddine Chigara.

Tous les accusés ont bénéficié des circonstances atténuantes et la plupart des délits qui leur étaient imputés ont été rejetés par le tribunal qui, finalement, n'a retenu que l'inculpation d'atteinte à la sûreté de l'Etat et d'atteinte à l'économie nationale.

En ne suivant pas le réquisitoire très sévère du procureur militaire, le commandant Belkacem Boukhari, qui avait demandé

des réclusions à vie pour les deux figures de proue islamistes et des peines de dix à vingt ans pour leurs compagnons de détention, le tribunal militaire a fait preuve de clémence. Il a rendu aussi un jugement politique, bien que le caractère « politique » de ce procès ait toujours été nié avec vigueur par les autorités algériennes, au grand dam du collectif de la défense et de leurs mandants.

Un procès marathon

La justice militaire a tranché après trois jours d'un procès-marathon qui n'a été ni spectaculaire, ni inculpé et accusés étant absents du prétoire - ni en mesure de faire éclater la vérité sur les événements tumultueux de mai-juin 1991, malgré l'audition de personnalités comme les deux anciens premiers ministres, MM. Mouloud Hamrouche et Sid Ahmed Ghozali, l'ancien président du Parlement, M. Abdelaziz Belkadem, ou encore l'ex-ministre de l'Intérieur, M. Mohamed Salah Mohammed.

Mardi matin, l'audition de ces témoins de choix, si elle a donné lieu à quelques révélations sur les contacts entre la présidence de la République et les dirigeants du FIS, n'a rien pu dégager quant à la responsabilité des uns et des autres.

Le rôle primordial de l'ex-président Chadli Bendjedid a été par ailleurs totalement occulté au cours de ces auditions, ou seulement suggéré par de vagues demi-réponses ou des non-dits éloquentes. Expliquant les circonstances atténuantes accordées aux condamnés, le président du tribunal, M. Boucharab, a déclaré que le tribunal militaire n'avait pu établir de lien direct entre la responsabilité morale et politique des dirigeants du FIS et les faits

qui leur sont reprochés. Il n'a pu non plus, dira-t-il, établir clairement la responsabilité directe des prévenus pour ce qui est des chefs d'inculpation d'organisation d'un mouvement insurrectionnel et de complot contre l'autorité de l'Etat, retenus par le juge d'instruction.

Le procureur militaire avait pourtant axé son réquisitoire sur la grève illimitée déclenchée en mai-juin 1991 pour protester contre la loi et le découpage électoral. « Une grève, disait-il, a caractérisé nettement l'insurrectionnel, dont le but était de faire tomber le régime ».

Une accusation qu'ont réfutée les inculpés au cours de l'instruction, tout comme ils ont vivement contesté l'authenticité de la circulaire 22 du FIS du 6 juin 1991, signée de son président et de son vice-président, sur laquelle le procureur a fondé pour une grande part son accusation d'atteinte à la sûreté de l'Etat.

Un dossier d'inculpation très mince

Mais le dossier d'inculpation était apparemment très mince, et le commandant Boukhari, intrigué au début du procès, a adopté, au fil des audiences, une attitude imperceptiblement plus conciliante. Dès lors, l'on s'acheminait vers un verdict moins sévère que celui demandé lors du réquisitoire, les considérations politiques prenant le pas sur les faits reprochés.

Mais un verdict qui ne satisfait pas les avocats des sept dirigeants islamistes. « Ce verdict est lourd parce que les condamnés sont innocents », a déclaré M. Mohamed Baghadadi, l'un des membres du collectif de la défense, qui a confirmé que cette dernière allait se pourvoir devant la Cour suprême. (Interim.)

AFRIQUE DU SUD : une concession jugée insuffisante par l'ANC

Le président De Klerk a annoncé la dissolution d'unités spéciales des forces de sécurité

Alors que le Conseil de sécurité de l'ONU entamait, mercredi 15 juillet à New-York, l'examen de la crise sud-africaine, le président Frederik De Klerk a annoncé, à Johannesburg, la dissolution de trois unités spéciales des forces de sécurité, régulièrement accusées de commettre des exactions contre les Noirs.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

La montagne a accouché d'une souris : telle est, en substance, la réaction du Congrès national africain (ANC) après les décisions prises par le président Frederik De Klerk pour combattre la violence endémique, qui a fait plus de sept mille morts en deux ans dans les ghettos noirs du pays. Au terme d'une réunion-marathon de son cabinet, M. De Klerk avait annoncé, tard dans la nuit de mardi à mercredi, qu'il dissoudrait les « bataillons 31 et 32 », deux corps composés d'étrangers, utilisés ces derniers mois pour le maintien de l'ordre dans les cités noires.

Le président De Klerk avait aussi annoncé la dissolution des « Koevoets », une unité contestée de supplétifs de la police, et diverses mesures concernant les « hostels », ces foyers pour travailleurs migrants ciblées, souvent contrôlées par le mouvement conservateur zoulou Inkatha, mis en cause dans beaucoup d'agressions. Le chef de l'Etat avait convoqué une réunion extra-

ordinaire de ses principaux ministres, à la veille de la session spéciale de l'ONU consacrée, précisément, à la violence en Afrique du Sud. « Je pense que mes collègues me donneront des munitions pour New-York », avait lancé M. Piik Botha, le ministre des affaires étrangères, peu avant son départ pour les Etats-Unis.

Le président De Klerk et ses collaborateurs ont donné raison à M. Botha, qui n'est pas arrivé les mains vides à New-York. Mais l'ANC, dont le président, M. Nelson Mandela, s'est exprimé, mercredi, devant le Conseil de sécurité, a accueilli de manière très réservée les propositions du gouvernement. Depuis plusieurs mois, l'organisation de M. Mandela demandait que ces mesures fussent prises et appliquées. L'ANC en a fait une condition sine qua non de la reprise des négociations, interrompues après le massacre de Boipatong, le 17 juin dernier, au cours duquel quarante-deux personnes furent tuées.

Le gouvernement a donc fait un pas dans la direction souhaitée par l'ANC, prenant bien soin, toutefois, de ne pas donner l'impression qu'il succédait aux revendications formulées par M. Mandela. Celui-ci, de New-York, a estimé que les déclarations de M. De Klerk étaient « une manœuvre grossière », destinée à « influencer le Conseil de sécurité » de l'ONU. A Johannesburg, l'ANC, qui avait semblé trouver, mercredi matin, quelques éléments positifs dans les propositions de M. De Klerk, a finalement jugé, en fin de journée, après consultation de M. Mandela à New-York, qu'elles ne faisaient que confirmer « la banalisation de la crise très sérieuse qui affecte l'Afrique du Sud ».

A deux semaines de la grève générale, destinée à faire pression sur le gouvernement, le Congrès sud-africain des syndicats (COSATU), l'un des principaux alliés de l'ANC, a condamné les décisions du chef de l'Etat. « En ne répondant pas à nos demandes, en ne sortant pas les négociations de l'impasse, à la veille de la grève générale, M. De Klerk incite les travailleurs à passer à l'action », a

expliqué, mercredi soir, le puissant central syndical.

De son côté, le Parti démocratique (DP), dont le président, M. Zach de Beer, a joué un rôle essentiel dans l'organisation de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), a déploré que M. De Klerk ait répondu « ponctuellement à la situation », sans chercher à reprendre « l'initiative, en anticipant et en désamorçant la crise ». Aux yeux du DP, ces quelques concessions précipitantes, fautes à l'ANC, mettent, une fois de plus, les forces de l'ordre clairement en cause et vont rendre la tâche de la police « quasi impossible ».

FREDERIC FRITSCHER

Le Conseil de sécurité s'abstiendrait de condamner le gouvernement de Pretoria

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

L'attente des pays africains, membres de l'OUA, va-t-elle être déçue ? Ceux qui souhaitent que le Conseil de sécurité de l'ONU condamne le gouvernement de Pretoria et nomme un représentant spécial chargé d'une mission « d'investigation » en Afrique du Sud, le seront.

Un projet de résolution en ce sens avait pourtant été récemment soumis aux membres du conseil, au nom de l'OUA, par le Zimbabwe. Mais celui-ci devait être adopté, jeudi 16 juillet, après deux jours de débats de la réunion extraordinaire du Conseil de sécurité, ce fut différent.

La résolution, amendée par les membres permanents du conseil, condamne l'intensification de la violence en Afrique du Sud. Mais elle n'en stigmatise pas pour autant le rôle du gouvernement.

A. B. P.

TUNISIE

Les islamistes se défendent d'avoir voulu renverser le régime du président Ben Ali

A Tunis se poursuit, devant le tribunal militaire, le procès de 171 membres du mouvement islamiste Ennahdha accusés d'avoir organisé un « complot », découvert en avril 1991, pour renverser le régime du président Ben Ali, qui leur reproche notamment d'avoir eu des liens avec leurs « frères » intégristes d'Algérie (le Monde du 10 juillet).

TUNIS

de notre correspondant

Dialogues de sourds. Après cinq longues journées de débats, les interrogatoires de quelque 80 accusés n'avaient encore apporté, mercredi 15 juillet, aucun élément nouveau. Appelés tour à tour à la barre, hors la présence dans la salle de leurs camarades, ces ingénieurs, enseignants, fonctionnaires, commerçants se sont, pour la plupart, réclamés avec « fierté » de leur appartenance à Ennahdha et, usant d'une argumentation identique qui semble fort relever d'une tactique concertée, ont tous nié avoir voulu participer à un plan de déstabilisation du régime.

Leur action, ont-ils répété avec plus ou moins de conviction, était uniquement politique et tendait seulement à obtenir la reconnaissance d'Ennahdha en tant que parti d'opposition. Si les membres de la direction d'Ennahdha ont admis être responsables de prêches « sauvages » dans quelques mosquées, de tracts, de graffiti et de l'organisation de manifestations de rues - les premières phases du « complot », selon l'accusation - ils ont rejeté sur les forces de l'ordre la responsabilité des violences qui ont eu lieu à Tunis et en province. Les armes et les explosifs saisis ? Il ne les ont jamais vus. Les documents trouvés lors de perquisitions de certains d'entre eux en Algérie ou s'acheminant les dirigeants du mouvement ? L'acheminement de messages ou la préparation de la fuite de militants recherchés en Tunisie, sans plus. Et il n'a jamais

été question d'assassiner le chef de l'Etat.

Devant ces dénégations, le président, M. Béchir Khouma, qui, sous une apparente bonhomie, conduit les débats avec fermeté, s'étonne : tous les faits relatés, s'étonne-t-il, ont pourtant été et bien été reconnus et signés par ceux-ci devant le juge d'instruction. Il s'agit alors incontestablement la même réplique : les aveux ont été « arrachés par des pressions physiques et psychologiques », et si cela n'a pas été confirmé devant le magistrat-instructeur, c'est que l'on craignait de revenir devant les policiers pour de nouveaux aveux. Presque tous les accusés ont demandé des examens médicaux pour confirmer leurs dires - l'un d'eux a dû être soigné par deux militaires pour se présenter à la barre.

La comparaison dans les prochains jours des chefs clandestins des réseaux du « complot » relancera peut-être l'intérêt de ce procès, qui devrait se terminer avant la fin de la semaine prochaine. La plupart des intégristes impliqués risquent la peine de mort pour atteinte à la sûreté de l'Etat.

Reste à savoir si le verdict, plutôt modéré, qui vient d'être prononcé dans le pays voisin, contre des dirigeants islamistes qui encouraient eux aussi la peine capitale, influencera les délibérations des juges tunisiens. Mais, d'ores et déjà, dans un communiqué adressé probablement de l'étranger à des journalistes à Tunis, le mouvement Ennahdha menace : « Nous mettons en garde le régime contre les conséquences du sang qui pourrait être versé. (...) Ce serait alors l'ouverture à deux battants de la porte de la violence. Que le régime assume ses responsabilités face à la catastrophe vers laquelle s'acheminait la Tunisie... »

MICHEL DEURÉ

(1) A la suite des « abus » commis dans cette affaire, des poursuites ont été engagées contre plus de 70 policiers et 34 autres ont été limogés, a-t-on précisé officiellement.

Sécheresse, famine et guerres civiles

L'ONU lance un nouvel appel à l'aide en faveur de la Corne de l'Afrique

Les Nations unies ont lancé, mercredi 15 juillet, à Genève, un nouvel appel à la communauté internationale, afin de réunir 541 millions de dollars en faveur des populations de la Corne de l'Afrique, qui, selon le directeur pour les affaires humanitaires de l'ONU, M. Charles Lamunier, demeurent dans « un état de tourments extraordinaires ».

Six pays sont concernés par ce programme : l'Éthiopie, l'Érythrée (dont l'indépendance, acquise de facto depuis la chute du régime Mengistu, n'est pas encore reconnue), le Soudan, la Somalie, Djibouti et le Kenya. Chacun de ces pays est affecté - directement ou indirectement, et dans des proportions relatives - par les effets conjugués des conflits ethniques et de la sécheresse. Le Kenya, par exemple, est confronté à un afflux sans précédent de réfugiés somaliens, dont le nombre a désormais dépassé les 330 000.

Au total, quelque 23 millions de personnes seraient directement menacées. Selon les estimations de l'ONU, entre cinq cents à mille personnes meurent, chaque jour, de la famine et des maladies. La situation, extrêmement mouvante, contraindrait les responsables des Nations unies à réviser régulièrement leurs plans.

M. Lamunier a ainsi exprimé la crainte de voir des dizaines de milliers de réfugiés du sud du Soudan se diriger sur le Kenya, où l'armée du gouvernement de Khartoum vient de prendre le contrôle de la ville de Torit (le Monde du 16 juillet). L'appel de Genève est le second lancé en six mois pour cette seule région. L'ONU espère pouvoir rassembler, en 1992, environ 1,2 milliard de dollars. (AFP.)

DIPLOMATIE

La visite en Chine de l'ancien premier ministre français

M. Li Peng a pressé M. Rocard de « dissiper l'ombre » dans les relations entre Paris et Pékin

PÉKIN

de notre correspondant

La France et les Etats-Unis sont les deux pays occidentaux qui entretiennent avec la Chine populaire les relations les plus délicates après une lune de miel de durée inégale mais d'intensité comparable. Le hasard a fait que le 15 juillet 1992 a apporté à chacun des deux la preuve que Pékin cherchait à se reconstruire à des certitudes géopolitiques d'un autre âge, qui lui avaient permis de faire sa percée dans le club des Grands.

Ainsi, le premier ministre Li Peng a invoqué la mémoire de de Gaulle devant M. Michel Rocard, en visite « privée » à Pékin, pour souligner l'importance que le régime communiste attache à ses rapports avec la France, lui déclarant qu'il n'y a aucune raison de refermer la porte que le général de Gaulle avait ouverte. Le chef du gouvernement chinois a pressé M. Rocard d'intervenir pour « dissiper l'ombre » qui existe dans ces relations à l'heure actuelle.

La presse chinoise s'est gardée de préciser la nature de cette « ombre ». Il s'agit du projet de vente d'avions de chasse Mirage 2000-5 à Taiwan. M. Rocard n'a pas confirmé s'il était venu en parler aux dirigeants chinois, qui ne cachent pas leur hostilité à cette affaire. Il n'a pu toutefois empêcher de reconnaître, au cours d'une brève rencontre avec la presse, que moins celle-ci en saurait sur les négociations en cours, mieux le gouvernement français s'en porterait. Ce qui n'est pas loin de laisser entendre qu'il n'est pas étranger aux pourparlers, fut qui se rend à Taiwan aussitôt après son séjour en Chine continentale.

S'adressant auparavant à la communauté française à l'occasion du 14 juillet, M. Rocard avait évo-

qué la nécessité de ne pas plier devant « les caresses » d'une République populaire certes « amie », mais aussi largement bénéficiaire des programmes d'assistance de Paris et du commerce bilatéral.

L'ancien secrétaire d'Etat américain Alexander Haig s'est vu tenir un discours tout aussi éloquent sur « les intérêts fondamentaux des deux peuples » chinois et américains. Ceux-ci, lui a-t-il

secrétaire général du PC chinois Jiang Zemin, doivent « rechercher avant tout les points communs, accroître leurs contacts et leurs échanges », pour le bonheur non seulement des rapports bilatéraux mais aussi de la région Asie-Pacifique. Le message est particulièrement destiné à M. George Bush, dont Pékin souhaite la réélection.

F. D.

A l'occasion du sommet ibéro-américain de Madrid

M. Fidel Castro devrait séjourner deux semaines en Espagne

MADRID

de notre correspondant

M. Fidel Castro est attendu en Espagne, à l'occasion du deuxième sommet ibéro-américain, qui réunira à Madrid les 23 et 24 juillet une vingtaine de chefs d'Etat. Il s'agit d'une grande première : le Lider maximo sera en effet absent de Cuba pendant près de quinze jours. C'est le plus long voyage qu'il ait jamais effectué en Europe. Le ministre espagnol des affaires étrangères a confirmé que le président cubain arrivera à Madrid le 22 juillet et devrait quitter l'Espagne le 3 ou le 4 août.

M. Castro se rendra le 25 juillet à Barcelone, où il assistera, à la tribune officielle du stade de Montjuïc, à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques. Le lendemain, il sera à Séville pour visiter l'Exposition universelle. Le 27 juillet commencera la visite, dite privée, d'une journée dans la capitale andalouse, pour la célébration de la Journée de Cuba à l'Exposition.

Le président cubain prendra ensuite la route de la terre de ses ancêtres : la Galice. Une sorte de pèlerinage, puisque c'est dans cette province du nord-ouest de l'Espagne qu'est né son père. Le président du gouvernement galicien, M. Manuel Fraga, ancien ministre franquiste, qui naquit, lui, à Cuba, est un ami du « numéro un » cubain.

En septembre dernier, Manuel Fraga, qui demeure une forte personnalité politique, s'était rendu en voyage officiel à La Havane. Il y avait été reçu pendant dix jours comme un véritable chef d'Etat par M. Castro. Depuis, ce dernier a libéré quelques prisonniers politiques. A la demande de son ami de Galice, le président cubain avait prévu de se rendre ensuite dans les Asturies pour donner une conférence à l'université sur « la démocratie en Amérique latine » ; mais l'étape asturienne n'est pas confirmée. (Interim.)

POLITIQUE

Un entretien avec M. Michel Sapin

« La corruption n'est pas un problème spécifique aux élus, c'est un problème de société », nous déclare le ministre de l'économie et des finances

Le projet de loi sur la moralisation de la vie économique et financière, annoncé par le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, au congrès du PS à Bordeaux, samedi 11 juillet, et qui sera présenté au conseil des ministres en septembre par M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, contient quatre grands chapitres : les conditions d'attribution et le contrôle des marchés publics et des délégations de service public ; le régime des autorisations d'implantation des grandes surfaces commerciales ; l'assainissement du marché de la publicité ; la lutte contre le blanchiment des capitaux d'origine criminelle.

Ce texte reprend partiellement les propositions du rapport d'étape de la commission de prévention de la corruption, constituée en avril à la demande du premier ministre et présidée par M. Robert Bouchery, conseiller d'Etat (le Monde du 9 juillet).

« Le président de la République a insisté, mardi 14 juillet, sur l'urgence d'une adoption rapide de la réforme du code de procédure pénale. Vous aviez vous-même présenté ce texte en conseil des ministres le 26 février, en qualité de ministre délégué à la justice. Fallait-il donc qu'un éminent dirigeant socialiste soit concerné par la procédure d'inculpation pour que l'on s'y intéresse à nouveau ? »

« Je suis très heureux que le président de la République ait fait connaître sa volonté de voir adopter cette réforme que j'ai, en son temps, élaborée. Je connais sa détermination à voir réformer la procédure pénale. Elle ne date pas d'aujourd'hui. Mais certaines « affaires » récentes ont rappelé cruellement les défauts de la procédure actuelle. Cette réforme est une réforme de société, qui concerne chacun et chacune d'entre nous, du plus petit au plus puissant.

« La gauche est arrivée au pouvoir accompagnée du mot « décentralisation ». Elle risque de repartir avec celui de « corruption ». Partagez-vous les conclusions du rapport d'étape de la commission de prévention de la corruption, remis début juillet au premier ministre, qui établit un lien direct entre décentralisation et développement de la corruption ? »

« La décentralisation est un grand moment de l'histoire de France et nous n'avons pas à la regretter. Je ne crois pas qu'elle soit porteuse, en soi, du phénomène de corruption. Mais

ce qui est vrai, c'est que plus la décision est proche de l'élu, plus elle lui appartient, plus les tentations peuvent être grandes. Il faut donc accompagner la décentralisation nécessaire de la décision par la mise en place de mécanismes de contrôle. Cela dit, la corruption n'est pas un problème de société beaucoup plus vaste. Il n'y a aucune raison pour que les élus soient, à cet égard, une catégorie à part. Ce qui compte aujourd'hui, c'est de clarifier les rapports entre l'argent et toutes les composantes de la société. L'argent qui crée, oui. L'argent qui corrompt, non. Repérer et poursuivre l'argent qui corrompt, c'est la responsabilité de l'Etat.

Moraliser le secteur de la publicité

« L'Etat, les élus, les collectivités locales doivent en tout cas montrer l'exemple. Faut-il instituer, comme le préconise ce rapport, une responsabilité des élus devant la cour de discipline budgétaire ? »

« L'idée est bonne, de même que celle de renforcer les pouvoirs et le champ d'intervention des chambres régionales des comptes et de la Cour des comptes, afin de mieux contrôler certaines formes de démembrement de l'activité des collectivités locales. En particulier, l'accent doit être mis sur le renforcement des procédures

de contrôle des associations gérant des fonds publics et les sociétés d'économie mixte.

« Dans le prolongement du rapport Bouchery sur la corruption, vous préparez un projet de loi sur la moralisation de la vie économique et financière qui devrait être soumis au conseil des ministres en septembre. Quels sont les secteurs qui vous paraissent nécessiter une particulière attention ? »

« Pour ce qui concerne la sphère économique et financière dont j'ai la charge, le principe est simple : il faut arriver à faire la différence entre l'argent qui récompense le travail et l'épargne et l'argent qui avilit. Cela suppose d'agir dans trois directions : rendre plus rigoureux le cadre législatif et réglementaire, renforcer les procédures de contrôle et de détection et aggraver les sanctions. Un exemple : déléguer la gestion de l'assainissement des eaux ou le service des pompes funèbres, c'est un acte très important pour une collectivité locale. Pour éviter de donner prise au soupçon, il est indispensable de soumettre ces contrats à des règles de mise en concurrence et de débat démocratique au sein des collectivités concernées. Il est aussi nécessaire d'accroître le contrôle sur les marchés passés par les entreprises publiques et les établissements publics industriels et commerciaux, surtout lorsqu'ils sont en situation de monopole, comme EDF ou la SNCF.

« Je proposerai également de renforcer les moyens de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics, créée par la loi du 3 janvier 1991, et d'aggraver les

sanctions, en particulier en matière d'infractions à la législation sur les règles de facturation. Cela constitue un des éléments de moralisation du secteur de la publicité.

« La publicité semble, en effet, dans le collimateur de votre ministère... »

« Le marché de la publicité s'est considérablement développé, sans aucune régulation. Or les dysfonctionnements de ce marché ont comme victimes principales d'une part les annonceurs, d'autre part les supports, radio, télévision et presse écrite. Ces supports sont extrêmement dépendants de quelques centrales d'achat d'espaces publicitaires qui imposent leur prix. Il y a là un risque redoutable de mise en cause de la liberté de la presse puis-que chacun connaît l'impact considérable de la publicité sur la situation économique des grands médias. Nous devons donc légiférer de manière à clarifier ces mécanismes de tarification, dont la nocivité a été démontrée.

Réguler la loi Royer

« Le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis politiques avait pour sa part prôné la suppression de la loi Royer. Vous proposez son amendement, mais vous le maintenez. Pourquoi ? »

« La loi Royer est utile lorsqu'il

s'agit d'éviter des transformations trop brutales du tissu artisanal ou commercial français. C'est une loi protectrice qui permet d'accompagner la modernisation de ce secteur. Il faut donc la conserver. Mais les procédures actuelles et l'importance des conséquences financières des décisions prises par les commissions départementales d'urbanisme commercial (CDUC), ont fait peser sur ces organes une pression considérable et un soupçon quant à leur impartialité. Il faut donc maintenir le principe et un dispositif de régulation, mais il faut modifier profondément la composition et les pouvoirs de ces commissions. Sur plan national en particulier, il peut paraître utile que les élus, les associations de consommateurs ou les syndicats professionnels soient consultés, mais je ne pense pas qu'il soit nécessaire qu'ils participent à la décision elle-même. L'important, c'est que l'instance d'appel soit désormais un organisme indépendant, composé en majorité de magistrats et doté d'un pouvoir de décision et non plus d'un simple pouvoir consultatif auprès du ministre.

« La lutte contre la corruption est-elle en passe de devenir, en France, aussi urgente que la lutte contre le trafic de stupéfiants ? »

« Oui, si l'on considère que l'enjeu n'est pas un, c'est toujours l'argent sale, d'où qu'il vienne. Ce qui compte, de mon point de vue de ministre de l'économie et des finances, c'est que les circuits financiers et bancaires ne soient pas perméables à cet argent, ne deviennent pas des circuits de recyclage. La loi

du 12 juillet 1990 a créé auprès du ministre de l'économie et des finances la cellule Tracfin, chargée d'enquêter sur les circuits financiers lorsqu'elle est alertée par une banque d'un mouvement suspect. Jusqu'à présent, les compétences de cette cellule sont limitées à la lutte contre l'argent de la drogue. Or on s'aperçoit que l'argent de la drogue se mélange avec bien d'autres activités relevant de la criminalité organisée.

« Je propose donc que Tracfin étende son action à la lutte contre le blanchiment de tous les capitaux d'origine criminelle. L'Etat, mais aussi chacune des professions concernées, doit mettre en place des mécanismes de contrôle. Nous devons absolument éviter cette forme de cancer qui grignote notre société de l'intérieur et qui tend à répandre l'idée qu'avec de l'argent, on peut tout se permettre, tout acheter, tout vendre.

« N'est-ce pas un terrible constat d'échec pour le PS, après onze ans de pouvoir, que ce développement de la corruption en France ? »

« Le socialisme, ce n'est pas une police sociale ! Depuis quinze ans, dans tous les pays développés, l'argent a pris de plus en plus de place. L'individualisme étant sans doute plus présent qu'il ne fut, il conduit à défendre ses intérêts immédiats, ses intérêts matériels. C'est un exemple que les pays de l'Est doivent méditer, à l'heure où ils découvrent l'économie de marché et ses circuits financiers. La question n'est pas de savoir qui gouverne. Que l'on soit de droite ou de gauche, il est de notre responsabilité de mettre un terme à la propagation du mal dans la société française et de s'attaquer à sa racine.

« Partagez-vous le sentiment du numéro deux du PS, M. Gérard Lindeperg, qui, le week-end dernier à Bordeaux, a appelé les socialistes à s'interroger sur leur « rapport au pouvoir » et les a mis en garde contre l'arrogance ? »

« Tout responsable politique doit savoir maintenir une distance par rapport à sa fonction et garder une forme de modestie. Il est là parce que le peuple a voulu qu'il le soit. Cela doit suffire à nous rendre modestes. Le pouvoir qui nous est reconnu, avec ses attributs et la considération sociale qui s'y attache, sont par définition transitoires, éphémères. L'expérience du pouvoir doit d'autant plus nous inciter à cette humilité, véritable expression de la morale républicaine. »

Propos recueillis par PASCALE ROBERT-DIARD

Les principales dispositions du projet de loi

« Marchés publics et délégations de service public : la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes ont relevé fréquemment des entorses à la réglementation en matière de passation de marchés publics, parmi lesquelles l'absence de réelle mise en concurrence ou l'organisation d'une concurrence fictive par le biais de filiales d'une même société, la divulgation d'informations privilégiées à une entreprise ou encore la modification substantielle des conditions de marché après sa conclusion.

Le projet prévoit de renforcer la transparence par une meilleure information des conseillers municipaux, généraux et régionaux, par la consultation de commissions d'appel d'offres pour les marchés qui leur échappent mais qui

dépassent un certain montant et de soumettre les marchés d'études au droit commun des marchés « publics ». Pour une concurrence plus « effective » entre les entreprises appelées à concourir, le texte prévoit également de définir une nouvelle formule d'appel d'offres, fixant aux entreprises une obligation de résultat et non plus une obligation de moyens. La compétence et les moyens de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics seraient renforcés et étendus aux établissements publics industriels et commerciaux, surtout lorsque leur activité présente un caractère de monopole.

Pour les délégations de service public de l'Etat ou des collectivités territoriales, le texte envisage de les soumettre à une procédure

préalable de publicité et de mise en concurrence « identique » à celle des appels d'offres. L'assemblée élue (conseil municipal, général ou régional) décidera du principe de la délégation, après présentation d'un rapport de l'exécutif territorial et se prononcera aussi sur le choix du délégataire. Enfin, la durée des conventions de délégation sera limitée en fonction de la nature de l'investissement à réaliser et les reconductions tacites seront désormais interdites.

« Urbanisme commercial : la loi Royer sera modifiée. Sur le plan départemental, la composition des commissions d'urbanisme commercial pourrait être modifiée en fonction des caractéristiques de chaque dossier, au lieu de statuer, comme aujourd'hui, dans la même formation sur

toutes les affaires qui lui sont soumises. Au plan national, la commission serait remplacée par une autorité administrative indépendante et collégiale, composée de membres des hautes juridictions administratives, financières et judiciaires et des inspections générales des services de l'Etat, qui se substituerait au ministre comme instance d'appel.

« Publicité : pour une plus grande transparence du secteur de la publicité, le projet contient trois orientations : assainir les systèmes de facturation et renforcer les sanctions ; assurer la séparation des fonctions de conseil en médiaplaning et d'achat d'espaces et clarifier la situation juridique des acheteurs d'espaces.

Après le congrès de Bordeaux

M. Fabius a présenté au comité directeur un secrétariat du PS resserré

Le comité directeur du Parti socialiste s'est réuni brièvement, mercredi 15 juillet, pour préparer la campagne que le PS mènera en faveur du « oui » au référendum du 20 septembre, valider les candidatures aux élections sénatoriales du 27 septembre et ratifier les modifications que M. Laurent Fabius souhaitait apporter à la composition du secrétariat national après le congrès extraordinaire réuni à Bordeaux à la fin de la semaine dernière.

Le secrétariat national du PS, qui est en quelque sorte le « gouvernement » du parti, avait connu de congrès en congrès, depuis celui d'Epainay-sur-Seine en 1971, une croissance proportionnelle aux succès remportés par cette formation politique. De neuf membres à l'origine, il était passé à vingt-huit au congrès de Rennes, il y a deux ans. M. Fabius a fait inscrire dans les nouveaux statuts, adoptés à Bordeaux et qui s'appliqueront à partir du prochain congrès ordinaire, en décembre 1993, le principe d'un secrétariat national de treize membres. Dans l'immédiat, le premier secrétaire, entré en fonctions en janvier dernier, a obtenu un premier resserrement de l'effectif, afin de rendre la direction du parti plus efficace et, marginalement au moins, de la rapprocher (la moyenne d'âge s'élevait désormais à quarante-deux ans). En fait, la fracture du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement, à la

suite de la guerre du Golfe, puis l'arrivée de M. Fabius rue de Solferino, il y a sept mois, avaient déjà réduit à vingt-six le nombre de membres du secrétariat national, pour vingt-huit postes « théoriques ». La suppression des postes d'adjoint entraîne le départ du secrétariat de six personnes : M^{me} Françoise Seligmann et M. Jean-Marcel Bichat, tous deux fabusiens, deviennent « responsables nationaux », l'une de la presse interne, l'autre des jeunes socialistes, tandis que MM. Gérard Le Gall, jospiniste, Daniel Frachon, rocardien,

Jean-Louis Cottigny, popériste, et M^{me} Marie-Arlette Carlotti, ex-Socialisme et République, quittent leurs postes.

En outre, deux secrétaires nationaux abandonnent cette instance : M. Bernard Roman, premier secrétaire de la fédération du Nord, va se consacrer à sa candidature aux élections législatives dans la circonscription du Nord que M. Pierre Mauroy s'approprie à lui laisser une fois élu au Sénat ; M. Jean-Claude Petitdemange va se consacrer à la coordination du courant rocardien.

Les dix-huit membres du secrétariat qui demeurent dans cette instance seront désormais, tous, secrétaires nationaux de plein droit. Deux « nouveaux » font leur entrée : M. Alain Richard, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, rocardien, remplace M. Petitdemange aux élections ; M. Jean-Pierre Balligand, député de l'Aisne, mauroyiste « rénovateur », prend la responsabilité d'un nouveau secteur « ville ». Les signataires de la motion à son congrès de Rennes (dirigée par MM. Mauroy, Louis Mermaz et Lionel Jospin) res-

sent les plus nombreux au secrétariat, avec huit représentants, dont quatre jospinistes (MM. Pierre Moscovici, Daniel Vaillant, M^{me} Claire Dufour et M. Jean-Jack Quémener), deux mermaziens (M^{me} Gisèle Stievenard et M. Jean Germain) et deux mauroyistes (M. Gérard Collomb et M. Balligand). On compte cinq fabusiens (M. Claude Bartolone, M^{me} Yvette Roudy, MM. Christian Pierret, François Bernardini et Thierry Mandou), cinq rocardiens (MM. Gérard Lindeperg, Gérard Fuchs, Alain Richard, M^{me} Sylvie François et M. Jean-Claude Boulard), un popériste (M. Michel Debout) et un ex-Socialisme et République (M. Michel Charzat).

La réunion du comité directeur a été l'occasion, pour M. Chevènement, d'annoncer son départ du bureau exécutif (où il sera remplacé par le secrétaire général de son courant, M. Jean-Luc Laurent), afin de mener campagne librement pour le « non » au référendum. L'ancien ministre de la défense avait écrit à M. Fabius pour demander une part du temps d'antenne imparti au PS dans la campagne officielle, ce que le premier secrétaire lui a refusé, tout en lui reconnaissant le droit de s'exprimer personnellement ailleurs.

Réunissant ses amis les 29 et 30 août à Belfort, lors de la Première convention pour un Mouvement des citoyens, M. Chevènement a précisé qu'il considérait comme « de bon sens » l'interdiction opposée par M. Fabius à toute « double appartenance » au PS et à une autre organisation qui présenterait des candidats aux élections législatives.

PATRICK JARREAU

La nouvelle direction

Le nouveau secrétariat national du PS est ainsi composé :

Premier secrétaire : M. Laurent Fabius.

Coordination et formation : M. Gérard Lindeperg.

Administration et finances : M. Pierre Moscovici.

Relations extérieures : M. Claude Bartolone.

Programme et études : M. Michel Charzat.

Fédérations : M. Daniel Vaillant.

Organismes associés : M. Gérard Collomb.

Entreprises et problèmes de l'emploi : M. Michel Debout.

Relations internationales, affaires européennes : M. Gérard Fuchs.

Droits des femmes : M^{me} Yvette Roudy.

Elections : M. Alain Richard (*).

Environnement et collectivités locales : M. Christian Pierret.

Aménagement du territoire et service public : M. Jean Germain.

Action humanitaire : M^{me} Gisèle Stievenard.

Educations et recherches : M^{me} Sylvie François.

Affaires sociales : M. Jean-Claude Boulard.

Droits de l'homme, lutte contre le racisme, intégration : M^{me} Claire Dufour.

Sports : M. François Bernardini.

Information et communication : M. Thierry Mandou.

Ville : M. Jean-Pierre Balligand (*).

Porte-parole du parti : M. Jean-Jack Quémener.

La direction du PS comprend, en outre, sept « responsables nationaux » : M. Jean-Marcel Bichat, auprès du premier secrétaire ; M^{me} Françoise Seligmann, chargée de la presse interne et des organismes centraux ; MM. Louis Mermaz, de

président de la commission d'histoire ; Georges Garot, chargé de l'agriculture ; Gilbert Estève (*), chargé des nouveaux adhérents et des sympathisants ; François Geindre (*), chargé de la culture ; Henri Weber (*), chargé de l'enseignement et des problèmes de société.

Au bureau exécutif, MM. Lionel Jospin et Jean-Christophe Cambadélis remplacent M. Claude Allègre et M^{me} George Pau-Langevin ; MM. Alain Bergougnoux et Bernard Poinat remplacent M. Jean-Pierre Joseph et M^{me} Colette Defoort ; M. Jean-Luc Laurent remplace M. Jean-Pierre Chevènement ; M. Jean-Luc Mélenchon est nommé « membre associé ».

Au comité directeur, M. Christian Proust remplace M. Max Gallo.

(*) Les astérisques indiquent les nouveaux membres.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

SPORT ET SOCIÉTÉ

Envoyer 60 F (portée à 2,50 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

Le Monde ÉDITIONS

Trente ans après NOUVELLES DE LA GUERRE D'ALGERIE

EN VENTE EN LIBRAIRIE

DERNIER NOTRE SUPPLÉMENT

CHARGE

سكزا عن الاموال

• Le Monde • Vendredi 17 juillet 1992 7

Sapin

FINS D'EMPIRES

sous la direction de Jean-Pierre RIOUX



Avec la fin du communisme, l'humanité se dirige vers la manifestation
jusqu'au bout de sa volonté de posséder d'empires. Les puissances
allemandes, austro-hongroises, ottomanes, germaniques et russes ont péri
dans la Grande Guerre. Les dominations coloniales ont été abolies.
Le III^e Reich a disparu. Berlin en 1945. Le pouvoir
bolchévique lui-même a périclité.

Dans *Le Monde*, pendant tout le jour, une équipe d'historiens
retrace sur quarante-huit siècles les avatars de l'empire.
De la Perse à Rome, de Byzance à Vienne ou à Moscou, une
perspective des violences, des crimes et des espoirs qui ont
marqué tant d'empires.

Finis d'empires, un grand feuilleton à lire tel que

dans

Le Monde

CHAQUE JOUR, A PARTIR DU LUNDI 20 JUILLET 1992
(numéro daté mardi 21)

SOCIÉTÉ

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

Le colonel et l'inspecteur général au rapport

Les longues dépositions du lieutenant-colonel Jean-Louis Recordon et de l'inspecteur général des affaires sociales Michel Lucas ont dominé, mercredi 15 juillet, l'audience de la 18^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Le premier a réalisé l'enquête de police judiciaire qui a conduit au procès des responsables de la transfusion sanguine. Le second, haut fonctionnaire, a rédigé en 1991 un rapport intitulé « Transfusion sanguine et sida en 1985 ».

Ce fut un bonhomme de déposition, un petit moment rare volé aux longues heures qui passent. Ce fut, durant une heure, le récit d'une « belle » enquête menée tambour battant par un vaillant gendarme. Ce fut l'impeccable conclusion du colonel Recordon, chef de la section de recherches de gendarmerie de Paris, à de trépidantes investigations depuis un certain 17 février 1989.

C'est que ce militaire au regard clair vit sur la planète du Tintin. Et l'on s'en fut, avec lui, traquer la vérité, chasser les mensonges comme si la Terre tout entière ne pouvait que s'incliner... Il raconte si bien le colonel Recordon! A peine mandaté par le juge d'instruction pour démêler l'écheveau de cette affaire du sang contaminé, nous étions déjà dans le bureau de M. Raymond Baslin, membre du Comité national d'éthique, pour mettre à jour nos connaissances sur le sida. Puis à l'Institut Pasteur, entre les cuves du professeur Luc Montagnier, découvreur du virus LAV, tout prêt à « raconter abondamment ses recherches ». A peine sortis, nous étions déjà chez le doc-

teur Robert Netter, dans le bureau du docteur Michel Garretta, et nous filions aux Etats-Unis ratissier une moisson de renseignements. Il faut parfois se pincer. Cela semblait si facile. C'est que le colonel Recordon, en gendarme qui se respecte, glissa courtoisement sur les obstacles qu'il rencontrait.

Comme dans un film en accéléré, nous bondissions du Maryland - où Mrs Helen Esbar, de la Food and Drug Administration, nous révélait que son organisation avait prescrit l'exclusion des donneurs à risque lors des collectes de sang le 23 mars 1983 - à la Californie, pour rencontrer les cadres de la firme Traventol, dont les concentrés chauffés destinés aux hémophiles avaient été homologués dès le 21 avril de la même année. Le scuffle court, nous arrivions à Chicago pour interroger le docteur Jean-Pierre Allen.

Il faut se serrer un peu. N'oublions pas chaleureusement encouragé par son avocat, conseil de la société Abbott, un assistant du procureur, un agent du FBI, un traducteur agréé, une sténographe, et son épouse? Ce fut un interrogatoire entre deux Français, mais en anglais, le tout dûment enregistré par un magnéphone japonais...

Il restait à décoller rapidement en direction de Vienne, histoire de rendre visite au professeur H. Eibl, directeur de la firme autrichienne Immuno, pour tenter de comprendre le feuilleton des négociations nouées, dénouées, suspendues et reprises entre cette dernière et le docteur Garretta. Il restait à rendre visite au professeur Jacques Roux à Montpellier. Il restait encore beaucoup à faire, mais le colonel Recordon était en train de réussir l'une des plus fabuleuses enquêtes sur l'un des plus tragiques errements

de notre politique de santé. « Il y avait un écuil à éviter, résume le colonel. Raisonner à partir des connaissances de 1989-1990. J'ai donc uniquement réfléchi sur la base des documents de l'époque. » Ainsi se rendit-il à sept reprises au Centre national de la transfusion sanguine (CNTS), emportant à chaque visite une brassée de correspondances, de notes et de comptes rendus. Ainsi se présentait-il neuf fois à la Direction générale de la santé...

La réalité l'emporta: « Il faut être très clair. La Direction occupait un immeuble de six étages, sans compter les sous-sols. Il n'était pas dans mes intentions de procéder à une perquisition au sens juridique du terme. » Ce sera peut-être notre seul regret. Car le colonel Recordon ne cachait nullement avoir dû revenir après que la presse eut publié tel ou tel document encore inconnu de lui. « Fâcheux », dit-il de sa voix posée. Et ce fut plus qu'un commentaire. Un étonnement légitime.

On comprit aussi que la Direction générale de la santé, en la personne de son actuel directeur, M. Jean-François Girard, prit l'engagement sous serment de rechercher toutes les notes ou correspondances qui pouvaient intéresser l'instruction. Et l'on apprit que ce dernier fut malade à la fin de l'année.

Bien droit dans sa veste noire à brandebourgs blancs, le colonel Recordon sauta alors le tribunal, et s'en fut. C'était pour laisser la place à l'inspecteur général Michel Lucas, chef de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), auteur du rapport Lucas qui, en septembre 1991, une ombre sévère sur la conduite des docteurs Garretta et

Netter ainsi que sur celle du professeur Roux.

En peu de mots, l'inspecteur général résuma sa pensée: « Au vu des résultats des études scientifiques sur la contamination des hémophiles par le virus du sida au cours du premier trimestre 1985, ces responsables-là auraient dû « faire pression sur le ministre » pour obtenir l'arrêt immédiat de la vente des concentrés non chauffés. « Dans un Etat démocratique, on peut toujours créer une situation pour contraindre un ministre à prendre une décision », précisa tranquillement ce haut fonctionnaire.

« Une erreur de manipulation »

Et l'inspecteur général Lucas, s'étonnant des lenteurs des docteurs Netter, directeur du Laboratoire national de la santé, et Garretta, directeur général du CNTS, leur porta une série d'astuces: « Quand on dispose d'informations aussi graves sur la contamination des hémophiles, on ne perd pas son temps à s'écrire des lettres. On prend son téléphone. Je suis désolé mais le docteur Garretta pouvait voir le ministre quand il le voulait. Le ministre et son cabinet ne vivent pas dans un bunker! »

Sévère, distillant les gouttes d'acide, l'inspecteur général fit encore valoir qu'il appartenait au docteur Garretta, en tant que fabricant, d'agir, notant au passage que la Centre de fractionnement de Rouen avait bien pris l'initiative, en mai 1985, de rapatrier les lots contaminés pour les détruire...

Ainsi l'administration se donnait-elle parfois les verges... Mais cette fois, convint l'inspecteur Lucas, la tâche était délicate. MM. Jean-Louis Bianco, alors ministre des affaires sociales, et Bruno Durieux, ministre

délicat à la santé, ne lui avaient pas demandé explicitement d'établir de manière précise et exhaustive la réalité et la chronologie des faits?

« Ce type de mission est-il fréquent? demanda M. Xavier Charvet, conseil du docteur Garretta. Non, Dieu merci, soufleta l'inspecteur général. Il s'agit de coup sûr du rapport le plus difficile que j'ai eu à rédiger. Alors le patron de l'IGAS expliqua comment il avait travaillé avec une équipe de quatre inspecteurs. Et il conclut, provisoirement: « J'ai fait lire le document final à mes collègues pour qu'ils puissent me dire si j'avais bien utilisé tous leurs éléments. »

Conclusion toute provisoire puisque la défense du docteur Garretta se mit alors à faire l'étude comparative entre plusieurs documents cités en annexe du rapport Lucas et les mêmes documents en sa possession. « Comment expliquez-vous que deux pages sur cinq aient été omises dans la reproduction de la circulaire du 20 juin 1983, demanda M. Charvet. - Nous avons réalisé cinq tirages de ce rapport, répondit l'inspecteur général. Il est possible qu'il y ait eu une erreur de manipulation. - Nous venons le sans qu'il convient de donner à ce mot », cirqua l'avocat.

Ainsi la déposition vira-t-elle insensiblement à la mise en accusation. M. François Morette, autre conseil du docteur Garretta, s'étonna: « Il a été dit que ce rapport devait être exhaustif. Mais il y manque ce qui concerne les autres centres de fractionnement, et tout ce qui dépasse le niveau de la Direction générale de la santé a été complètement occulté. Comment expliquez-vous ces manques? - Je l'ai écrit dans les premières pages du rapport, rétorqua l'inspecteur

général. J'ai pris le parti de m'appuyer exclusivement sur des documents. Je n'ai rien esquissé et je crois qu'il y a dans ces pages matière à mettre en cause plusieurs responsables politiques! »

Ce fut alors un échange croisé de propos aigres-doux. En position d'attaque, M. Charvet et Morette affirmèrent être en possession d'un premier rapport Lucas beaucoup plus complet. « Le tribunal ne connaît pas ce document, ni les parties civiles », fit observer le président Jean-Louis Mazières. « C'est un document de travail intermédiaire, sans plus », expliqua l'inspecteur. Il n'y a qu'un rapport, celui que j'ai signé, pas deux!

Une explication que rejeta M. Morette: « Le premier rapport a été mis dans un tiroir pour pouvoir rendre un rapport plus « propre » qui ménage les responsables politiques. Avez-vous d'ailleurs entendu des ministres? » Malmené, l'inspecteur général Lucas, avec tout son calme, répondit que oui: « J'ai rencontré M. Dutoit et M. Hervé pour connaître les informations dont ils avaient disposé. L'entretien avec M. Dutoit fut assez bref. Elle considérait que le problème avait été traité par le secrétaire d'Etat à la santé. L'entretien avec M. Hervé fut plus long. Il m'a notamment précisé qu'il n'avait pas interdit la vente des stocks de produits sanguins contaminés par crainte d'une rupture d'approvisionnement. »

On ne sait si la réponse fit plaisir à la défense du docteur Garretta. Elle était en tout cas rude et resta sans réplique.

LAURENT GREISAMER

Un rapport de quatre inspecteurs de l'IGAS dénonçait les « attermoiements » des autorités ministérielles

C'est par une lettre, adressée le 10 juin 1991 à l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) que MM. Jean-Louis Bianco et Bruno Durieux, respectivement ministre des affaires sociales et de l'intégration et ministre délégué à la santé avaient demandé un rapport sur l'affaire du sang contaminé. Le rapport de l'inspecteur général Michel Lucas, intitulé « Transfusion sanguine et sida en 1985 » et sous-titré « Chronologie des faits et décisions pour ce qui concerne les hémophiles » fut rendu public le 10 septembre 1991. Comportant 63 pages de texte et 31 annexes (des photocopies de documents), il était censé, selon des déclarations ultérieures de MM. Bianco et Durieux, faire « toute la lumière ».

« J'en ai connu des affaires difficiles, raconte volontiers M. Lucas aux journalistes. A commencer par l'affaire Lucet. Mais comme celle-là, jamais. Jamais la pression n'avait été aussi forte, jamais l'opinion publique n'avait autant réagi à une affaire. Dès le départ, je savais que des ministres et des directeurs d'administrations allaient être mis en cause. Mais Jean-Louis Bianco n'avait pas d'état d'âme. Il voulait avant tout se faire une opinion. Avoir une connaissance exhaustive du problème. A la limite, peu lui importaient les suites de la polémique. » « Chaque mot, chaque phrase a été pesé », se plaignait à dire M. Lucas, affirmant d'avoir subi, au cours de la rédaction finale, aucune pression des cabinets ministériels.

La principale révélation du rapport était le compte rendu intégral d'une réunion interministérielle qui avait eu lieu le 9 mai 1985 à l'hôtel Matignon, sous la présidence du professeur François Gros, et consacré aux « modalités d'établissement d'un test de détection du sida ». Ce document - incomplet puisque manquant la liste des participants (1) - allait dévoiler l'attitude des principaux ministères. Protectionnisme et économie: tels étaient les mots d'ordre, avant toute considération de santé publique. A demi-mot, M. Lucas laissait entendre que la négociation en vue de la publication de ce document avait été difficile. « Je ne révélerai jamais comment je me suis procuré. La méthode poura resservir à mes successeurs », ajoutait-il avec malice.

Dans les mois qui suivirent la publication du rapport Lucas, quelques journaux, dont le Monde, publièrent des documents qui, en bonne logique, auguraient d'un

figurer dans le rapport Lucas. On découvrit ainsi l'existence de deux rapports de l'IGAS consacrés au CNTS, l'un de 1980, l'autre de 1985 (le Monde du 13 octobre 1991). Ils n'étaient même pas cités dans celui de M. Lucas. On apprit d'autre part que, jusqu'à la fin de 1985, des centres de transfusion sanguine avaient collecté du sang en prison malgré la forte proportion de détenus séropositifs (le Monde des 11 et 12-13 avril). Comment l'auteur du rapport avait-il pu négliger un aspect aussi essentiel de cette affaire alors qu'il avait lui-même copié les comités sanguins en 1984-1985? De même, on s'étonna de ne trouver que fort peu d'éléments sur ce qui s'était passé en province. Manquait également une analyse détaillée des prises de décision au niveau des cabinets ministériels, et de l'attitude observée par les médecins prescripteurs hémophiles.

Quand on l'interrogeait sur les rumeurs selon lesquelles son rapport avait été totalement réécrit, Michel Lucas précisait seulement qu'il avait, sur des points particuliers, demandé des notes à certains de ses inspecteurs. Mais en aucun cas, affirmait-il, il n'a existé ni autre rapport (lire par ailleurs le compte rendu d'audience de Laurent Greissamer).

Le document qui a été évoqué à l'audience de mercredi comporte 86 pages et 70 annexes. Il a été rédigé par quatre inspecteurs de l'IGAS, les docteurs Jean-Pierre Talon et Michel Verneirey, M^{me} Catherine Gras et M. Alain Piquet. Au printemps 1991, cela faisait près d'un an que ces quatre inspecteurs enquêtaient sur l'organisation de la transfusion et la tarification des produits sanguins (2). Aussi, lorsque éclata l'affaire du sang contaminé à la suite des révélations de l'« Evénement du Jeudi », ces inspecteurs trouvèrent-ils tout naturel, comme c'est la coutume à l'IGAS, de « s'autosaisir ». Cette démarche était d'autant plus logique qu'ils avaient déjà rencontré le docteur Garretta, à l'époque directeur général du CNTS, et qu'ils avaient visité tous les centres de fractionnement du plasma ainsi que plus de trente centres de transfusion sanguine. Régulièrement, ils informèrent M. Lucas de l'état d'avancement de leur enquête et, en juillet 1991, lui remirent leur rapport.

C'est alors, semble-t-il, que le patron de l'IGAS les informa du fait qu'il préférait lui-même rédiger le rapport sur la contamination des hémophiles. En conséquence, le

rapport des quatre inspecteurs ne fut pas signé et numéroté, comme il est de tradition à l'IGAS.

D'une manière générale, les auteurs de ce document inédit mettent clairement en cause les pouvoirs publics, non seulement en ce qui concerne la mise en place du dépistage du virus du sida, mais également à propos de l'inactivation des produits dérivés du sang. La chronologie concernant la mise en place du dépistage du sida se termine ainsi:

« Cette longue chronologie montre les tergiversations des autorités publiques qui n'ont pas su faire prévaloir l'exigence de l'urgence et de la sécurité face à des considérations, certes importantes, mais qui devaient être laissées au second plan, car il y allait de la vie d'individus et d'impératifs de santé publique. »

« De même, les pouvoirs publics ont peu pris part aux débats et aux mesures nécessaires concernant l'inactivation des produits sanguins alors que celle-ci était apparue indispensable. N'intervenant qu'en juillet, et continuant à sous-estimer le risque, les autorités ministérielles ont été jusqu'à reculer au 1^{er} octobre 1985 la date à partir de laquelle les produits non chauffés (on disait à l'époque non chauffés) ne seraient plus remboursés et n'en ont d'ailleurs interdit ni la distribution ni la fabrication. »

Une telle critique de l'action des pouvoirs publics ne se retrouve pas dans le rapport Lucas (3). En revanche, ne figure pas dans le document des quatre inspecteurs le compte rendu de la réunion interministérielle du 9 mai.

« Repasser la balle à l'autre »

Sur le rôle du CNTS, la conclusion des quatre inspecteurs de l'IGAS était la suivante:

« Un reproche qu'on ne peut faire au CNTS c'est de ne pas avoir écrit à son autorité de tutelle (DGS) et au LNS: les correspondances abondent. Mais ces correspondances, sans méconnaître les problèmes réels ont trop souvent mis l'accent sur les préoccupations économiques et financières: celles-ci ont pu occulter les impératifs de santé publique et notamment la sécurité des malades. »

« Les choix industriels du Centre national se sont à l'expérience avérés malheureux, coûteux et longs à mettre en œuvre (méthode Immuno) et l'absence de collaboration avec

les autres centres, et notamment le CRTS de Lille qui mettait au point sa propre méthode, est regrettable. »

Il faut ajouter que l'organisation du système des relations entre les pouvoirs publics et le CNTS était totalement faussée: le CNTS était totalement faussé: le CNTS était par exemple au LNS, lequel transmettait à la DGS, laquelle demandait la mise en place d'un groupe de travail éventuellement animé par le CNTS. A ce sujet est-il normal qu'un organisme sous tutelle de l'Etat se retrouve, du titre de ses missions nationales, être son conseiller? L'inspection générale ne le pense pas et estime (cela est visible dans les correspondances) que « l'Etat s'est égaré à repasser la balle à l'autre. »

A propos des hémophiles et du risque de contamination important des lots de fractions congelantes du CNTS, les inspecteurs de l'IGAS écrivent: « Il est vraisemblable que s'ils avaient eu connaissance de ce risque élevé, ils n'auraient pas accepté que soit reporté au 1^{er} octobre 1985 le non-remboursement des produits en cause; on peut au contraire penser qu'ils en auraient demandé l'interdiction immédiate. »

C'est un arrêté du 23 juillet 1985 qui avait prévu le non-remboursement des produits non chauffés à partir du 1^{er} octobre 1985. Il était signé par MM. Gaston Rimareis et Charles Henri-Filippi, respectivement directeurs des cabinets de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, et de M. Georges Dutoit, ministre des affaires sociales et de la solidarité. Les auteurs écrivent qu'il « autorise implicitement la distribution de produits reconnus dangereux. La date du 1^{er} octobre est purement à effet financier, elle n'interdit pas les produits non chauffés (...). »

Le juge d'instruction, M^{me} Sabine Foulon, expliquant dans son ordonnance de renvoi les poursuites contre le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, faisait valoir que le texte repoussant au 1^{er} octobre la date de non-remboursement était « une circulaire » de la direction générale de la Sécurité sociale et qu'en sa qualité de médecin le professeur Roux « aurait pu s'opposer à une décision qu'aucun motif médical ne justifiait ». Et qu'en conséquence, « il aurait dû interdire cette vente ». Il ne l'a pas fait, en fait, pas d'une circulaire mais d'un arrêté dont les auteurs étaient les deux directeurs de cabinet des deux ministres de tutelle de la DGS.

De nombreux documents figurant dans le premier rapport ne se retrouvent pas dans le rapport

Lucas. Il s'agit en particulier d'une note interne à la DGS (2 mai 1985) établissant que « le Laboratoire national de la santé est prêt à délivrer l'attestation pour le test Pasteur et attend le feu vert du cabinet (docteur Weissberg) ». L'agrement ne sera donné que près de deux mois plus tard, le 21 juin 1985. Et le dépistage systématique des dons de sang ne sera imposé qu'à partir du 1^{er} août 1985.

Autre document absent du rapport Lucas, la lettre adressée par le docteur Bahman Habibi, du CNTS, au premier ministre, M. Laurent Fabius. Cette lettre du 29 juin 1985, publiée par le Monde du 9 novembre 1991, faisait part des problèmes rencontrés pour le remboursement des tests de dépistage du virus du sida.

D'autres documents relatifs à l'information donnée, en particulier par le professeur Jean-Pierre Soulier, à l'Association française des hémophiles sont, eux aussi, absents du rapport Lucas. Ainsi, dès 1983, le professeur Soulier écrivait-il qu'il avait « personnellement attiré l'attention de l'Association française des hémophiles (AFH) sur la prudence à observer dans les traitements » et que l'hypothèse du sida n'aurait pas été levée par les progrès de nos connaissances et de nos méthodes de détections.

Le premier rapport comportait aussi une fiche détaillée sur ce qui s'était passé dans chacun des six autres centres de fractionnement, montrant que cette affaire ne concernait pas seulement le CNTS. Ces fiches ne figurent pas dans le rapport Lucas.

FRANCK NOUCHI

(1) Participaient à cette réunion, pour le premier ministre, M^{me} Paulin et M. Ramos, pour le ministère de l'économie et des finances, M. Debevoise, pour le ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur, M. Lelong, pour le ministère des affaires sociales, M^{me} Cailloux, et pour le secrétaire d'Etat à la santé, M. Weissberg.

(2) Le contenu de ce rapport sur « l'organisation de la transfusion sanguine et la tarification des produits sanguins labiles » fut révélé par le Monde du 19 février 1992.

(3) Le rapport Lucas se conclut en ces termes: « Dans le calendrier décisionnel français, un certain délai dans la prise de conscience a pu être en partie compensé pour le dépistage du virus. Il n'a été plus difficilement pour son inactivation, faute d'avoir l'assurance que l'ensemble des centres serait en mesure de mettre à disposition une quantité suffisante de produits inactivés pour en généraliser l'utilisation. »



سنة ١٤١٢ هـ

150

SOCIÉTÉ

JUSTICE
M. Emmanuelli est convoqué début septembre
aux fins d'inculpation par le juge Van Ruymbeke

M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, a reçu jeudi matin 16 juillet une convocation aux fins d'inculpation en qualité d'ancien trésorier du Parti socialiste adressée par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes et signée par l'un de ses conseillers, M. Renaud Van Ruymbeke. Cette convocation était attendue depuis deux semaines, après que M. Van Ruymbeke ait fait connaître à la chancellerie sa décision d'inculper M. Emmanuelli dans le cadre de l'une des instructions qu'il conduit sur le financement du PS dans le département de la Sarthe (le Monde du 10 juillet et du 14 juillet).

L'inculpation de M. Emmanuelli lui sera notifiée entre le 8 et le 14 septembre, M. Van Ruymbeke proposant plusieurs dates au choix dans cette fourchette. La lettre précise qu'il sera inculpé « en sa seule qualité de trésorier du Parti socialiste », poste qu'il a occupé de juillet 1988 à janvier 1992. Le chef d'inculpation est double, précise la présidence de l'Assemblée nationale dans un communiqué : « Complicité et recel de trafic d'influence pour avoir à la fois aidé et assisté les sociétés Urba et Graeco et bénéficié pour le compte du parti des fonds collectés ».

Outre les cas d'enrichissement personnel – ce qui n'est en aucun cas reproché à M. Emmanuelli –, la loi du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques excise de l'amnistie, énoncée dans son article 19, les faits postérieurs à la date du 15 juin 1989 ainsi que les infractions prévues aux articles 132 à 138 et 175 à 179 du code pénal qui répriment la fausse monnaie, la corruption et le trafic d'influence. De plus, les personnes investies, avant la date du 15 juin 1989, d'un mandat de parlementaire national sont exclues du bénéfice de l'amnistie. Commentant cette convocation, M. Emmanuelli a affirmé qu'il ne s'agit de rien d'autre que d'inculper le Parti socialiste. S'éton-

nant d'être convoqué « dans les derniers jours de la campagne pour le référendum de ratification du traité de Maastricht », fixé au 20 septembre, le président de l'Assemblée nationale a ajouté quelques « observations » sur la « chronologie postale » et le « calendrier procédural » de cette affaire : « Aujourd'hui, 16 juillet 1992 à 10 h 45, je viens donc de recevoir cette lettre que la presse écrite ou audiovisuelle, qu'elle soit nationale ou internationale, commente depuis déjà une semaine. Cette formule inédite dans la procédure, la pré-inculpation par voie de presse, trouve ainsi, si ce n'est une confirmation, du moins une couverture légale. L'absence que la chronologie n'est pas sans importance : ce courrier a été divulgué par une fuite dans la presse, le 9 juillet 1992, il est écrit le 10 juillet, il m'a été adressé le 15 juillet. »

« Ce calendrier n'est pas le seul qui soit étonnant, a poursuivi M. Emmanuelli. L'enchaînement des différentes péripéties qui ont émaillé ce dossier n'est pas moins étrange : perquisitions au siège du Parti socialiste le jour même de la passation de pouvoir de M. Pierre Mauroy à M. Laurent Fabius, divulgation de l'annonce de mon inculpation la veille du congrès du PS à Bordeaux, convocation dans les derniers jours de la campagne pour le référendum de ratification du traité de Maastricht. »

L'un des avocats de M. Emmanuelli, M. Gérard Weisner, qui fut directeur du cabinet de M. Mauroy lorsque ce dernier était premier secrétaire du PS, nous a indiqué que ses confrères et lui-même avaient « essayé d'entrer en contact avec le juge », mais que celui-ci « est en vacances ». « C'est la première fois, a-t-il ajouté, que le voir un juge prend des vacances après avoir envoyé une telle lettre. » M. Van Ruymbeke avait en effet indiqué, le 10 juillet, qu'il reprendrait ses investigations le 10 août (le Monde du 12-13 juillet). Interrogé sur d'éventuelles démarches qui pourraient viser au dessaisissement du magistrat inquisiteur, M. Weisner a déclaré : « Il est bien évident que la chronologie des faits révèle des fuites qui ont donné lieu à une pré-inculpation par voie de presse. Ces fuites ne peuvent venir que de la chambre d'accusation. Nous étudierons les conséquences à donner à cette situation. » Connu de la

chancellerie et du gouvernement dans la semaine qui a précédé le congrès socialiste de Bordeaux, la décision de M. Van Ruymbeke d'inculper M. Emmanuelli devait, à l'origine, lui être notifiée dès la fin de la session parlementaire qui est intervenue mercredi 8 juillet à minuit. Mais les magistrats rennais, devant la contre-attaque politique des dirigeants socialistes qui les mettaient directement en cause, affirmant notamment qu'ils étaient à l'origine d'une « fuite » provoquée en réalité par des confidences recueillies auprès du PS, ont décidé d'attendre la fin du congrès socialiste et du point du 14 juillet pour adresser la convocation annoncée.

Enfin, M. Jean-Claude Boulard, député (PS) de la Sarthe et président de la communauté urbaine du Mans, a également fait savoir qu'il avait reçu de la cour d'appel de Rennes une convocation pour le 7 septembre aux fins d'inculpation « pour des faits qualifiés de trafic d'influence » dans le cadre de l'affaire Urba-Graeco. M. Boulard précise que, comme le président de l'Assemblée nationale, il a saisi le garde des sceaux d'une demande d'enquête préliminaire sur son patrimoine.

P. J. et E. P.

En Belgique
M. Jean-Claude Decaux
condamné à un an
de prison avec sursis
BRUXELLES

de notre correspondant
Inculpé au mois de décembre 1990 de corruption, l'homme d'affaires français Jean-Claude Decaux a été condamné à un an de prison avec sursis, mercredi 15 juillet, à Liège. Il était accusé d'avoir procuré diverses facilités, notamment des voyages d'agence, à l'ancien maire socialiste de cette ville, M. Edouard Close, lui-même condamné à dix mois de prison avec sursis. Le juge a estimé que le renouvellement du parc mobilier des voyages d'agence, en 1984, avait donné lieu à des pratiques illégales.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

La commémoration de la rafle du Vel' d'Hiv'
M. Chirac souligne « le devoir de nous souvenir
des atrocités du nazisme »

A la veille des cérémonies qui devaient commémorer, jeudi 16 juillet, l'anniversaire de la rafle du Vel' d'Hiv', le maire de Paris, M. Jacques Chirac, dans un message diffusé, mercredi, par Radio Communauté-Judaïque, a déploré ne pas « trouver les mots justes pour dire l'horreur, le chagrin qu'ont dû ressentir tous ceux qui ont vécu ces événements tragiques ». Il a ajouté, à propos des déportés livrés aux nazis : « Après tant d'années, nous conservons à leur égard une dette imprescriptible et le devoir de nous souvenir des atrocités du nazisme par fidélité aux six millions de victimes innocentes de l'Holocauste et pour qu'une telle horreur ne se reproduise jamais dans quelque lieu et sous quelque forme que ce soit. »

La responsabilité
du régime de Vichy

Le porte-parole des Verts, M. Didier Anger, a rappelé que « le port obligatoire de l'étoile jaune en juin 1942 avait annoncé cette « rafle » sans que le peuple français ne réagisse. Les Français, a-t-il souligné, n'ont pas alors été capables de porter l'étoile jaune, acte symbolique de résistance que le peuple danois avait osé faire à l'appel de son roi. C'est une page sombre de notre histoire qu'il est utile de rappeler car « le vent est encore féroce d'où la bête immonde a surgi. Les nationalismes exacerbés, la xénophobie, l'antisémitisme, le racisme, ressurgissent partout dans l'Europe en

crise, en France même, ils nourrissent les extrêmes droites. Les Verts se souviennent et entendent combattre les causes sociales et idéologiques de ces violences contre la personne humaine. »

Dans l'édition de l'Humanité du 16 juillet, Charles Silvestre évoque la controverse sur la position de M. François Mitterrand en écrivant notamment : « On s'interroge sur la question de savoir s'il faut condamner, en Vichy, l'Etat français. A quoi on répond, en haut lieu, que Vichy ce n'était plus la République. Nous n'avons pas le goût de tirer notre épingle du jeu politique à propos de telle ou telle polémique. Mais Vichy, ce n'est pas l'Etat français en général, c'est encore moins la République intrinsèque, c'est ce que l'on fit de pire avec cet Etat, avec la République. La leçon demeure qui mérite réflexion : Vichy, c'est la nation diminuée, soumise, enchaînée, la Libération, c'est un peuple libre, souverain et retrouvant sa dignité. Hommes, veillez... »

Dans le Parisien, l'avocat Serge Klarsfeld affirme, pour sa part : « François Mitterrand considère que Vichy est une parenthèse de l'Histoire, et que la République n'a aucun tort. Il n'y a pas eu un régime hitlérien, un régime fasciste. Il y a eu des hommes de peu d'envergure, des hommes fatigués comme Pétain, qui ne savaient pas qui étaient les nazis et voulaient limiter les dégâts. Mitterrand est aussi un des seuls chefs d'Etat sur-

vivants de cette époque. Il a connu la ferveur des Français pour Pétain. Même s'il a eu un itinéraire honorable dans la Résistance, il ne veut pas renier le jeune homme qu'il a été. Il dépose même une gerbe sur la tombe de Pétain tous les 11 novembre. Si on veut être équitable, il faut le faire pour les autres maréchaux. C'est vrai qu'il a été prisonnier, et que Vichy s'est beaucoup occupé des prisonniers. Mais même si c'est la première fois qu'un président de la République vient pour l'anniversaire du Vel' d'Hiv', il considère que le seul bourreau était nazi. »

En revanche, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France, M. Jean Kahn, interrogé sur France-Inter, mercredi matin, a affirmé que la présence de M. Mitterrand à la cérémonie de commémoration de la rafle du Vel'd'Hiv' « vous condamnation de ce qui s'est passé durant cette période ». Pour lui cette présence a une valeur hautement symbolique et témoigne d'une « volonté de ne pas vouloir occulter un passé douloureux et tragique. Je crois qu'on pourrait évidemment exiger plus, mais ne devons-nous pas nous tourner vers le présent et vers le futur ? » a-t-il ajouté. Une polémique importante à ce niveau me paraît inutile, nous avons d'autres sujets de préoccupations très graves. » M. Kahn a ajouté que « formellement et juridiquement » la position de François Mitterrand « se justifie ».

POINT DE VUE
Chantage
par Claude Lanzmann

AINSÍ le président de la République est sommé de reconnaître les crimes de Vichy, de signifier par un geste solennel, un agenouillement symbolique et spectaculaire, filiation et continuité entre l'Etat français et la République. Dans un communiqué où l'armement du débat à la personnalité, un « Comité Vel'd'Hiv' » autoproclamé écrit : « De tout ce qui s'est fait au nom de la France, l'Etat français est aujourd'hui comptable », et accuse, hier, François Mitterrand de surdité après l'avoir, avant-hier, taxé de mutisme.

François Mitterrand, s'il est le chef de l'Etat, n'est pas le chef de l'Etat français. Il est le Président de la République française. L'Etat français, c'était la dénomination officielle du régime de Vichy, et tous les décrets promulgués pendant quatre années l'ont été au nom du Chef de l'Etat français, c'est-à-dire Pétain. Il y a là une insulte à la personne de l'homme Mitterrand mais aussi un travestissement de la vérité, une falsification de l'Histoire. François Mitterrand a eu raison, dans son entretien télévisé du 14 juillet, de refuser pareille forme de chantage, de marquer la rupture entre Vichy et la République. S'il y a eu la France des salauds et des collabo-

rateurs, une autre France a également existé : celle des dizaines de milliers de femmes et d'hommes morts sous la torture, face aux pelotons allemands dans les combats de la Résistance et des maquis.

Si des Français ont livré des juifs, d'autres, infiniment plus nombreux qu'on ne le dit maintenant – et nous sommes beaucoup à en témoigner –, les ont sauvés. Entre Vichy et la Libération, républicains il y a eu la Résistance, les procès des collaborateurs, les cantines d'exécution sombres de miliciens et d'agents de l'ennemi. Ni les Toubert, Papon et Bouquet en liberté ne feront que cela n'ait pas été. Et si ce qu'on a appelé l'épuration n'a pas suffi à purifier la France, s'il n'est pas vrai que la France tout entière ait été résistante, comme de Gaulle, après l'épuration, souhaitait le faire croire, pour la magnifier et mieux asseoir la continuité éternelle dont il se réclamait, il est tout aussi faux de céder à l'autre terme du manichéisme, comme on semble le vouloir aujourd'hui à l'instinct de célébrer le cinquantième anniversaire de la grande rafle.

► Claude Lanzmann est l'auteur de Shoah.

SPORTS
CYCLISME :
le 79^e Tour de France
L'exorciste des Vosges

La montagne (même moyenne) a donné des ailes au Français Laurent Fignon (Gatorade) qui s'est envolé dans la 11^e étape, Strasbourg-Mulhouse (250 kilomètres), menant à son terme une échappée solitaire de 50 kilomètres pour l'emporter de justesse sur un petit groupe de poursuivants. Statu quo au classement général, où Pascal Lino conserve le maillot jaune tandis que Laurent Jalabert retrouve le maillot vert. Jeudi, à Dole, les coureurs bénéficient d'une journée de repos bienvenue à l'approche des grandes étapes alpines.

MULHOUSE

de notre envoyé spécial

La chevauchée fantastique d'un pur-sang blond, filant, crinière au vent, vers Mulhouse. Une des plus belles pages de ce Tour. Signé Laurent Fignon. Laurent le magnifique. Trente et un ans, bientôt trente-deux, et deux victoires dans la Grande Boucle. En 1983 et en 1984. Avec, encore, une place de second en 1989. De quoi vous donner un coup de vieux et vous faire penser que, peut-être, votre avenir est derrière vous. Surtout lorsqu'un extra-terrestre nommé Miguel Indurain vous double comme une fusée alors que vous êtes parti six minutes avant lui et que le compteur fixé sur votre guidon affiche plus de 30 kilomètres à l'heure ! C'était lundi à Luxembourg, dans le contre-le-montre. « C'est terrible, impensable », commentait, le lendemain, celui que les Italiens, impressionnés par sa science de la course, ont surnommé « le professeur ».

Avec ses lunettes aux fines montures dorées, son air grave et réfléchi et ses phrases bien ciselées, Fignon, il est vrai, n'impose. Ainsi, son geste à l'intention du premier de la classe lorsque celui-ci l'a doublé : un pouce levé en signe

d'admiration ! Tout Fignon est là. Bosse des maths ? Bosse de la course ? Peut-être. Bosse du panache ? Certainement. Sous des allures de moine érudit, ce « professeur-là », c'est Bayard, coureur sans peur et sans reproche ou Bonaparte au pont d'Arcole. L'antithèse de Miguel Indurain. Le champion espagnol, c'est le comte de Hautecroix à Fontenay : « Mes-sieurs, tirez les premiers ! »

Fignon s'est dit : « Je marche bien, alors je tente quelque chose. On verra. » On a vu. On a vu un chevalier fausser compagnie au roi et à son cortège, à 90 kilomètres de l'arrivée. D'abord avec trois complices, puis tout seul. Après s'être envolé dans l'ascension de la principale difficulté du jour, le Grand Ballon. Un grand spécialiste que ce maillot comme l'espérance qui sonnait soudain la charge et déclarait la guerre à la résignation qui risquait d'ankyloser mortellement un peloton sous l'emprise du démon Indurain. Fignon dans le Grand Ballon, c'est l'exorciste dans les Vosges. Le redempteur montant vers le ciel avec, sur sa tête, comme un dais de brume grise. Se glissant sous une banderole portant son nom, telle un arc de triomphe, et se frayant difficilement un passage à mihaie d'une haine d'homme de fins survoltés. Celui qui va libérer le peloton du mauvais sort.

Quand il franchit le sommet, il a moins de 2 minutes d'avance et l'arrivée est à 53 kilomètres. Qu'à cela ne tienne. Il plonge dans la descente tête la première, frôle le rocher, coupe les virages de trajectoires magiques. C'est « le professeur » qui calcule et figole ses angles, mais c'est aussi Don Qui-chotte se lançant dans une cause apparemment perdue. Sans ménager son effort. « J'ai tout fait à fond », confiera-t-il à l'arrivée. Tout pour tenir le peloton en respect, pour préserver ces deux petites minutes, les empêcher de fondre au fil des kilomètres. Il court, une épée de Damoclès au-dessus de sa chevelure blonde qui flotte au vent. Il peine, il pousse, il

relance son allure, s'abreuve, s'allège en jetant son bidon. « Je n'ai plus un gramme de graisse à perdre », observait-il après l'épreuve de Luxembourg. Maintenant si je perds quelque chose, ce sera un os... »

Il ne perdra ni la tête ni la face, porté par la foule. « Ne craque pas, Laurent ! », crie la France entière, rassemblée derrière lui. Alors il serre les dents. Pour desserrer l'étau qui se referme lentement sur lui. Pour tenir à distance la menace qui, derrière lui, se précise. A la flamme rouge, qui indique le dernier kilomètre, la France s'enflamme. Il n'a plus que 20 secondes d'avance. Peut-être, à ce moment-là, pense-t-il à son arrivée sur les Champs-Élysées, en 1989, et aux huit secondes qu'il avait scellé sa défaite face à Greg LeMond. LeMond, justement, en perdution, au début de l'étape, dans les premiers cols alors que lui, Fignon, caracolait en tête. Quand il franchit la ligne, il précède de douze petites secondes les six syndrômes lancés à ses trousses. Pour lui, l'heure de gloire est arrivée.

Victoire d'autant plus belle qu'elle relève un peu de l'acte gratuit. Épique et poétique. Ne reconnaît-il pas, la veille, que, pour lui, gagner le Tour était « quasiment impossible » ? Reste, à défaut de l'emporter, la manière de s'incliner. Le fameux panache.

PATRICK FRANCÉS

Les classements
ONZIÈME ÉTAPE
Strasbourg-Mulhouse
(250 kilomètres)
1. Fignon (Fra.), 6 h 30 min 49 s ; 2. Dufaux (Sui.), 12 s ; 3. Pedersen (Dan.), 4 s ; 4. Eli (Ita.) ; 5. Konišev (Cze), tous même temps.
Général : 1. Lino (Fra.), 48 h 32 min 59 s ; 2. Indurain (Esp.) à 1 min 27 s ; 3. Roche (Ita.) à 4 min 13 s ; 4. LeMond (ÉU) à 4 min 27 s ; 5. Bugno (Ita.) à 4 min 39 s.

La France
et la France

Suite de la première page

Ce n'est pas l'avis des signataires du manifeste qui ont vivement réagi aux explications données, le 14 juillet, à la télévision, par M. Mitterrand, lorsqu'il a réaffirmé qu'on « ne demande pas de comptes à la République » sur les crimes de Vichy.

Au cours des cinq dernières décennies la France est passée d'une vision « héroïque », mythique, de son passé (tous résistants) à une révision, que l'on peut dater de la fin des années soixante, où s'est exprimée la mauvaise conscience d'un pays redécouvrant la réalité de la collaboration active et, surtout, l'ampleur de la lâcheté et de l'indifférence. Le balancier des mentalités paraît avoir atteint un point extrême qui pourrait conduire à de nouvelles caricatures (tous collabos). Il est probable que M. Mitterrand, en refu-

sant de se soumettre à la demande des auteurs du manifeste, outre des considérations de caractère qui ne le rendent jamais désireux de se plier à quelque injonction que ce soit, a le souci de ne pas donner de la France, à l'étranger, l'image d'un pays qui se jugerait lui-même aussi coupable qu'a pu l'être la nation allemande. Il a eu raison de rappeler que des individus ont été jugés après la Libération, mais chacun sait que tous les cas individuels n'ont pas été tranchés et qu'aucun Français, à ce jour, n'a eu à répondre de crimes contre l'humanité.

Il reste que, dans l'argumentation du chef de l'Etat, il y a des fautes. La théorie selon laquelle Vichy n'aurait été qu'une parenthèse, une discontinuité seulement illégitime, « nulle et non avenue », comme le dit de Gaulle en août 1944, ne correspond

pas à la triste réalité : les juifs français spolés par Vichy n'ont jamais obtenu réparation. Vichy, avant d'assassiner la République, fut intronisé par son Parlement. Il se trouve, certes, quatre-vingts députés pour refuser les pleins pouvoirs à Pétain mais beaucoup plus pour lui les accorder. Ce sont bien des fonctionnaires français, et en grand nombre, qui appliquèrent les directives d'un régime tellement zélé vis-à-vis de l'occupant qu'il précéda ses demandes, notamment pour l'arrestation des juifs.

Ce n'est pas faire injure aux résistants, ni à la République, que d'admettre que la France, du moins en sa représentation officielle d'alors, fut un agent de la barbarie. Cela ne vaut pas accusation pour l'ensemble de la nation, ni pour le peuple, où il se trouve assez de gens pour sauver l'honneur du pays. Et encore moins pour la République dont la restauration coula de source quand il fut mis fin à un régime qui fut honteux mais bien réel.

BRUNO FRAPPAT

CULTURE

L'Été festival/Avignon

Chronique d'une grève annoncée

Le Festival devrait être faiblement perturbé par le mouvement des intermittents

Journée une nouvelle fois tendue, le 15 juillet à Avignon, dans le «in» comme dans le «off», où l'on a préparé la journée d'action du 16 juillet à l'appel de la fédération du spectacle CGT rejointe par FO et des coordinations locales et régionales d'intermittents en lutte pour la défense de leur système de protection sociale.

Sur tous les lieux du «in» sont intervenus des votes à bulletin secret pour décider ou non d'une grève et donc de l'annulation des représentations. Quatre lieux sur onze se sont prononcés majoritairement pour la grève : les Tailades, où est donné *Terra incognita*, de Georges Lavaudant ; la Manutention, où vient de commencer le *Cabaret* imaginé par Michèle Guignon ; le Tinel de la Chartreuse de Villeneuve où ont lieu les représentations de *Pasacaille*, de Bruno Meyssat ; et le Théâtre municipal qui reçoit pendant trois jours le chorégraphe Josef Nadj.

Encore ces résultats doivent-ils être pris avec précaution quand on sait, d'une part, que les intermittents des Tailades, par exemple, n'ont voté la grève que pour « manifester leur solidarité » et à condition « qu'elle ait obtenu la majorité sur tous les lieux de spectacle ». D'autre part, les intermittents du spectacle à Avignon, environ 340 personnes dans le «in», ne représentent que 40 % des personnes en activité, les 60 % restants étant des permanents qui ne relèvent donc pas de ce statut. On ne saura donc qu'à l'heure des représentations si celles-ci ont été réellement annulées.

Une forte majorité

La Cour d'honneur, aussi symbolique ici que l'Odéon à Paris, ne connaît pas d'agitation particulière. Les personnes ayant pris une nouvelle fois les devants et voté contre la grève à une forte majorité. Le *Chevalier d'Olmedo* continuera donc ses cavalcades comme la grande majorité des spectacles du Festival. Dans le «off», seules 93 compagnies sur

210 environ ont organisé une consultation des intermittents. 58 compagnies ont voté majoritairement la grève, ce qui représente 25 % du total. Rien d'étonnant quand on sait le prix de revient d'un spectacle «off», et la façon dont les comédiens, dans la plupart des cas sont «payés».

Pourtant, la CGT, FO et les coordinations locales, qui avaient appelé à un «Avignon ville morte» le 16, ne considèrent pas ce résultat comme un échec et ont déclaré, lors d'une assemblée générale réunissant 130 personnes dans la salle des fêtes de la mairie d'Avignon, que ces votes étaient au contraire «une victoire».

«Plus rien ne se passera plus comme avant. Le ministre de la culture devra répondre à notre détermination. Il ne pourra plus rester silencieux.»

Elles diffuseront toute la journée du 16 un tract d'information au public. Les intermittents, désormais officiellement minoritaires, qui l'ont rédigé continuent de demander ce sur quoi tous les autres partenaires impliqués dans la négociation actuelle sont d'accord, y compris le CNPF (*le Monde* daté 12-13 juillet) : «la préservation des annexes 8 et 10 de la convention de l'UNEDIC».

Sentant croître leur isolement, ils ont décidé de placer la barre plus haut et demandent que soit élaboré «le vote d'un texte de loi par l'Assemblée nationale pour reconnaître le caractère permanent de notre travail et le prendre en compte sous la forme d'un statut spécifique qui ne doit comporter aucun risque de fonctionnarisation ou de carrière professionnelle. La mise en place de cette solution demande une prise de position nette du ministère de la culture et du gouvernement». Une fuite en avant à vrai dire tellement dangereuse - les députés doivent-ils sérieusement définir un «statut» de l'artiste ? - qu'on se demande quels lendemains elle pourrait annoncer.

O. S.

L'œuvre au noir

Le Festival d'Avignon, malgré toutes ses difficultés, est toujours l'un des principaux rendez-vous mondiaux des professionnels du spectacle, la Cannes du spectacle vivant, si l'on veut. A ceci près qu'ici, il n'est pas question de compétition, mais plutôt de communion. L'édition 92 fera exception à la règle.

La CGT, rejointe tardivement par FO et des coordinations locales et régionales (dont on ne sait pas très bien qu'elles représentent sinon qu'elles signifient une réelle inquiétude des intermittents du spectacle), la CGT, donc, n'est jamais en mal d'agitation et d'imaginer quand s'annoncent les grands rendez-vous (les festivals, certes, mais surtout la négociation sur la convention générale de l'UNEDIC au moment où commence la campagne réélectorale sur le traité de Maastricht).

Informations alarmistes

Les méthodes qu'elle emploie à Avignon sont connues partout. Jouant sur l'angoisse de milliers de professionnels du spectacle dont plusieurs centaines sont réunies ici, elle répand des informations alarmistes mêlées à d'autres tout à fait sérieuses ; elle ne formule pas d'autres propositions que des appels à la mobilisation par la grève et ne dit jamais si elle acceptera, et à quelles conditions, de reprendre sa place à la table des négociations entre les partenaires sociaux. A Paris, elle participe à l'occupation de l'Odéon et empêche des représentations du Théâtre de l'Europe et de Paris Quartier d'été. A Avignon, elle empêchera peut-être quelques spectacles «in» et «off».

C'est pourquoi la grande majorité des intermittents que la CGT veut défendre ont refusé

de la suivre sur la voie de la grève, la plupart estimant que, dans le contexte social actuel, un aménagement des annexes 8 et 10 de la convention de l'UNEDIC est inéluctable. Les autres organisations syndicales, la CFDT, la CFTC et la CGC, ont choisi la voie de la négociation avec le CNPF. La grève du spectacle ne nuit qu'aux artisans du spectacle eux-mêmes. Le grand public aura vite fait de rejoindre les lieux en activité ou, à défaut, les terrasses des cafés et des restaurants où se déroulent sous leurs yeux des spectacles de rue permanents. En revanche, il est constamment de constater que cette action gêne l'un des festivals les plus respectueux des droits sociaux des artistes et techniciens du spectacle.

Si de nombreux organisateurs de spectacles occasionnels, y compris des institutions nationales ayant pignon sur rue et des collectivités locales, «oublient» de déclarer les cachets des professionnels qu'ils emploient et nuisent gravement aux artistes et à leur régime social, Avignon est, au jour d'aujourd'hui, manifestement, l'Etat, en l'occurrence le ministère de la culture et celui du travail, qu'on interpelle à qui mieux mieux, pour et doit intervenir, c'est à ce niveau-là : le respect du droit du travail. Or, il ne dispose pour s'en assurer que d'un corps ridiculement étroit de contrôleurs des conditions d'emploi et de paiement des travailleurs précaires, et donc des intermittents. Les artistes doivent aussi se rebeller : un intermittent qui travaille au noir est un intermittent menacé dans son existence même.

OLIVIER SCHMITT

Images de gags

Josef Nadj rend hommage aux sapeurs-pompiers qui ont fasciné son enfance



Rencontre exceptionnelle : Michèle-Anne De Mey et Josef Nadj.

MARC ENGERAND

LES ÉCHELLES D'ORPHÉE

ou Théâtre municipal

Dans la ville natale de Josef Nadj, Kanizsa, en Autriche-Hongrie, se constituait en 1889 une compagnie de sapeurs-pompiers bénévoles. Pas seulement chasseurs de feu, mais artistes : ils allaient bientôt former une fanfare puis, en 1909, une troupe théâtrale. Leur premier spectacle : *les Énergies*, d'Eugène Labiche. A Turin, deux ans plus tard, ils remportent le concours mondial des pompiers bénévoles.

Cette compagnie existe toujours à Kanizsa. Et c'est à ces vaillants pompiers-musiciens-acteurs que Josef Nadj rend hommage avec *les Échelles d'Orphée* - titre assez transparent : les charmes de l'art maîtrisant les flammes infernales. On a souvent comparé le théâtre de Nadj à celui de Kantor et c'était juste. Kantor était beaucoup plus âpre et violent, mais ils avaient une parenté dans l'humour macabre, le goût de l'absurde vaguement teinté de surréalisme, l'emploi de curés, de militaires et de vieillards, le style «théâtre pauvre».

Ces traits sont encore présents dans *les Échelles d'Orphée*, mais

cette fois on pense moins à Kantor qu'au cinéma muet de Charlie Chaplin et de Mack Sennett, rythme en moins - ou alors un rythme décomposé, démultiplié. Le spectacle se situe aussi dans la postérité de *l'Histoire du Soldat* de Ramuz et Stravinski, bien qu'il n'y ait ici ni texte ni scénario à proprement parler ; mais il y a une musique, jouée sur scène par une petite formation (flûte, trombone, trompette, basson, clarinette, violoncelle, claviers et basse), musique absolument ravissante, pimpante, savante sous sa fausse «naïveté» et ses couleurs populaires, comme celle de Stravinski. Elle est signée Stevan Kovac Tickmayer, hongrois comme les instrumentistes.

Théâtre de tréteaux : minuscule estrade (qui disparaît parfois), poutres de bois blanc formant une ébauche de charpente, rideaux de toile de jute coulisant sur des fils de fer (scénographie de Gourey). Des pompiers de Kanizsa, il ne reste que les échelles, beaucoup d'échelles dont on se sert beaucoup ; peut-être aussi, bien qu'ils ne portent pas de casque, les personnages en veste verte à boutons dorés et ceinturons de cuir sont-ils une évocation des pom-

piers. Maquillages, vêtements râpés et maintien donnent à la plupart des acteurs l'apparence de gens âgés, plus ou moins handicapés mentaux ou physiques - il y a un homme qui gambade sur ses mollets de jambes, coupées au genou.

Du côté du cirque et du cinéma muet

Le spectacle va se constituer d'une succession de saynètes sans lien apparent, empruntant comme le cinéma muet au cirque, à l'acrobatie beaucoup plus qu'à la danse, et fondées principalement sur le gag gestuel. On escalade, on grimpe, on dégringole, on est en déséquilibre, en danger. La pointe de sadisme, qui n'est pas étrangère à Nadj, se manifeste dans l'emploi de harnais, de poulies, de cordages qui mettent les personnages dans des situations pour le moins incomfortables, à commencer par le pendu attaché à son échelle ; on use aussi de rasoirs-sabres et de ciseaux pas faits pour rassurer. Clin d'œil à Bob Wilson, peut-être, avec le sanglier empaillé qui revient plusieurs fois ? Un tailleur enfila à son client des morceaux de

costumes qui s'en vont tout seuls, deux hommes jouent sur un billard vertical (et les boules roulent), une sorte de Bourvil assis dans une caisse à pédales passe et repasse sur un praticable.

D'autres séquences font davantage appel à une poésie sentimentale (des hommes offrant des fleurs à des jeunes filles en blanc ou rose) ou au mystère (dans la pénombre, une cérémonie sans queue ni tête célébrée par des personnages portant des bougies sur la tête). Un léger ennui va-t-il commencer à poindre ? La musique se tait, on entend des coups de marteaux furieux qui ébranlent le théâtre - comme si l'on clouait des cercueils... Rideau. Josef Nadj en tête, très pince-sans-rire, les dix acteurs sont épatants. Gros succès.

S. de N.

► 16 et 17 juillet à 21 h 30.

► L'une des danseuses de la Compagnie Bouvier-Obadia s'étant blessée, le spectacle prévu les 20, 21 et 22 juillet au Théâtre municipal *Une femme chaque nuit* est remplacé par le duo *Welcome to Paradise*.

Michèle-Anne De Mey, ou la désobéissance

Rencontre avec une chorégraphe belge qui reconnaît le pouvoir du refus et de la séduction

La jambe longue et nerveuse, le crin raide et court, la grâce onirique et dégingandée d'un poulain. Grande yeux, grande bouche au sourire dévastateur - dont elle use, semble-t-il, moins généreusement que naguère. Michèle-Anne De Mey traîne tous les corps chorégraphiques après soi depuis sa capitale Sinfonia Eroica, qui faisait en janvier dernier, à la Ferme du Buisson de Marne-la-Vallée, sa quatre-vingt-dix-neuvième représentation. A Avignon, elle présente ses Châteaux en Espagne, qui n'ont pas mal marché non plus, et dans le cadre des Rencontres exceptionnelles, une création, *Sonatas 555*, sur des sonates pour clavier de Scarlatti.

«J'ai commencé par dire non à la création que me demandait Avignon, car je voulais laisser à Châteaux en Espagne le temps de s'épanouir. Je refuse également le principe d'une création chaque année. Mais entretemps la direction du Festival Scène de Salzbourg m'a demandé une pièce avec un temps de répétitions (un

mois et demi) et un nombre de danseurs (neuf) clairement définis... C'est une aventure, donc je repars avec une équipe presque entièrement nouvelle - je n'ai gardé qu'un tout petit noyau de danseurs. Ivan Fox, qui jonglait avec une petite boule rouge dans Châteaux, sera dans *Sonatas 555* gardien du mouton. Pourquoi ? Parce que ce mouton est pour moi une image forte que je n'ai pas envie de formuler avec des mots... Disons qu'il représente une part de risque, d'imprévu auquel les danseurs doivent pouvoir réagir instantanément.

Apprentissage fantastique

«Je suis née à Bruxelles en 1959, le 21 juillet, jour de la fête nationale belge, il y a donc des feux d'artifice pour tous mes anniversaires. Je danse depuis l'âge de quatre ans : j'adorais la scène, j'étais de toutes les fêtes de l'école ou de la paroisse. A treize ans, j'ai commencé à étudier la danse classique, à seize ans je suis

entrée à Mudra, chez Béjart, apprentissage fantastique car on est confronté à beaucoup de disciplines différentes - le cours de rythme de Fernand Schirren, pédagogue hors pair, m'a particulièrement marqué. J'ai fait ensuite un bref passage dans la compagnie de Serge Keuten, à Paris ; je pensais déjà à la chorégraphie, mais la fonction d'interprète me paraissait primordiale, j'adore danser.

«Puis j'ai retrouvé Anne Teresa de Keersmaecker, ma condisciple à Mudra ; j'ai participé à son premier spectacle, *Face*, sur des musiques de Steve Reich, et à la plupart des suivants jusqu'à *Ottone*. *Ottone*. En même temps, j'ai réglé mes premières chorégraphies : *Balatum*, en 1983, avec Roxane Huilmand, puis *Face à face* avec Pierre Droulers ; ces deux pièces ont pas mal tourné, en Belgique et ailleurs. J'ai aussi réglé pour le CNDC d'Angers *Vendredi 10 mars*, Angers : *Neue Liebeslieder-Walzer* de Brahms. Après *Ottone*, *Ottone*, j'ai quitté Anne Teresa pour fonder ma pro-

pre troupe, en janvier 1990. La création de *Sinfonia Eroica* a eu lieu en mai, au Théâtre Varia de Bruxelles où nous sommes accueillis en résidence. Depuis, beaucoup de voyages, de valises, de répétitions... Et aujourd'hui, ce nouveau départ.

«La musique a toujours une importance capitale pour moi. Même si elle n'est pas toujours le point de départ d'une nouvelle pièce : elle l'a été pour *Sinfonia Eroica*, pas pour *Châteaux*, où je suis partie de l'expression «bâtir des châteaux en Espagne»... L'écriture musicale est différente de l'écriture chorégraphique, mais elles sont complémentaires. Je crois très fort aux règles, aux contraintes.

Plus elles sont précises et détaillées, plus le jeu est possible et agréable ; on sait quand et pourquoi on peut leur désobéir. Il ne faut jamais oublier qu'une pièce est faite pour être regardée, c'est-à-dire faite pour un espace donné et pour un public ; ce n'est ni un cours de danse ni une psychanalyse. Je n'obéis pas pour autant au désir de plaire, de séduire - on alors il doit être explicite, comme dans *Sinfonia Eroica*...

Comment je choisais les danseurs ? Évidemment, j'aime ceux dont le rapport au corps me parle, ceux qui peuvent s'approprier ma gestuelle ; je m'inspire également de leur musicalité. Aux auditions pour *Sonatas*, j'ai vu plus de cinq cents candidats : je ne peux pas dire qu'il y ait un «danseur-type Michèle-Anne de Mey», ce serait trahir.

Propos recueillis par SYLVIE DE NUSSAC

► Gymnase Aubanel, le 17 juillet, 19 heures. Prochaines représentations : le 25 juillet à Salzbourg, le 12 septembre à Lisbonne (Fondation Gulbenkian), le 29 septembre à Gand (Vooruit), du 5 au 8 octobre à Bruxelles (Théâtre Varia), le 11 octobre à Soaux (Les Gémeaux).

Les EXCEPTIONNELLES de Neubauer

de -15 à -20%

Véhicules d'exposition ou de direction, ex-véhicules Automobiles PEUGEOT ou TT GARANTIE TOTALE DE 12 MOIS, PIÈCES ET M. O.

- 205 GTI, DA, TD, peint, métal, 1992
- 205 TD, 3 et 5 p., DA, LVE, CC portes
- 205 aut., 3p., peint, métal, DA, VT, 1992
- 309 D (Turbo et Bastille), 1992
- 405 GR, SR, 1.8 L. (7 CV), peint, métal, TOE, 1992
- 405 SRI, aut., peint, métal, VT, TOE, 1992
- 605 SRDT, peint, métal, options diverses, 1992

- Véhicules d'exposition, 0 km :
- 605 SVDT, aut., peint, métal, ABR, TO, 1992
- 605 SVDT aut., peint, métal, cuir, ABR, 1992
- 605 SRDT, peint, métal, réfrigération, jantes, ABR, 1992

NEUBAUER

vend et loue des PEUGEOT

4, rue de Châteaubourg 75008 PARIS ☎42.85.54.34
8, rue du 4-Septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68

28, bd. des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
221, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎49.33.60.60

JEAN FAVIER de l'Insomnie

LES GRANDS COUVERTS

624 p. 140 F

Le "Grand Couvert" de Jean-François Favre est un roman d'espionnage qui se déroule dans un monde de secrets et de trahisons. L'auteur, Jean-François Favre, est un journaliste et écrivain français. Le livre est publié chez Fayard.

FAYARD

الكتاب 150

gags

MONTREUX

Fils
Les chanteurs d'opéra

Bobby McFerrin est **un** de chanteurs d'opéra. C'est son père, **Robert**, qui double Sydney **Poitier** dans *Porgy and Bess*. **Mais** ce n'est pas **lui** qui lui **a** donné cette aisance **sur** les registres, **mais** **ses** **parents** **et** **leurs** rythmes, cette **maîtrise** dans les **transitions** et cette **énorme** présence **en**

FRANCIS MARMANDE

Suite de la première page

Ainsi voit-on Bazille, fort d'une recommandation, faire la connaissance de Courbet à l'hiver 1869. Deux ans plus tard, une lettre signale la visite du « maître Courbet » dans l'atelier parisien que Bazille partage avec l'un de ses amis, *le peintre* comme lui, *Chailly* Monet. Leur peinture porte souvent le *marque* de son *style* harmonies et vertes, touchés appuyés, *coloris* au *niveau* dans la *composition* grasse. *Le Paysage à Chailly* de Bazille rend hommage aux vues d'Ornans, et le panorama d'Aligues-Mortes se souvient des bords de Méditerranée que Courbet avait end-

L'aristocrate de la modernité

Manet donc, Bazille, comme
Monet, comme Renoir, comme Si-
mon, comme Fantin aussi, il
nité, parfait et inaccessible. Il
s'agit d'une manière n'en
pas ce qu'en garde Monet.
exemple. Ce dernier, plus
meilleur praticien que son
drame, parvient à imiter la touche
de Manet, fluide, vive, synthétique.
Le point des regards sur une nappe
de fleurs, sur un bouquet de fleurs
perge, ou une province, d'un geste
boucle, hâif à miraculeusement
propre. Mais quand il s'essie à
carrière de style, échoue après
avoir longtemps bégayé. Ses car-
mes sont que d'épais morceaux de
peinture brunâtre et pour sa chie-
noire, son pelage n'est pas

[illegible][illegible]

La synthèse s'accomplit alors comme elle s'accomplit dans de beaux portraits de [] et dans un autoportrait à la palette où [] peint avec la grandiloquence de [] Cozille-la, bien plus qu'à [] de Renoir, dont il n'a la légèreté qu'il dépasse en profondeur et en intelligence, songer à Caillebotte, qui a duré éminente, et à Cézanne — Cézanne, qui, provincial comme lui, révérait la même triade terrible. La *Tireuse de cartes* de Montpelliérain ressemble aux effigies mythiques de l'Aixois. On peut rêver à-dessus.

PHILIPPE DAGEN
► Pavillon populaire, allée de
Jérusalem, 34000 Montpellier
Tél. : 67-66-06-34. Jusqu'au
4 octobre.

Quelques morceaux de bravoure, d'humour et d'esthétique émaillent le retour de l'homme chauve-souris

Il restait à attendre le début de ses méfaits, et à jouer un petit jeu de comparaisons avec le Joker, anthropologue méchant du premier épisode — même si on se doute que Danny DeVito ne sera pas de taille à lutter avec Nicholson. Mais on attendait aussi l'arrivée de Catwoman, également prévue au programme. Mais on se retranchait dans la compagnie de Christopher Walken en malfaisant magnat. Mais l'histoire des temps d'un apparté sur un quidam qui ne se soucie pas des surveillances. Mais de son côté Batman veille devant ses témoins de surveillance. Mais

Ainsi le film, cahotant, tentant de prendre en compte les événements prévus — enchevêtrant plusieurs — simultanés. Avec comme règle absolue d'aller vite. Aussi le plan semble-t-il souvent amputé de deux ou trois secondes, « à risque d'en tuer l'effet. Les « petits bouts d'images » (littéralement, ces clips) sont, dans l'ensemble, assez réussis. Surtout quand Tim Burton joue le fort le mari de la petite. En fait, c'est la mise en Nicholson qui ne démontre, les concepteurs du film ont fait des épisodes « à deux degrés », à partir des « scènes », truffés de jeux de mots (les sous-entendus en mangant la moitié, qu'en restera-t-il dans la version doublée ?).

En revanche, les scènes de poursuite et de bagarre sont d'une étonnante mollesse, filmées par-dessous la jambe par un réalisateur dont l'intérêt est ailleurs. Dans la

La même disparité se retrouve chez les interprètes. Si [] rajoute dans [] grimaçant sous son [] idéal, le meilleur atout de son film demeure Michelle Pfeiffer, dont [] Veuve [] trop, [] et les [] Boys ou Frankie [] Johnny, on ne cesse de vérifier que le talent ne se limite pas, et de loin, à son impeccable plastique. Godiche esseulée devenue punk féline, elle rend dynamique [] intrigant chaque plan où elle apparaît.

C'est tout le contraire avec Michael Keaton, qui la plupart du temps ne joue pas - mais quand il joue (par exemple dans les films d'amour avec Pfeiffer), il est pire. Durant ses apparitions, il se rend qu'à un personnage le plus insipide, de l'acteur ou de son personnage. C'est que Keaton arrive au film s'entend.

Dans le premier film, Tim Burton avait pris un malin plaisir à rendre le personnage-titre, obscur de gloire publicitaire et de mauvais sentiments, aussi lâche que son méchant était flamboyant. Visible sur ce jeu d'acteur plus le réalisateur, qui paraît subir le héros chiroptère comme l'effrayable logo de la superproduction, destiné à en assurer l'identification par le public avant les juteuses menues du merchandising.

Batman est le principal élément destructeur de *Batman*. Mais, et c'est plus grave, *Batman* les passages réussis ne racontent pas *des* *des*, comme s'ils avaient été conçus par des équipes *différentes*, et accrochées les *un* *derrière* les autres comme Catwoman bâtit son « Cat-costume », à l'aide de *bandes-annonces* attachées avec des épingles à nourrice. Même quand ces *bandes-annonces* *un* par un, feraient une *bande-annonce*, ensemble, ils ne font *pas* un film.

JEAN-MICHEL FRODON

Logiquement, il est vêtu de noir. Sa veste s'en va en quenouille au col et aux manches, il porte le genre Doc Martens. Il fait penser à tous les personnages vêtus de noir de ses films, Edward aux mains articulées, le héros de tout le petit adolescent que jouait Wynona Ryder dans *Jeune Juive*, le fils indigne qui était en conflit avec les parents. C'est pourtant à ce rebelle affable, à cet adolescent prolongé, incapable de dire une phrase, que les *players* du Hollywood confient des dizaines de millions de dollars afin d'amuser les adultes et les adolescents.

Tim Burton est bien conscient de la pression qui pèse sur lui en épousant : « *Même si l'homme de pas après un mariage, je sais que c'est un business. C'est comme ça* » (« *ewards* ») qui revient le plus régulièrement dans la conversation, j'ai eu la chance, du succès, je crois toujours que ça sera plus facile, et puis non. En fait c'est de pire en pire. Cette fois-ci en particulier, il y avait déjà un autre film qui avait très bien marché et les fans dingues » (le Warner) ont donc convenu qu'il était temps de faire la fête. Alors j'avais de grandes distances, à tenir à l'écart tout ce qui ne finirait pas sur l'écran, et c'est à cette occasion que j'ai été agressif ».

Le **retour** de renouer avec l'homme chauve-souris ne s'est pas imposée d'elle-même, elle est née d'un goût de frustration qu'a-

Le premier épisode :
« De tous mes films, c'est celui dont je me sentais le plus éloigné, je voulais rétablir le contact. Ce qui ne veut pas dire que Batman, le défi d'un meilleur film, mais... »

Autre carotte qui a fait revenir Tim Burton à « meilleurs sentiments, la perspective « nouveaux personnages. « J'étais très mal par ces humains-animaux. La distribution s'est faite très facilement. Je ne suis pas pour-quoi, tous les acteurs ont voulu jouer des personnages de bande dessinée. Ils voulaient tous me rencontrer et je n'avais aucune idée de faire des auditions, j'y perdais tant d'éner-

gle. Denny DeVito a eu le rôle du Pingouin tout de suite. Au début Annette Benning devait être Catwoman mais elle était enceinte, et Michelle Pfeiffer s'est imposée. Pour les acteurs, c'est une collaboration salubre. Tous les acteurs ont leur chemin. Denny DeVito, par exemple, portait maquillage et costume. Les comédiens ne s'entendent plus parler. Mais je voulais garder un peu de Dick Tracy, les acteurs qui restaient sans maquillage qu'ils restaient sans

La contrepartie de ces libertés pour les personnages, c'est qu'à certains moments le metteur en scène s'ennuie et que son intérêt transparait parfois à la vision du film : « Oh, vous voulez parler des scènes d'action, eh bien, Tim Burton en fait. Ça me va très bien. Ce n'est qu'un cirque imbécile et il y a tellement de gens qui s'y font bien. »

On reconnaitra dans *Batman*, le
Burton. L'enfance du Pinguin,
porté dans son couffin au fil du
mourant des egouts de la ville est
une *venue* punk à l'ère de
par Cecil B. De Mille :
Les Dix Commandements sont
un des plus grands films d'hor-
reur « l'histoire » le business-
man que John Christopher Wel-
sh s'appelle Max Schreck, du
monde de l'acteur qui *horre*, Nos-
teratu *avec* le film Murnau :
J'ai mis cette métaphore qui va
le monde des affaires à celui des
remontres ».

Car finalement Tim [] parle des États-Unis d'aujourd'hui plus directement que bien d'autres [] «réalistes»: «Je ne pas un réalisateur [] filmme- au » classique qu'il terme dans le sens où je pourrais faire l'importe quoi, un []. J'ai et avec inspirés par le bizar- Pour moi tout est très vrai, contemporain. De façon- çon je ne suis pas très à la- qu'est la réalité. Je regarde en [] comme la Père de la marée j'ai l'impression qu'il vient d'une autre planète.»

Propos recueillis par
THOMAS SOTINEL

JEAN FAVIER
de l'Institut

Photo : Daniel Frochard.

LES GRANDES DÉCOUVERTES

Jean Favier

624 p.
160 F

"La "goutte" du directeur des Archives de France est un véritable Sanjour d'œil est très intéressant, multidisciplinaire."

"La logique d'Aristote est à un degré d'ordre de Colomb à l'autre," explique Jean Favier.

Que nous soit un lire de papier de cette célébration du 500^e anniversaire de l'épopée de Gênes !

Philippe Dufay, Le Figaro Magazine

FAYARD

Sous **IMMAGINE**
PARC DE LA VILLETTE
 du 16 juillet au 2 août



CIRQUE ROCK
GOSH
 présente à
 la Grande Halle
 le Parc de la Villette
 et Paris, d'Été

PLACES 80 F
LOCATION 04 03 39 03

PARIS
 QUARTIER
 D'ÉTÉ

ETW 102024

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. 10 h à 18 h, dim. et j. 10 h à 18 h.

LA CAMPAGNE DE JEAN-LOUP TRASSARD. de la BPL. Jusqu'au 13 septembre.

LA DATON PIERRE MATISSE. Salle graphique MNAM. Jusqu'au 13 septembre.

ICARE ET COMPAGNIE, UN PREMIER REGARD sur la PHOTOGRAPHIE. d'art graphique, 11 étage. Jusqu'au 28 septembre.

MANIFESTE 30 sur la création en perspective 1980-1992. Jusqu'au 28 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-49-48-14). Mer. ven. 9 h à 18 h, dim. et j. 10 h à 18 h.

AUGUSTE LEPÈRE ET LE RENOUVEAU de la GRAVE. Exposition. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

CHRONIQUES ITALIENNES, DESCHRONIQUES ITALIENNES, D'ERNEST HEBERT (1817-1908). Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

MASSNET, AFFICHES D'OPÉRA. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

PHOTOGRAPHIE : ACQUISITIONS (1990-1992). Exposition. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

Palais du Louvre

605 Jussieu - Jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.J. et mar. 10 h à 18 h, dim. et j. 10 h à 18 h.

L'IL DU CONNAISSEUR : HOMMAGE À PHILIP POUNCEY. Exposition. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 7 septembre.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, rue de New-York (47-23-81-27). T.J. et mar. 10 h à 18 h, dim. et j. 10 h à 18 h.

HOMMAGE À ANDRÉ CADÈRE. Entrée : 35 F (comportant l'accès à l'exposition SMA). Jusqu'au 4 septembre.

MARDEN. Œuvres graphiques 1961-1991. Entrée : 31 F. Jusqu'au 4 septembre.

MICHEL VERJUX. Jusqu'au 11 octobre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. de la Défense.

JACQUES-HENRI LARTIGUE À L'ÉCOLE DU JEU, 1902-1913. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 18 septembre.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

Galerie nationale du Jeu de paume

Place du Jeu de paume (47-23-81-27). T.J. et mar. 10 h à 18 h, dim. et j. 10 h à 18 h.

HELIO OITICICA (1937-1980). Exposition. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 juillet.

MUSÉES

ALECHINSKY. Musée de la marine, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J. et mar. 10 h à 18 h, dim. et j. 10 h à 18 h.

L'ARCHITECTE FOU ET LE SUCRE. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 23 juillet.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 17 JUILLET

« Montmartre, Toulouse-Lautrec et Picasso », 10 h 30, métro M. C. Lasserre.

« Le quartier des Halles et ses lieux », 11 heures, Métro Porte-de-Choisy (P.-Y. Jaslet).

« Le Palais de la Justice en activité. Histoire et fonctionnement », 11 heures, 14 h 30 et 18 h 30, métro Cité, Métro aux fleurs (Connaissance et d'ailleurs).

« Le palais du Luxembourg, du Sénat » (Réservation au 49-80-42-51), 14 heures, 31 rue de Tournon (M.-C. Lasnier).

« Du passage du Grand-Car à la rue de la Harpe », 14 h 30, 3, rue de la Harpe (Paris autofo).

« L'ancienne Comédie au couvent Cordeliers », 14 h 30, métro Cordeliers (Paris autofo).

ARRÊT-RETOUR SUR L'ART : les cinémas du Musée Picasso, hôtel de la Harpe (47-21-25-21). T.J. et mar. 9 h 15 à 17 h 15, jusqu'à 22 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 14 septembre.

LUIS CABALLERO. Hôtel de la Harpe, 47, rue de la Harpe (48-33-01-43). T.J. et mar. 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 juillet.

AUGUSTIN-VICTOR CASASOLA. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. 10 h à 17 h. Jusqu'au 13 octobre.

DENISE COLOMB. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. 10 h à 17 h. Jusqu'au 13 octobre.

DE BONNARD À BASELITZ. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

DESIGN 1950-1990. Cinquante ans de design. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

GUSTAV-ADOLF MOSSA. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

LES MONTMARTRE MENDIANTS À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de la Harpe (47-23-36-53). T.J. et mar. 10 h à 17 h. Jusqu'au 13 octobre.

PATRIMOINE MONDIAL. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

PIERRE LUDOVIC RODIN. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

DU TAGE À LA MER DE CHINE. Une épopée portugaise. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

LA GRANDE EXPOSITION DES FRUITS ET DES LÉGUMES. Musée de la Ville de Paris, 18, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. 10 h à 18 h. Entrée : 32 F (comportant l'accès au musée). Jusqu'au 13 octobre.

GLOIRE AUX VIGNERONS. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

LES HERBES DE LA SAINT-JEAN. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

GRAVURES DE CHARLOTTE NOYELLE. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

IMAGES D'AMÉRIQUE 1880-1980. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

NOUS PUBLIONS LE JEUDI (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

LA MÉNAGERIE DU PALAIS. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

MODE ET LIBERTÉ. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

GUSTAV-ADOLF MOSSA. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

LES MONTMARTRE MENDIANTS À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de la Harpe (47-23-36-53). T.J. et mar. 10 h à 17 h. Jusqu'au 13 octobre.

PATRIMOINE MONDIAL. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

PIERRE LUDOVIC RODIN. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

DU TAGE À LA MER DE CHINE. Une épopée portugaise. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

LA GRANDE EXPOSITION DES FRUITS ET DES LÉGUMES. Musée de la Ville de Paris, 18, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. 10 h à 18 h. Entrée : 32 F (comportant l'accès au musée). Jusqu'au 13 octobre.

GLOIRE AUX VIGNERONS. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

LES HERBES DE LA SAINT-JEAN. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

GRAVURES DE CHARLOTTE NOYELLE. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

IMAGES D'AMÉRIQUE 1880-1980. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LA MÉNAGERIE DU PALAIS. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

MODE ET LIBERTÉ. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

GUSTAV-ADOLF MOSSA. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

LES MONTMARTRE MENDIANTS À PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de la Harpe (47-23-36-53). T.J. et mar. 10 h à 17 h. Jusqu'au 13 octobre.

PATRIMOINE MONDIAL. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

PIERRE LUDOVIC RODIN. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

DU TAGE À LA MER DE CHINE. Une épopée portugaise. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

LA GRANDE EXPOSITION DES FRUITS ET DES LÉGUMES. Musée de la Ville de Paris, 18, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. 10 h à 18 h. Entrée : 32 F (comportant l'accès au musée). Jusqu'au 13 octobre.

GLOIRE AUX VIGNERONS. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

LES HERBES DE LA SAINT-JEAN. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

GRAVURES DE CHARLOTTE NOYELLE. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

IMAGES D'AMÉRIQUE 1880-1980. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Exposition. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

HENRI LARRIÈRE. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

DAVID MAES. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

MIRO. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

MOORE INTIME. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

CEUVRES SUR PAPIER. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

RÉTROSPECTIVE DES EXPOSITIONS À LA GALERIE ZABRISKIE EN PARIS ET DE NEW-YORK. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

SIMPLY RED. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

BERNARD THOMAS-ROUDEIX. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

CY TWOMBLY. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

USAC. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

NAMIKO UENATSU. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

VIVE LA FRANCE. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

BIÈVRES. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

CHAMPIGNY-SUR-MARNE. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

CLAMART. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

COULOMMIERS. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

LA DÉFENSE. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

ECOUEN. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

DAVID MAES. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

MIRO. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

MOORE INTIME. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

CEUVRES SUR PAPIER. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

RÉTROSPECTIVE DES EXPOSITIONS À LA GALERIE ZABRISKIE EN PARIS ET DE NEW-YORK. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

SIMPLY RED. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

BERNARD THOMAS-ROUDEIX. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

CY TWOMBLY. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

USAC. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

NAMIKO UENATSU. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

VIVE LA FRANCE. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

BIÈVRES. Exposition. Entrée : 31 F. Jusqu'au 13 octobre.

CHAMPIGNY

Dans un rapport sur la politique énergétique de la France

L'Agence internationale de l'énergie préconise de freiner l'expansion des transports routiers

La France, qui vient d'adhérer officiellement à l'Agence internationale de l'énergie (AIE), fait l'objet d'un rapport sur sa politique énergétique établi par cette organisation. Ce document a été présenté, mercredi 12 juillet, à Paris, en présence du ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn.

Cadeau de bienvenue au plus récent des membres de l'agence au bilan objectif d'une politique poursuivie depuis 1973 pendant vingt ans ? L'Agence a pour rapport consacré à la France, « L'AIEA et son bilan », un positif de la politique énergétique menée depuis 1973 pendant vingt ans par les différents gouvernements. « Nombre d'objectifs de politique énergétique définis par la France après le premier choc pétrolier de 1973 ont été atteints, voire dépassés », écrit l'agence. Le programme nucléaire a été mis en œuvre avec succès, et la contribution à la production d'électricité représente désormais, proportionnellement, le maximum que l'on envisageait. Les efforts vigoureux déployés dans le domaine de l'énergie ont conféré à la France une des économies les plus efficaces sur le plan énergétique dans l'ensemble de l'AIEA. » Difficile d'être plus élogieux...

■ dit, selon l'agence, de
■ *diffis* ■ *apparais* ■
■ *amorce* d'une déréglementation
■ *l'énergie*, ■ *monie*
■ des préoccupations environ-
■ *qui plaident en*
■ *veur* d'un retouffement d'ensem-
■ *La politique énergétique* ■
■ *France*, *examine* l'agence, *est*
■ *privée* ■ *tournaient*, *et des*
■ *changements* ■ *nécessaires*
■ *pour l'adapter* [aux] années 90. ■

L'AIR s'inquiète en particulier

Les dernières nominations des présidents d'entreprises publiques

Un militaire spécialiste du nucléaire à la tête d'Aéroports de Paris

[illegible]

M, mercredi 18, des services publics.

L'Office national des aéroports (ONERA) carbones de son général d'armée générale René Ranc, à la tête de la Société nationale des moteurs d'aviation, le montant de M. Bernadette depuis 1986, le chef d'état-major de l'Armée de l'Air, le ministre de l'Aéronautique et du Spatial, le président de la République et le chef d'état-major de l'Armée de l'Air (1989-1990).

Ce pilote de chasse pense, par ailleurs, à la vision de son pays. Durant sa carrière militaire, il a eu quelques uns des plus importants postes de responsabilité les plus recherchés : chargé de l'expérimentation tactique de l'Armée de l'Air, directeur de l'école de Saint-Dizier, chef de bureau des programmes à l'état-major de l'Armée de l'Air, puis sous-chef d'état-major chargé des plans à l'état-major, chef adjoint de l'état-major particulier (1978-1989) de M. François Mitterrand à la présidence de la République et, enfin, chef d'état-major de l'Armée de l'Air (1989-

de l'étude de la construction de l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle (SNECMA). Enfin, en remplacement de Jean-Luc Lathière, qui occupait ce poste, c'est Jean-François Fleury, ancien directeur de la Direction générale de l'air, ancien président de la Fédération française des aéronautiques (ADF), l'établissement gestionnaire de Paris-Montparnasse.

En 1991, ce dernier poste, qu'il a quitté à la limite d'âge de 60 ans, l'a vu passer à Jean-François Fleury, qui a passé une partie de son temps à défendre avec opiniâtreté «son» aéroport de Paris-Montparnasse, à tout le moins, sa conception d'une armée appelée à se battre effectivement la première - contre l'armée de la terre ou la marine - contre, au demeurant, la guerre du Golfe à l'étranger.

Il se fit avec une passion qui, dit-on, son ministre. Il ne croit pas à Pierre Joxe ne lui a pas fait rigueur, ne ayant pas de ceux qui consacrent leur choix à la tête d'Aéroports de Paris.

JACQUES ISNARD

Entente des syndicats et des organisations professionnelles

Cinq syndicats (la CFTD, FO, la CFTC, la CGC et la CGT), ont décidé de signer un accord pour répondre aux préoccupations des intérimaires avec les deux organisations professionnelles du travail temporaire, l'UNETT et le PRO-MATT. La dernière séance de négociation a eu lieu le 24 juin au cours de nouvelles discussions. Il a été décidé, à la rentrée, pour préciser le dispositif. La CGT a signé mercredi 15 juillet.

La liste signée par cinq syndicats (CPDT, FO, CFTC, CGC et CGR) et 120 organisations professionnelles (dont l'Union temporaire (UNETT) et PROMATT), qui permettra l'élaboration d'une prévoyance collective, l'attribution des logements locatifs, l'accès au crédit à la consommation et qui permettra le financement d'interventions sociales et culturelles, vise à rapprocher les relations entre les travailleurs temporaires et celle des autres salariés. Il s'inscrit dans la logique de ce qui avait été réalisé en 1991, par sondage, pour connaître les besoins des intérimaires, préoccupés par l'absence de couverture des risques sociaux. Il fait suite à une étude interprofessionnelle du 14 mars 1990, qui avait prévu d'affecter 0,3 % du montant des salaires des travailleurs temporaires à ces préoccupations.

En matière de protection sociale, les intérimaires ne bénéficient pas, jusqu'à présent, d'une prévoyance sociale particulière. Désormais, les deux lois de 1990, après des entreprises de travail temporaire serviront à traiter, en priorité, les conséquences des accidents de travail, de trajet, ou les conséquences professionnelles survenant en cours de mission. Les salariés à longue durée donneront lieu à une indemnisation complémentaire dans la limite de trois ans. L'incapacité permanente sera l'objet d'une rente pour ceux ayant une ancienneté

les entreprises de travail temporaire depuis 1990, le système disposera, d'emblée, de fonds importants puisqu'on estime la recette annuelle à environ 70 milliards de francs. Cela permettra de faire face à ses obligations et, pourquoi pas, de servir d'assurance-jugement, si nécessaire, par exemple. La cotisation, en outre, sera versée trimestriellement, les avantages d'un tel système ne devraient pas tarder à se faire sentir pour les intérimaires, à ceux-ci, toutefois, sont des « habitudes » de cette forme de travail.

ALAIN LEBEAUBE

ALAIN LEBAUDE

La réforme du statut des dockers

D'ultimes négociations pour la mise en œuvre du plan prévu dans le cadre de la réforme du statut des dockers ont eu lieu le jeudi 16 juillet. Certains dockers ont obtenu des augmentations de 3 à 8 300 dockers avaient obtenu des augmentations de 15 %, mais le gouvernement, Rouen, Nantes, Bordeaux ou Sète. En revanche, les dockers de Saint-Nazaire, Brest, Lorient, Nice, A. Marseille les dockers ont vu jeudi matin une grève de 24 heures. Quant aux 130 dockers de Saint-Nazaire, ils ont gagné du conflit qui

Elément essentiel du nouveau dispositif qui remplace celui de la loi de 1947, le principe de la mensualité des docteurs - qui jouissent jusqu'à la réforme adoptée en mai 1961 d'une indemnité d'attente - est désormais intermittent : il est accepté par la grande majorité des vingt-neuf plus grands ports. Il précède, par son port, la mensualité d'application aux départements de la mer, et des conditions de licenciement ou des congés de navigation.

Les représentants syndicaux des (une profession n'a le droit d'un quasi monopole) les employeurs de manutention ont à conclure des accords de ce type, donne, dans le plan social spécial prévu dans la réforme, sur quinze jours à Dunkerque, au Havre,

Attendant d'embarquer sur des ferries

Trente mille Maghrébins bloqués à Algésiras

Plus de 70 000 Maghrébins, majoritairement Marocains regagnant leur pays par la mer pour les vacances, sont bloqués depuis le début de la semaine au port espagnol d'Algésiras, où il attendent d'embarquer sur des ferries. Cette situation s'explique par la fermeture provoquée par les grèves routières en France et par une grande diminution du trafic maritime entre l'Espagne et le Maroc.

Mardi 14 juillet, le délai pour monter à bord des navires était de vingt-quatre heures. Chaque 000 véhicules stationnaient aux environs de la ville alors que des files de 10 kilomètres s'élevaient sur les principales voies d'accès. Le lendemain, la situation s'améliorait un peu grâce à la mise en service de nouveaux ferries qui portaient à 10 le nombre de bateaux assurant la traversée (soit une capacité totale de 100 000 personnes). 100 nombreux enfants souffrant de déshydratation et de gastro-entérites ont dû recevoir des soins.

Un arrêt de la Cour de cassation

La Commission européenne a enquêté la semaine dernière sur les entreprises productrices de PVC (polychlorure de vinyle) d'« elle-même » dans les pays du prix. Le PVC est l'une des matières plastiques les plus utilisées dans le champ d'application de l'emballage en bouteilles, passant par l'automobile, l'habitat, les loisirs et même certains équipements. La consommation mondiale s'est effondrée de 40 % au début des années 90, en raison du choc économique et de la surcapacité des installations. Beaucoup d'industriels fabriquaient alors à perte.

Si un cambrioleur franchit la porte d'un domicile sans que le propriétaire ait été la porte frapper, il est en principe considéré comme ayant agi en vertu d'un contrat d'assurance, car les dernières lois de dédommager la victime. Ces cas sont très rares. Cour de cassation, 2ème arrêt du 7 juillet, en répondant par la négative.

Les Assurances générales de France (AGF) dément d'urgence l'un de leurs clients, la société *Assurances* (Nice), victime d'un mariage. Les conditions particulières de cette police d'assurance imposent,

D. G.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

L'Allemagne durcit sa politique monétaire

Suite de la première

Mais la politique monétaire (liquidités et dépôts) moins de 4 ans), qui reflète les menaces internes d'inflation, ne cesse de dégrader. Alors que l'objectif est une fourchette de 3,5 % à 5,5 %, la croissance a encore été de 11 % en mai, d'après le dernier rapport mensuel de la Bundesbank, après 8,9 % en avril et 9,4 % en mars.

La Banque centrale allemande s'en inquiète au plus haut degré. La croissance de la monnaie (M3) a été de 15,1 % en mai, contre 14,5 % en avril et 14,1 % en mars. M. Otmar Issing, membre du directoire. Certains facteurs particuliers peuvent expliquer ce phénomène : l'utilisation croissante du mark dans les pays de l'Est et, d'autre part, le basculement des placements à long terme vers le mark, parce qu'ils sont attirés, justement, par les taux au jour le jour très élevés par la Bundesbank. La banque centrale n'ignore pas qu'elle est elle-même responsable d'un gonflement arbitraire de la masse d'argent en circulation. Mais, M. Issing, cela n'explique pas tout. En fait, l'unification financière allemande, il y a deux ans, l'avis de la banque centrale continue de perturber grandement la situation monétaire allemande. Le précédent président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, avait démissionné l'été dernier pour cette raison.

ÉRIC LE BOUCHER

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS
Baisse de 0,3 % de la production industrielle en juin. - Selon le Bureau fédéral américain, la production industrielle aux États-Unis a diminué de 0,3 % en juin. Ce résultat, meilleur que les prévisions des experts - ils tablèrent sur une baisse de 0,5 % - est en raison des mauvais résultats de l'emploi en juin, - croissance cependant la première depuis après quatre baisses consécutives (+0,5 % en mai). Il confirme la manque de vigueur de l'économie américaine observé en juin. Les principaux indicateurs. Le département du commerce a annoncé pour sa part que les stocks des entreprises avaient augmenté de 0,1 % en mai, après avoir progressé de 0,3 % en avril.

Dans le cadre d'un plan des transports sur vingt ans

Bonn décide de réformer ses chemins de fer

FRANCFORT

de notre correspondant

Les chemins de fer allemands arrivent à l'heure, mais pour le moment, à l'Ouest, a perdu 3,5 milliards de marks (1) en 1992, pour un déficit d'affaires de 24,5 milliards. A l'Est, la Deutsche Bundesbahn a perdu la moitié de son chiffre d'affaires de 9,4 milliards, le personnel mal contrôlé, pléthore du personnel (220 000 à l'Ouest et 180 000 à l'Est), provoque de graves difficultés à la route : on a comparé les chemins de fer allemands à une self-service en panne.

L'Union fédérale avec l'Allemagne de l'Est et la réouverture du réseau sont des défis à relever. L'Union impose de trouver 510 milliards de marks à l'horizon 2000, dont 200 milliards de combiement des déficits. Ces sommes énormes ont convaincu le gouvernement de pousser à une « révolution » des statuts et des mesures.

La Bundesbahn et la Reichsbahn vont être fusionnées en 1994 dans une société par actions appelée Deutsche Eisenbahn AG (DEAG). Les personnes seront reprises sans changement de statut, mais les trois directions seront créées pour séparer le transport des passagers, le transport de marchandises et la gestion des voies. Ces directions seront transformées elles-mêmes en sociétés par actions dans trois ans, puis cinq ans plus tard séparées, la holding DEAG devant disparaître.

Le gouvernement espère que des économies permettront de financer à 100 milliards de marks le rachat du plan de modernisation. La culture des transports, M. Günther Krause, a indiqué que les dépenses actuelles de 55 milliards de marks seront reprises par la nouvelle société, mais qu'un montant de 10 milliards sera versé à l'État en 1997. En réalité, le flux demeure le finan-

cement de la réforme. Pour certains commentateurs, cette réforme est insuffisante et il faudrait aller jusqu'à la privatisation. Pour d'autres, elle en est le prélude qu'ils redoutent. De son côté, le personnel s'inquiète puisque des rumeurs ont couru sur une suppression d'un tiers des effectifs à l'horizon 2000.

Les autres volets du plan de transports gouvernemental sont moins spectaculaires. Le projet prévoit la construction de 2 400 km d'autoroutes et de divers ouvrages pour un total de 99 milliards de marks. Là aussi, le financement est incertain. On sait déjà qu'il faudra avoir recours, par exemple pour le tunnel sous l'Elbe à Hambourg, à des investisseurs privés.

É. L. B.

(1) Un mark vaut 3,37 F.

AFFAIRES

Représentant un apport de 1,25 milliard de francs

L'entrée de la BNP dans Air France est approuvée par Bruxelles

La Commission européenne a donné, le 15 juillet, son verdict à l'entrée de la Banque nationale de Paris (BNP) dans la compagnie aérienne Air France. L'opération, qui a été approuvée par la Commission, a été jugée compatible avec les règles de concurrence, à condition que la BNP ne porte pas atteinte à l'indépendance de la compagnie.

L'opération représentera un apport de 1,25 milliard de francs à la BNP, sous forme d'obligations d'investissement (ORA), dont un maximum de 100 millions de francs. Les obligations souscrites par la BNP portent un intérêt nominal de 6,5 % par an.

qui est inférieur à celui des prêts à long terme. Mais le niveau de rémunération est « semblable » à celui pratiqué par les opérations récentes de même type effectuées par des groupes privés sur le marché financier, a souligné la Commission. Les obligations se transféreront en action en l'an 2000.

« Une excellente opération »

Pour justifier sa décision, la Commission a estimé que la BNP avait apporté une contribution positive au développement du groupe Air France. Dans son esprit, l'entrée de la banque nationalisée dans Air France ne constitue pas une aide d'État. Les services de la Commission, dirigés par Sir Leon Brittan, ont en effet un jugement positif sur la situation financière de la compagnie Air France, qui « dispose de solides compétences, d'un bon niveau d'efficacité et d'un bon développement substantiel ». En définitive, la BNP pourra réaliser une « excellente opération ».

Dans la même logique, la Commission a donné son accord à une opération de restructuration technique et financière d'Air France. Elle a approuvé la souscription par un consortium bancaire international de titres à durée indéterminée (CSDI) d'un montant de 2,59 milliards de francs portant un intérêt de 10,06 % par an. La Commission a aussi approuvé la vente de la compagnie aérienne belge Sabena.

ÉLECTRONIQUE

Pour faire face au triumvirat Toshiba-IBM-Siemens

NEC envisage de s'allier à ATT

Les hostilités sont désormais déclarées. L'annonce d'une triple alliance Toshiba-IBM-Siemens pour la mise au point de la « puce du vingt et unième siècle », une mémoire capable de stocker seize fois plus d'informations que celles actuellement disponibles sur le marché, ne pouvait laisser insensible NEC. Le groupe japonais avait annoncé le premier qu'il travaillait sur des mémoires de 256 mégabits. Il est contraint aujourd'hui de réviser sa stratégie d'alliance, pour offrir une alternative viable au triumvirat qui vient de se constituer (le Monde du 15 juillet) et parce que le coût de développement de ces mémoires est exorbitant.

Ce grand rival de Toshiba - les deux groupes se disputent le titre de numéro 1 mondial des semi-conducteurs - vient ainsi d'indiquer qu'il envisageait un accord avec l'américain ATT (American Telephone and Telegraph Co.) pour le développement de circuits de microprocesseurs de 256 mégabits. ATT et NEC coopèrent déjà sur la puce de 64 mégabits. L'industrie des télécommunications, dont ATT est le leader, doit constituer l'un des principaux débouchés de ces mémoires du futur.

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 16 juillet, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant :

● Protection de la forêt méditerranéenne

Le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique a présenté un projet portant création et suppression d'emplois au ministère de l'intérieur et de la sécurité publique.

Un préfet adjoint au préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, sera chargé de la protection de la forêt méditerranéenne. Il animera et coordonnera l'action des services déconcentrés de l'État.

● Politique des transports

Le ministre de l'équipement, du logement et des transports a présenté un projet de loi relatif à la politique des transports.

Le mouvement des transporteurs et des conducteurs routiers a été la principale cause de la dégradation des conditions de travail des transporteurs et des conducteurs routiers.

1. - L'insuffisante organisation de la concurrence dans le transport routier est l'une des principales causes de la dégradation des conditions de travail des transporteurs et des conducteurs routiers.

2. - Des mesures à court terme ont été prises pour améliorer l'adaptation des entreprises de transport routiers.

Les mesures prises seront améliorées, notamment par la suppression des équivalences permettant à la durée effective du travail de dépasser la durée légale. Une première étape de cette suppression a été prononcée par décret, à compter du 1^{er} août prochain.

3. - La profession a déjà été rendue plus responsable des entreprises de transports vis-à-vis des conducteurs routiers.

matière de réglementation sociale et de régime de sécurité ; les règlements nécessaires seront publiés dans les prochains jours.

Un projet de loi, qui sera déposé devant le Parlement à l'automne, permettra de sanctionner, au regard du droit de la concurrence, la situation de certains transports entre professionnels à des prix insuffisants pour couvrir les coûts occasionnés par le respect des obligations légales en matière sociale et en matière de sécurité.

3. - Un rapport a été établi par le commissariat général du Plan sur la politique des transports. Un débat national sur les infrastructures de transport s'est engagé à l'automne dernier. La mission confiée en place à la fin mai de remettre son rapport final qui sera prochainement rendu public.

D'ores et déjà, le gouvernement a mis en place les principes suivants :

● complémentarité entre les modes de transport ;

● développement des transports combinés, améliorant les liaisons et le chemin de fer ;

● meilleure prise en compte de la sécurité et de l'environnement.

Il estime que l'harmonisation fiscale et sociale en Europe doit aller de pair avec la libéralisation. Il défend le principe de subsidiarité, c'est-à-dire la possibilité pour chaque pays de définir une politique nationale dans le cadre communautaire.

Il favorisera, comme le prévoit le traité sur l'Union européenne, le développement du réseau de transports trans-européens.

● Bilan de la session parlementaire

Le secrétaire d'État aux transports avec le Parlement, porte-parole du gouvernement a présenté une synthèse sur le bilan de la session parlementaire.

La session ordinaire de printemps, close le 30 juin, a été suivie d'une session extraordinaire, jusqu'au 8 juillet. Au total, 32 lois ont été adoptées, dont 11 lois relatives à l'approbation ou à la ratification de conventions internationales. Plusieurs réformes ont été ainsi menées à bien, la plupart résultant de projets de loi adoptés par le conseil des ministres depuis le mois de mai.

La session a été marquée par l'adoption de la loi relative à la

peenne, notamment l'examen de la révision de la Constitution pour permettre la ratification de l'Union européenne. Cette révision, entièrement menée par la voie parlementaire, a permis de réviser le rôle du Parlement.

Le Parlement a adopté plusieurs lois préparant notre pays à l'adhésion au marché unique : abolition des frontières fiscales à l'intérieur de la Communauté économique européenne en matière de TVA ; loi des droits indirects, anticipation de la suppression du taux majoré de la TVA, adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière de sécurité et de santé.

Plusieurs lois importantes ont été adoptées : la loi de 1988 relative au régime minime d'insertion et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle, validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes, etc.

L'objectif de modernisation de l'économie a été donné par l'adoption du plan d'épargne en action et du nouveau régime de l'assurance vie.

La loi relative à l'administration des affaires contient des dispositions essentielles pour la protection de l'environnement.

Le Parlement a adopté au cours de cette session l'examen du nouveau code pénal.

La loi modifiant la loi de 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives contribue à l'objectif de modernisation.

Le Parlement a autorisé la ratification de la loi sur la non-prolifération des armes nucléaires.

L'organisation de l'État sur des sujets importants, comme le statut de la politique agricole commune et la loi sur l'audiovisuel, l'Assemblée nationale et le Sénat, a permis d'importance que le gouvernement dialogue avec le Parlement.

● Statistiques économiques

Le ministre de l'industrie et de la consommation a annoncé au conseil des ministres que le prochain recensement triennal de l'industrie aura lieu le dimanche 27 septembre 1992.

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre d'État, ministre de l'éducation nationale et de la culture, M. Michel Brauneau, administrateur civil, est nommé directeur des personnels enseignants des lycées et collèges (lire page 9).

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, il est mis sur sa demande, aux fonctions de conseiller d'État en service extraordinaire exercées par le général Gilbert Foray ; M. Jean Charrier, procureur général près la cour d'appel de Caen, est nommé procureur général près la cour d'appel de Dijon ; M. Olivier Drogot, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Marseille, est nommé procureur de la République près la cour d'appel de Colmar ; M. Georges Garrigue, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy, est nommé procureur général près la cour d'appel de Metz ; M. Michel Baguet, procureur général près la cour d'appel de Bordeaux, est nommé procureur général près la cour d'appel de Caen ; M. Roger Lucas, procureur général près la cour d'appel de Bourges, est nommé procureur général près la cour d'appel d'Amiens ; M. Jean-Louis Nadal, procureur général près la cour d'appel de Bastia, est nommé procureur général près la cour d'appel de Lyon ; M. Christian Rayssiguier, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Metz, est nommé procureur de la République près la cour d'appel de Pau ; M. Christian Roque, avocat général près la cour d'appel d'Aix-en-Provence, est nommé procureur général près la cour d'appel de Bourges ; M. Michel Sabourault, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Tours, est nommé procureur général près la cour d'appel d'Angers.

Sur proposition du ministre de l'intérieur, M. Jacques Deschamps, sous-préfet de Draguignan, est nommé préfet adjoint du préfet de la zone de défense sud, chargé de la protection de la forêt méditerranéenne (nos dernières éditions du 16 juillet).

Sur proposition du ministre de l'industrie et du commerce extérieur, M. Jacques Bouvet est nommé président du conseil d'administration et directeur général des Charbonnages de France (le Monde du 10 juillet) ; M. Gilles Ménage, président du conseil d'adminis-

Nominations

Le conseil des ministres a nommé membre du Comité de l'énergie M. Pierre Joux, en tant que personnalité qualifiée.

Sur proposition du secrétaire d'État aux combattants et victimes de guerre, M. Roger Joux est nommé délégué à la mémoire et à l'information historique.

Sur proposition du secrétaire d'État aux grands travaux, M. Marcel Linet, ingénieur en chef des ponts et chaussées, est nommé président du conseil d'administration de l'Institut public de l'Opéra de la Bastille.

En outre, sur proposition du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, le conseil des ministres a prononcé la dissolution du conseil municipal de la commune de Vieux-Thann (Haut-Rhin).

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

● Terc - Sont élevés au rang de l'appellation de général d'armée, les généraux M. Roger Joux, M. Mary-Jean Voinot (nommé inspecteur général des armées) et M. Michel Sevrin.

Sont promus : général de division, le général de brigade Jean Barthe ; général de brigade, les colonels Édouard Duvoit, Claude Baguet, François Clerc et Pierre Le Blaver ; commissaire général de brigade, le commissaire général Paul Utzer.

● Sont nommés : « opérations » à l'état-major des armées, le général de brigade Philippe Mercier ; « opérations » à l'état-major de la région aérienne, le général de brigade Maurice Le Pape ; adjoint au général pour les opérations de Lille, le commandant le 3^e corps d'armée, le général de brigade Jean-Claude Soulier ; chef de la division « plans-programmes-espace » à l'état-major des armées, le général de brigade Jean Kelche ; chef de cabinet du chef d'état-major des armées, le général de brigade Philippe Mansuy.

● Sont élevés au rang de l'appellation de général de corps aérien, les généraux de division aérienne Jean-Philippe Douin (nommé major général de l'état-major des armées) et Alain Dumas.

Sont promus : général de brigade aérienne, le général de brigade aérienne Jean-François Flament (nommé directeur du Centre d'enseignement supérieur aérien et commandant l'Ecole supérieure de guerre aérienne) ; général de brigade aérienne, le colonel Hugues Pauri (nommé adjoint « opérations » au

cel Linet, ingénieur en chef des ponts et chaussées, est nommé président du conseil d'administration de l'Institut public de l'Opéra de la Bastille.

En outre, sur proposition du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, le conseil des ministres a prononcé la dissolution du conseil municipal de la commune de Vieux-Thann (Haut-Rhin).

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

● Terc - Sont élevés au rang de l'appellation de général d'armée, les généraux M. Roger Joux, M. Mary-Jean Voinot (nommé inspecteur général des armées) et M. Michel Sevrin.

Sont promus : général de division, le général de brigade Jean Barthe ; général de brigade, les colonels Édouard Duvoit, Claude Baguet, François Clerc et Pierre Le Blaver ; commissaire général de brigade, le commissaire général Paul Utzer.

● Sont nommés : « opérations » à l'état-major des armées, le général de brigade Philippe Mercier ; « opérations » à l'état-major de la région aérienne, le général de brigade Maurice Le Pape ; adjoint au général pour les opérations de Lille, le commandant le 3^e corps d'armée, le général de brigade Jean-Claude Soulier ; chef de la division « plans-programmes-espace » à l'état-major des armées, le général de brigade Jean Kelche ; chef de cabinet du chef d'état-major des armées, le général de brigade Philippe Mansuy.

● Sont élevés au rang de l'appellation de général de corps aérien, les généraux de division aérienne Jean-Philippe Douin (nommé major général de l'état-major des armées) et Alain Dumas.

Sont promus : général de brigade aérienne, le général de brigade aérienne Jean-François Flament (nommé directeur du Centre d'enseignement supérieur aérien et commandant l'Ecole supérieure de guerre aérienne) ; général de brigade aérienne, le colonel Hugues Pauri (nommé adjoint « opérations » au

général commandant la région aérienne Atlantique et commandant la zone aérienne de défense Sud-Ouest) ;

● Sont nommés : chef de la mission militaire française auprès du comité militaire du conseil de l'Atlantique Nord à Bruxelles, le général de division aérienne Jean-Paul Pelisson ; commandant la région aérienne Nord-Est, le général de division aérienne Yves Aubert ; commandant la région aérienne Méditerranée, le général de division aérienne Eugène Couret ; chef du bureau « espace » à l'état-major des armées, le général de brigade aérienne Jean-Pierre Job ; commandant en second la région aérienne Atlantique, le général de brigade aérienne Alfred Schwenck ; adjoint territorial au général commandant la région aérienne Atlantique, le général de brigade aérienne Christian Fontaine ; chef d'état-major de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne François Regnaud ; adjoint au général directeur du personnel militaire de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Christian Zyromski.

● Marine - Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Philippe Buvette ; contre-amiral, le capitaine de vaisseau André Metayer.

● Sont nommés inspecteur du matériel naval, le vice-amiral Claude Arta.

● Armement - Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de première classe François Gilton, Claude Fréchet et Alfred Dumec ; ingénieur général de première classe, les ingénieurs en chef Bruno Saintours Payenne, Yves Guerin, Michel Foulon, Georges Lauriac et Jean Vrolyk.

150

150

ÉCONOMIE

Le rapport annuel de la Cour des comptes

Nous achevons aujourd'hui la publication du rapport annuel de la Cour des comptes remis au Parlement le 25 juin. Ce rapport, critiqué, comme chaque année, les errements des administrations, qu'il s'agisse de l'application de la politique agricole commune, de Bull, de la Poste et des Télécoms, de la Gaîté lyrique, de l'Institut ou des médecins-

conseils de la Sécurité (le Monde 25, 26, 27 juin, 1^{er}, 7 et 9 juillet).

On lira d'ailleurs les adresses par les magistrats de la rue Cambon à la communication du ministère du travail, au régime de sécurité sociale des mines et à la gestion des créances des

La communication du ministère du travail : des règles contournées

Deuxième annonceur gouvernemental, le ministère du travail a beaucoup fait pour sa communication ces dernières années. On lui a fait connaître les thèmes officiels en faveur de l'emploi : 172 millions de francs entre 1988 et 1990, 41 millions de francs, en 1991 et 1990, pour les thèmes liés à la formation professionnelle. Mais les actions, observe la Cour des comptes, ont été menées « en violation des dispositions », les dérogations à la procédure de passation des marchés ont été « fréquemment invoquées à tort » et la réglementation a été à maintes reprises contournée.

Des campagnes ont été lancées à deux sociétés de publicité « appel à la concurrence », pour une opération de « téléphone vert » de 3,54 millions de francs en 1987. Alors que l'urgence ne pouvait être invoquée, un marché de 32 millions de francs a été passé en 1988 avec une société de communication institutionnelle. Des

reconductions ont été effectuées en 1990, qui n'étaient pas juridiquement autorisées. Lors du « plan d'urgence en faveur des jeunes » de 1986, la préférence a été donnée à une agence qui était 16,8 % plus chère que ses concurrents. Pour le plan emploi de 1988, une société, qui a bénéficié d'un traitement privilégié. Les cahiers des charges « sont parfois sommaires » et la signature à peine sèche, il faut compléter par des annexes « qui ne sont pas toujours de qualité définitive », par exemple de 38,4 % et 41 % dans le cas des « assistés des initiatives locales ».

L'agrément auprès du RDT des « services publics » a été tardivement obtenu et le lancement de la campagne pour la « formation individuelle (CFI) » a été fait en dehors de la réglementation. D'autres fois, il s'agit de simples régularisations ou la preuve n'a pas été apportée que la facture recouvrait une prestation effective. La Cour s'étonne égale-

ment de la dépense « particulièrement élevée » de 4,93 millions pour les Entretiens Condorcet de 1989, dont la somme a été portée à 5,72 millions l'année suivante, toujours avec la même agence. Le rapport souligne que « c'est l'autorité ministérielle qui a pris elle-même les décisions à l'origine des irrégularités relevées ».

Sans nier les faits, le ministère du travail, dans sa réponse, relativise la critique en faisant observer que les sommes en cause représentent 0,2 et 0,5 %, respectivement, des chapitres sur lesquels elles ont été prélevées. Surtout, l'accent est mis sur la « nature particulière des opérations de communication, qui nécessitent l'intervention de professionnels. Il est annoncé la création d'une agence spécialisée, puisque « l'absence d'une structure spécifique explique, à elle seule, plusieurs des insuffisances relevées par la Cour ».

A. L.

La Sécurité sociale des mines : trop de facilités

Avec un statut pour les bénéficiaires, le régime de sécurité sociale des mines doit faire appel à la collectivité nationale pour assurer son équilibre. Aussi est-il logique que les agents de l'Etat (6,2 milliards de francs) et du régime général (14 milliards) représentent 85 % des ressources. Un tel effort de solidarité, remarque la Cour des comptes, est « inacceptable s'il allait au-delà de la simple contribution de ce déséquilibre » démographique. Or, si l'on en croit le rapport des magistrats de la rue Cambon, il est évident que la compensation de ce « déséquilibre » dissimule quelques pratiques pour le moins laxistes.

Il s'agit en effet de constater que « aucune amélioration de la productivité n'a été recherchée » par les gestionnaires du régime, qui ont parfois fait la « coupe » de la main-d'œuvre lorsque les pouvoirs publics leur demandaient d'accroître le regroupement des sociétés de mines minières, dans des zones ne comptant plus guère d'habitants. On remarque également que certaines prestations de retraite ont été versées au lendemain de la guerre afin d'inciter les mineurs âgés à poursuivre leur activité, ce qui a permis d'obtenir des « d'anciens » devenus travailleurs après cinquante-cinq ans, alors que les plans nationaux de réduction

des effectifs comprenant des « mesures de préretraite ».

Outre « l'insuffisante mobilisation du patrimoine immobilier », qui « a eu pour effet de privilégier les sociétés particulières au détriment de l'Etat », le rapport relève qu'en dix ans les dépenses d'indemnités des mineurs ont progressé de 229 % contre 162 % pour l'ensemble de la population. Certes, la structure démographique de la population concernée peut expliquer une partie de cet écart. Mais une partie seulement. A tout cela s'ajoutent des « soins gratuits » : le taux de prise en charge des dépenses de santé atteint 99,3 % alors qu'il s'établit à 78,9 % pour les dépenses de médecine de ville des assurés ordinaires.

Enfin, le législateur a imposé à l'ensemble des entreprises pour les médicaments des « mesures » qui n'ont pas été appliquées par le régime des mineurs. « Le régime des mines se refuse à imposer à ses ressortissants les mesures qui sont les leurs », concluent les magistrats. Ceux-ci invitent en conséquence les responsables à corriger ces dérives. « Une telle remise en ordre est indispensable », concluent-ils.

J.-M. N.

La gestion des créances des salariés : un fonctionnement contestable

Pour assurer principalement aux salariés le paiement des rémunérations dues par les entreprises en liquidation judiciaire ou en liquidation de biens, il a été créé, en 1974, l'AGS (Agence de gestion des créances des salariés). Ses ressources proviennent à 40 % de la récupération des sommes sur les actifs des entreprises, soit 20 milliards de francs depuis l'origine. Le reste est financé par le versement d'une cotisation patronale qui, de 1977 à 1990, est passée de 0,35 à 0,15 % de la masse salariale. En seize ans, plus de 10 milliards de francs ont ainsi été versés à l'AGS, qui dispose quand même, à fin 1990, d'un actif positif cumulé de 4,6 milliards de francs.

La Cour des comptes estime que la gestion quotidienne de ce dispositif est « pour l'inconvénient (...) de diluer les responsabilités » et que les contrôles « sont pratiquement absents » du système se révélant « par ailleurs très contestables ». L'AGS a consenti une dérogation à la compétence du contrôle. La surveillance des abus, contre les fraudes, est inégale et la récupération des avances faites aux mandataires de justice (syndics) semble peu efficace, rien n'étant vraiment fait pour vérifier la situation finale des actifs des sociétés en liquidation.

D'autre part, l'UNEDIC « tire des avantages financiers appréciables » - de l'ordre de 43 millions de francs en 1989 - de la gestion de la trésorerie de l'AGS. De plus, elle a effectué une retenue de

millions de francs en 1989 sur les produits financiers versés à l'AGS, en ne versant qu'au Trésor les sommes dues en titre de l'impôt sur les sociétés. En outre, la loi de la sécurité sociale, et, notamment, l'AGS, versent chaque année, depuis 1981, des sommes « très supérieures aux montants normalement dus » à un organisme d'études, l'Institut de prévision économique pour le développement des entreprises (IPECODE). Celles-ci, note la Cour, « s'assimilent, à concurrence de plus de 12 milliards de francs, à des subventions ». Enfin, l'AGS permet aux salariés, pour un montant de 2,6 milliards de francs, d'échapper à l'impôt sur le revenu.

Les ministres du travail et du budget déclarent, en réponse, avoir pris bonne note du souci de l'UNEDIC et de l'AGS de renégocier la convention de gestion technique et financière qui les lie afin « de tenir compte des critiques formulées ». Le président de l'UNEDIC lui-même fait savoir qu'autant que possible il se permet aux ASSÉDIC de vérifier, pour le compte de l'AGS, l'existence de disponibilités avant les versements ainsi que, le cas échéant, leur montant. Un problème qui gêne de la même façon le régime d'assurance-chômage dans le recouvrement de ses propres cotisations, à la différence de l'URSSAF, et qui est discuté dans le cadre de la négociation en cours...

A. L.

Pour savoir comment profiter de l'été, Tours vous livre quelques clés.



Semaines musicales de
Tours du 6 au 31 juillet 1992.
Renseignements au (16) 47 20 99 95
ETE MUSICAL TOURS
A Tours la matière grise prend des couleurs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'ENTREPRISE DE CLASSE MONDIALE QUI FAIT TOURNER L'ECONOMIE SUD-AFRICAINE

Extraits du message du Président de l'Anglo American Corporation, Monsieur Julian Ogilvie Thompson

Malgré la récession mondiale, l'AAC a maintenu son activité après mise en équivalence, le R2 027 milliards et a augmenté son chiffre d'affaires de 1991, à 10 000 milliards dans un contexte mondial où par la poursuite continue des efforts internationaux, nous sommes parvenus à une des plus longues périodes jamais observées par l'industrie sud-africaine, cette performance atteste la qualité de la diversité de ses activités.

L'AAC, qui est la première entreprise sud-africaine de financement minier, est devenue, en cours du 21^{er} siècle d'existence, un groupe de premier ordre aux activités diversifiées. Ses objectifs demeurent néanmoins ceux qu'avait défini son fondateur, Sir Ernest Oppenheimer : valoriser les fonds des actionnaires mais en apportant une contribution à la croissance et au bien-être des populations locales et au développement de l'Afrique du Sud et de la région. Nous avons un rôle à jouer dans le processus d'industrialisation durable d'une nouvelle Afrique du Sud, prospère, pacifique et démocratique.

La logique politique de l'Afrique du Sud nous a conduit à la négociation. Grâce à leur expérience des négociations sociales, les hommes d'affaires reconnaissent les progrès considérables déjà accomplis sur la scène politique et l'impulsion lente qui porte à poursuivre le processus.

Les grandes entreprises sont en mesure d'apporter à l'avenir de l'Afrique du Sud une contribution que d'autres ne sauraient simplement pas envisager. C'est à travers ces entreprises qu'un pays développe ses exportations, s'intègre dans le monde complexe et en constante mutation des ressources humaines, financières et technologiques caractérisant l'économie globale. L'AAC et ses filiales ont érigé des structures qui représentent aujourd'hui 18% de la capitalisation du Johannesburg Stock Exchange. L'AAC se considère donc comme une organisation créatrice, active sur le développement à long terme, basée à ses divisions et à ses opérations une infrastructure technologique dans la recherche de la diversité qui fait la richesse de l'humanité.

L'exploitation minière a été l'origine du processus d'industrialisation en Afrique du Sud et, comme les grands groupes miniers, nous sommes

premiers à réunir compétences et ressources financières, ils sont devenus le véhicule de l'investissement dans d'autres industries. Face à cette conjoncture difficile, les groupes Anglo American et Anglo American Corporation ont pris des engagements d'investissement supérieurs à 10 milliards dans des projets nouveaux ou existants en Afrique du Sud - éblouissante démonstration de confiance en l'avenir du pays. Ces investissements sont, pour la majeure partie, destinés à la construction de nouveaux puits dans les mines d'or, l'expansion de la capacité de production charbonnière, à l'importante exploitation de diamants de Botswana et à l'implantation ou la modernisation d'installations industrielles dans les secteurs sidérurgie, aluminium, automobile et papeterie.

Les projets incluant l'entreprise de fabrication d'acier inoxydable en coparticipation avec le groupe Gencor - la complexité, d'un coût de plusieurs milliards de rands, est appelé à devenir l'un des plus grands producteurs mondiaux de la mine d'or à grande profondeur de Moss, d'un coût de R1,7 milliard, qui sera mise en production en 1997 et produira annuellement 13 millions de tonnes d'or.

La confiance en ses capacités technologiques nous a poussés à l'étranger pour assurer nos activités et la compétitivité mondiale de nos produits et de nouveaux marchés et technologies. Un exemple est l'acquisition du groupe de production conjoint de Frantschach AG, un important groupe européen de fabrication papetière. Sans affecter les réserves de change du pays, ces investissements sont source d'importants retours de capital pour l'Afrique du Sud : plus de 100 millions, l'an dernier, pour ce qui concerne les groupes Anglo American et Anglo American Corporation.

La clé du succès passe par une économie diversifiée par des courants de commerce et d'investissement et des entreprises de grande envergure, compétitives et dynamiques. Il n'est aucun exemple plus prospère qui soit resté, en un moment où les principales entreprises, en marge de l'économie globale.

Les grandes entreprises d'Afrique du Sud sont les rouages de l'économie nationale et ne sauraient être négligées sans la condamner à marquer le pas.



LE TEXTE COMPLET DU MESSAGE PRÉSENTÉ CI-DESSUS A ÉTÉ TRANSMIS À L'ANGLO AMERICAN CORPORATION EN RÉPONSE À LA DEMANDE DE LA RÉDACTION DE L'ÉDITION FRANÇAISE DE L'ÉCONOMIE. LONDRES 101 011, GRAND-BRETAGNE.

CARNET DU Monde

Naissances

Catherine ■ Marc MICFLIKIER
la joie d'annoncer la naissance ■

Anne-Sophie,

le 13 juillet 1992.

57, avenue de la République,
75011 Paris.

■ et Pierre BELLENGER
partagent ■ Mehdi
la joie de faire part de la naissance de

Christophe Marwan,
■ 10 juillet 1992, ■ Paris-14.

■ GUYOMARD

■ AUDIBERT
la bonheur d'annoncer que le petit

Lucien

■ jour le 3 juillet 1992.

Bonheur partagé par ■ Louise

■ frère ■ Jérôme.

Mariages

■ M. A. VIDAL-HOOGSON,
M. G. HODGSON,
sont heureux ■ faire part du récent
mariage de leur fils

Francis

M. Jamila MAXWELL.

219, boulevard Raspail,
75014 Paris.

41 Southmoor Rd, Oxford.

Le conseil municipal

■ grand regret de faire part du décès

M. Jean BOICHARD,

premier adjoint,

■ Besançon, ■ 14 juillet 1992.

Les obsèques ■ célébrées le

jeudi 17 juillet, à 10 heures, ■ l'église

Saint-Martin des Champs.

■ M. et M. ■ Couesnon

■ leurs enfants,

M. ■ M. ■ M. ■ Couesnon

■ leurs enfants,

Dominique-Marie de Coues-

non, de la Fraternité monastique de

Jérusalem à Paris.

M. ■ M. ■ Claude Maleplate

■ leurs enfants,

M. et M. ■ Liouet de La Sayette

■ leurs enfants,

■ la douleur d'annoncer le rappel

■ Dieu de leur frère et oncle, le

Père

■ de COUESNON,

ancien maître général

de l'ordre ■ Dominicain,

■ à Toulouse, le 14 juillet 1992.

Les funérailles auront lieu le

■ 11 juillet, à 11 heures, ■ l'église

sur l'Arbre (Rhône).

Une cérémonie ■ célébrée ulté-

rieurement à Paris.

Ce présent avis tient lieu ■ faire-

part.

14, rue du Petit-Musc,

■ Paris.

■ Le maître général ■ Domini-

■ Et ■ Frères ■ l'ordre.

■ Les ■ famille.

font part ■ Vincent de COUESNON,

■ maître général,

■ Toulouse, le 14 juillet 1992.

Les funérailles ■ célébrées le

■ samedi 18 juillet, à 11 heures,

■ l'église ■ l'Arbre, le

samedi 18 juillet, à 11 heures.

■ Les familles ■ Peloson

■ Peloson

■ M. Jean-Albert DINKESPIER,

■ née Martine Peloson,

survécu le 4 juillet 1992.

122, ■ Saint-Eusèbe,

92160 Antony.

■ Reims, Vaux-le-Pénit.

M. Pierre Delahousse,

■ épouse,

M. ■ M. ■ Guy Loiseau,

■ M. ■ M. ■

■ bons-parents.

Toute ■ famille,

■ ses amis,

■ grande douleur d'annoncer la

disparition ■

Guyane DELAHOUSSE,

née Laisné,

■ parents,

■ 14 juillet

1992, à l'âge ■ vingt-neuf ans.

■ obsèques seront célébrées

samedi 18 juillet, à 10 heures, ■ l'église

de Vaux-le-Pénit (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu ■ faire-part.

28, ■ Nicolas-Henri,

■ Reims.

150, ■ la Maro-aux-Champs,

■ Vaux-le-Pénit.

20, ■ Amoux.

■ Bourg-la-Reine.

■ « Heureux ■ qui le

■ par ■ Dieu. »

M. et M. ■ Alain Lablache-Comblat.

■ parents,

■ Jean-Yves,

■ frère, ■ beau-frère,

M. ■ M. ■ Saetel.

■ grands-parents,

■ ses oncles, tantes, cousins et

■ sœurs,

ont la ■ grande douleur de faire part

■ décès accidentel ■ dans

■ Alpes, le 14 juillet 1992, de

Luc LABLACHE-COMBIER,

interne des hôpitaux ■ Nancy,

■ l'âge ■ vingt-cinq ■

■ Les obsèques ■ célébrées le

■ 18 juillet, à 10 h 30, ■ l'église

Saint-Étienne d'Annay, ■ Villeneuve-

d'Ascq.

Cet avis tient lieu de faire-part.

64, ■ du Vieux-Château,

59650 Villeneuve-d'Ascq.

Pompes Funérailles Strypteen

salons funéraires,

26, place ■ la République,

■ Lille.

Tél. : 20-56-83-59 ■ 20-56-41-84.

■ Patricia ■ Dreyfus

■ Pierre DREYFUS,

■ épouse, ■ Jacques Lacombe,

■ Richard ■ Ulla Dreyfus,

■ Jacques Gerber,

■ Philippe et Didier Gerber

et leurs épouses,

Catherine Dreyfus-Sagaci et Bernard

Sagaci,

ont la douleur de faire part de la dispa-

rition de

Arthur,

leur fils, frère, petit-fils et neveu,

survécu le 7 juillet

1992.

L'inhumation aura lieu le vendredi

17 juillet, au Friedhof am Harnli,

Hörnthalweg 70, ■ Riehen (Suisse).

Cas postale 2656,

CH 4002 ■

■ Marie-Jo ■ Elise ■ Corne,

■ Les familles Hochet, Favennec-Le

Lox, Cochin,

font part du décès de

Bernard LE CORRE,

militant CFDT,

survécu le 11 juillet 1992, à Clamart.

Une cérémonie aura lieu le vendredi

17 juillet, à 8 h 45, au funérarium de

l'hôpital Bichat, ■ Clamart (Hauts-de-

Seine).

■ Nous apprenons le décès, survenu

le mardi 14 juillet 1992, à Saint-Julien-

de-Concelles (Loire-Atlantique), du

général

Roland de MECQUENEM,

dont les obsèques seront célébrées le

■ vendredi 17 juillet, à 10 heures, ■ l'église

Notre-Dame-de-Bon-Port, ■ Nantes,

et dont l'inhumation aura lieu ■ à

■ Brissac-Val de Loire (Mayenne).

[Chef de bataillon à garnison ■ Roland de

Mequenen, qui venait de quitter le groupe

permanent de l'OTAN à Washington, où il servait

supplémentairement dans le cadre de la

opération de maintien de la paix en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

exécutif de la mission de la France en

■ famille,

■ collaborateurs d'ITV,

■ la ■ d'annoncer la ■

Thierry JOUNO,

■ 14 juillet 1992.

Il sera inhumé ■ Père-Lachaise, le

■ 20 juillet 1992, à ■

La levée du corps ■ lieu à

l'amphithéâtre de l'hôpital Saint-

Antoine, ■ vendredi 17 juillet, à

14 h ■

■ M. ■ M. ■ Liguand

■ enfants,

■ Patrick Desplais

■ enfants,

■ M. ■ M. ■ Gauthier,

■ Jean-Pierre Provost,

■ Dominique Provost,

■ Olivier Provost,

■ enfants,

■ M. ■ M. ■ Provost ■ Laroux,

■ la ■ de ■ de ■

Philippe PROVOST,

ingénieur général ■

■ génie rural, ■ ■ ■

officier ■ la Légion d'honneur,

officier ■ l'Ordre ■

■ Paris, le 6 juillet 1992, ■

l'âge ■ soixante-deux ■

L'inhumation a ■ lieu ■ l'inti-

mité familiale, le 10 juillet, ■ cime-

tère ■ Saint-Tropez (Var).

165, boulevard ■ Président-Wilson,

■ chemin Laffite,

■ Pascal,

75013 ■

15, ■ du Général-Leclerc,

78430 Louveciennes.

■ Le ■ M. ■ Royer,

■ épouse,

■ enfants,

■ M. et ■ Yves Royer

et ■ enfants,

Le docteur et M. ■ Jean-François

Royer

■ leur fils,

Les familles parentes, ■

ont la douleur de ■ de ■

M. Jean ROYER,

architecte DPLG,

chevalier ■ l'Ordre ■ Mérite,

survécu le 13 juillet 1992, ■ l'âge de

soixante et onze ■

La cérémonie religieuse sera célébrée

le vendredi 17 juillet, à 8 h 30, ■ la

petite chapelle du centre hospitalier

Saint-Joseph, ■ Saint-Louis,

■ Paris-14, et l'inhumation aura lieu ■

15 h 30, au cimetière Saint-Brice, ■

Macon (Savoie-et-Loire).

Ni ■ ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue ■ Clos-Saint-Cyr,

92340 Bourg-la-Reine.

■ Hugues ■ Ghislaine Sarrola,

Simone et Henri Bouillon,

Christiane ■ Faglandi,

Fabienne et Jacques Lavy,

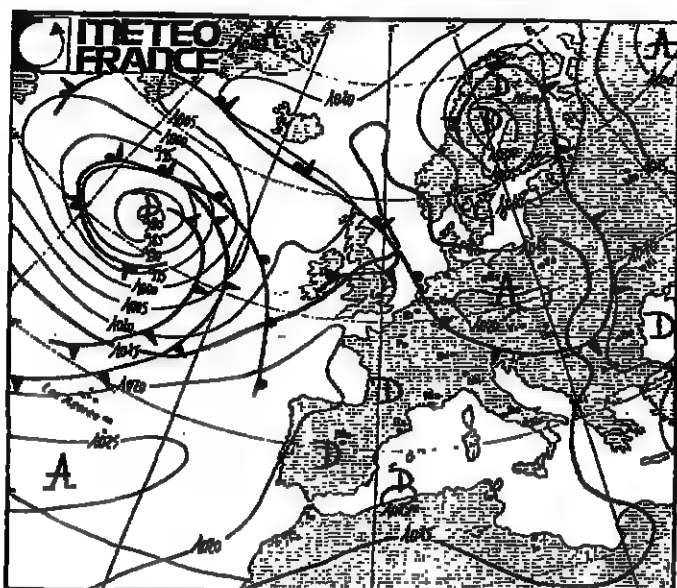
Françoise ■ Jean-Luc Sarrola,

■ enfants, petits-enfants et arrière-

50/50

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 JUILLET 1992 À 0 HEURE TUC



Passage d'un front sur la moitié nord, soleil au sud. Une bande de nuages se déplace du nord-ouest vers le sud, mais elle sera d'un passage rapide du sud-ouest vers le sud-est. Les Pays de Loire se réveilleront un peu plus par endroits. Mais la situation se calme rapidement par l'ouest.

Par contre, du Poitou, du Centre, de l'Île-de-France, du Nord-Pas-de-Calais, après un début de matinée plutôt ensoleillé (bancs de brouillards dissimulés), le ciel se chargera de nuages. Les petites pluies commenceront à tomber au nord de la France. Des ondées se développeront en fin de journée.

Les départements du Nord-Est, de

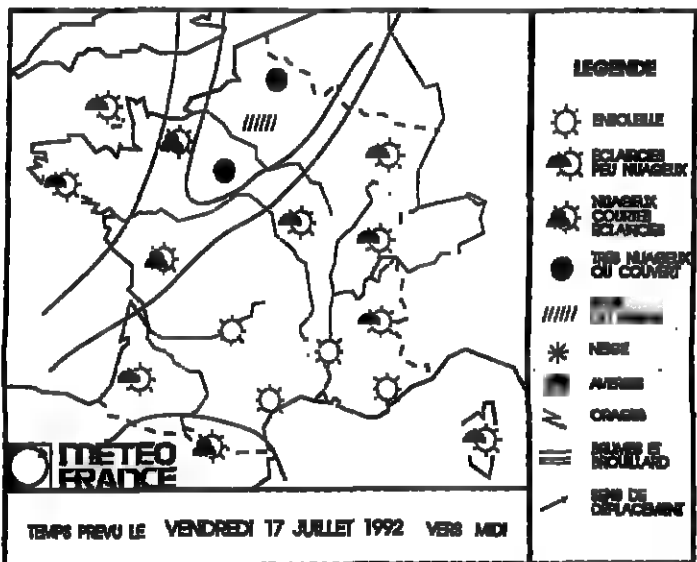
la journée sera très agréable, même s'il y a un peu plus de nuages l'après-midi.

Sur les autres régions, les brumes et bancs de brouillards matinaux se dissiperont rapidement, laissant place à un beau soleil. Sur le relief du Jura, des Alpes et des Pyrénées, quelques orages seront accrosés.

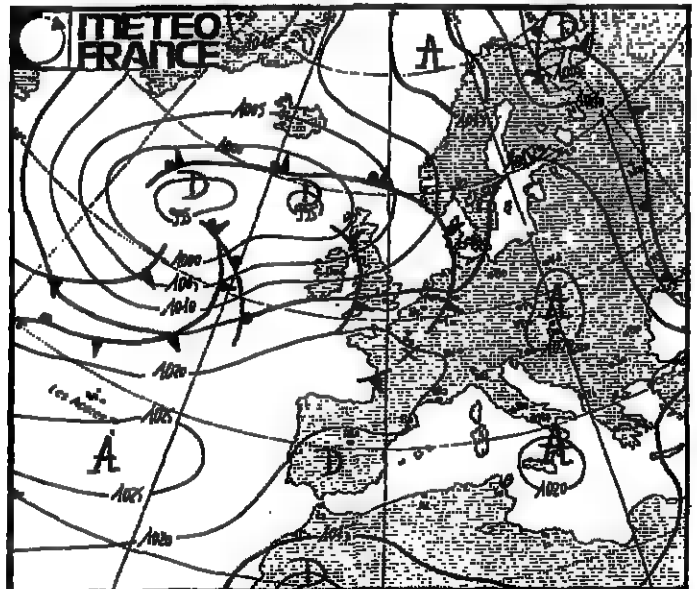
Les températures minimales s'éleveront généralement de 14 degrés à 17 degrés. Près de la Méditerranée, elles avoisineront 19 degrés.

Sur la moitié sud, la chaleur se maintiendra. Sur la moitié nord, le passage nuageux n'empêchera pas les températures de grimper. Au plus chaud de la journée il fera 25-28 degrés, 20-23 degrés près de la Manche.

PRÉVISIONS POUR LE 17 JUILLET 1992



PRÉVISIONS POUR LE 18 JUILLET 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps attendu le 17-18-19 JUILLET 1992

FRANCE	TOULOUSE	LYON	PARIS	STRASBOURG	LIÉGEOIS	BRUXELLES	AMSTERDAM	OSLO	STOCKHOLM	HELSINKI	BERLIN	MOSCOU	MADRID	MARSEILLE	ALGER	ATLANTIQUE	ÉTAT-UNIS	AFRIQUE	ASIE	Océanie
20-24	20-24	20-24	20-24	20-24	20-24	20-24	20-24	20-24	20-24	20-24	20-24	20-24	20-24	20-24	20-24	20-24	20-24	20-24	20-24	20-24
14-18	14-18	14-18	14-18	14-18	14-18	14-18	14-18	14-18	14-18	14-18	14-18	14-18	14-18	14-18	14-18	14-18	14-18	14-18	14-18	14-18
pluie	pluie	pluie	pluie	pluie	pluie	pluie	pluie	pluie	pluie	pluie	pluie	pluie	pluie	pluie	pluie	pluie	pluie	pluie	pluie	pluie

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : légale moins 2 heures en été / heure légale moins 1 heure en hiver.

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément dimanche-lundi. Signification des symboles : **P** signalé dans « le Monde radio-télévision » ; **F** Film à voir ; **TV** peut voir ; **N** Ne pas manquer ; **C** Chef-d'œuvre ; **CL** classique.

Jedi 16 juillet

- TF 1**
- 20.45 Feuilleton : Mort à Palerme. De Luigi Furci (2^e épisode).
- 22.30 Magazine : Rumeurs. Invité : Pascal Sevran.
- 23.30 Documentaire : Météo naturelles. Les images du père Noël.
- A 2**
- 20.45 Documentaire : Des trains qui traversent les océans. Équateur : Les Andes aux Galapagos.
- 21.45 Série : Les Fantômes fantastiques. La Mascotte, de Bruno Scobier.
- 23.30 Cinéma : La Peur au ventre. Film américain de Robert Siodmak (1955).
- FR 3**
- 20.45 Cinéma : Du Rififi à Panama. Film français de Denys de La Patisserie (1965).
- 22.25 Journal Météo.
- 22.45 Cinéma : L'Argent de poche. Film français de François Truffaut (1976).
- CANAL PLUS**
- 20.35 Cinéma : Toujours aimé.
- M 6**
- 22.05 Film français de Claude Lelouch (1991).
- 22.15 Cinéma : Bad Influence. Film américain de Curtis Hanson (1990) (v.o.).
- 23.50 Cinéma : Sushi Sushi. Film français de Laurent Murat (1991).
- M 6**
- 22.15 Téléfilm : Sept filles sur les bords.
- 22.20 Série : La Malédiction du loup-garou.
- 23.15 Magazine : La Glisse et la Balance. Prostitution et proxénétisme.
- ARTE**
- 20.40 Série thématique. La Zeitung.
- 21.45 Cinéma : L'Honneur perdu de Katharina Blum. Film allemand de Volker Schlöndorff (1975).
- 23.30 Documentaire : « Bild », un journal allemand pour l'Allemagne.

- 22.40 Cinéma : Illu, un nouvel exemple d'Allemagne de l'Est.
- 23.05 Cinéma : Documentaire : Informations de l'arrière-pays.
- 0.05 Cinéma : Bleu nuit.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. Maladresse, de Delphine Paviot.
- 21.30 Fiction : Les Nuits magnétiques.
- 22.40 Du jour au lendemain.
- 0.05 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 19.08 Soirée musicale. La nuit du Merin de necker. 21.30. En l'honneur de l'Opéra de Montpellier : Elégie symphonique pour cordes, de Krenek ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en mi mineur op. 11, de Chopin ; Sérénade pour cordes en mi majeur n° 22, de Dvorak, par le M. de la Musique, dir. : Roman Kofman.
- 0.05 Bleu nuit.

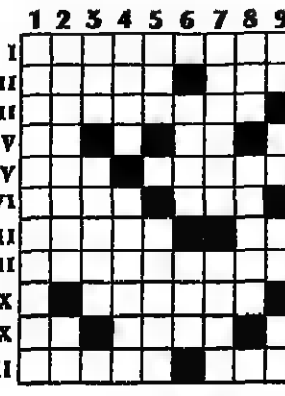
Vendredi 17 juillet

- TF 1**
- 14.30 Feuilleton : Côte Ouest. 18.15. Tango Bar. De Philippe Sabon, avec Bruno Cremer, Corinne Touzet. Un commissaire détective aux airs d'un héros.
- 18.55 Club Dorothée vacances. La Collège fou, fou, fou ; Ricky ou le Vie ; La Clip ; Les.
- 17.40 Série : Loin de ce monde.
- 18.05 Série : Premiers baisers.
- 18.30 Jeu : Une famille en... 18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
- 19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.55 Documentaire : Pas folles les filles.
- 20.00 Journal Météo et Tapie vert.
- 20.40 Feuilleton : Les Châliés brûlés. De Jean Sagol, avec Mireille Darc, Marc Sussangchajon (2^e épisode).
- 22.20 Magazine : Passionnement votre. Invité : Pierre-Christophe de Gennes, prix Nobel de physique.
- 23.15 Divertissement : Arthur, impossible impossible.
- 0.15 Journal et Météo.
- A 2**
- 17.40 Série : Détective gentleman. Invité : Maurice de Sidney Hayes, avec Albert Fortin, Capucine.
- 18.15 Tour de France : Dôle-Saint-Gervais (Mont-Blanc), 12^e étape (280 km).
- 17.05 Magazine : Vélo club.
- 17.50 Magazine : Giga.
- 18.30 Série : Teasing Jo. Reportages.
- 18.35 Série : Magnum.
- 19.25 Sport : Le Journal du Tour.
- 19.55 Journal, Journal et Météo.
- 20.50 Jeu : Faut Boyard.
- 22.20 Téléfilm : Christophe Colomb. De Laurent Laffont, avec Jean-Louis Trintignant, Mark Boffey, et la colonisation.
- 23.40 Journal des Chansons, Journal et Météo.
- FR 3**
- 14.50 Série : La Grande Aventure de James O'Neil.
- 15.40 Série : La Grande Valse. Présenté par Vincent Perrot, en direct de l'île de Ré. Invités : Jane Birkin, Kenny Rogers, Philippe Dussol.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion. Animateur : Julien Lepers.
- M 6**
- 13.55 Cinéma : Les Aventures de... 14.15 Magazine : Zygomachie.
- 17.15 Musique : Flashback.
- 17.25 Série : Brigade de nuit.
- 17.30 Série : L'Étalon noir.
- 17.40 Cinéma : La Part du lion. Avec la participation de la police.
- 18.15 30 minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Cinéma : Madame et ses secrets.
- 20.25 Météo 6.
- 20.35 Météo des plages.

- 20.40 Téléfilm : Affaire d'escrocs. De Robert Roth, avec Hélène de Sion, Jean-Pierre Lutz.
- 21.30 Cinéma : Mission impossible, vingt ans après.
- 23.35 Magazine : Emotions.
- 0.00 Magazine : Culture pub.
- 0.55 Six minutes d'informations.
- 1.00 Magazine : Rapline.
- ARTE**
- 19.00 Documentaire : La nuit du Merin de necker. De Jacques Rivette. 3. 1945-1955.
- 20.05 Documentaire : Les Angeles, histoires d'architecture. De Jacques Rivette.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Magazine : Transat.
- 22.10 Téléfilm : Un voyage anniversaire. De Lino Scharif, avec Dorota Pomykala, Steen Svær.
- 23.40 Magazine : Mégamix. De Lino Scharif, avec Dorota Pomykala, Steen Svær.
- FRANCE-CULTURE**
- 21.30 Musique : Black and Blue. La partition intérieure. Invité : Jacques Siron, musicien.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Max, Yvette, Daniel, Lucienne et autres... ou portraits parlent en musique (3, rediff.).
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Les 100 grecques : l'archipel du (10).
- FRANCE-MUSIQUE**
- 19.08 Soirée musicale. La nuit du Philippe Olivier. De Laurent Laffont, avec Christophe Colomb : Milhaud, Fauré, Walton, Graun, R. Strauss, Halffter, Villa-Lobos et musique traditionnelle. 21.00. Concert (donné à Sarrebruck) : Zauberkraft, de Schubert ; Concerto pour piano n° 1 en mi mineur, de Schumann, par l'Orchestre symphonique de la ville de Sarrebruck, dir. : Claudio Abbado ; Lazar Berman, piano. A 23.00. Œuvres de Rameau, d'Indy, Enesco.
- 0.05 Bleu nuit. Par Xavier Prévost. Jazz à la nuit étoilée, de Montpelier. Quartette du phoniste Thierry Bruneau.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5825



1. S'achève quand vient l'automne. - III. S'achève quand vient l'automne. - IV. S'achève quand vient l'automne. - V. S'achève quand vient l'automne. - VI. S'achève quand vient l'automne. - VII. S'achève quand vient l'automne. - VIII. S'achève quand vient l'automne. - IX. S'achève quand vient l'automne. - X. S'achève quand vient l'automne. - XI. S'achève quand vient l'automne.

VERTICALEMENT

1. Surveillent le cours des rivières. - 2. Camarade de « collège ». Possessif. - 3. A gardé son nom dans une allusion à son apparence. - 4. Pronom. - 5. Vieille noctambule. Touchent. - 6. Orientation. Situées. - 7. Partie de la marine.

HORIZONTALEMENT

1. Est souvent injustement. - II. Fait obstacle. Le temps

1. Polyphème. - II. Un train. - III. Un train. - IV. Un train. - V. Un train. - VI. Un train. - VII. Un train. - VIII. Un train. - IX. Un train. - X. Un train. - XI. Un train.

1. Polyphème. - 2. Omère. Va. - 3. La Triste. - 4. Ys. Erre. Ante. - 5. PTT. Aptas. - 6. Héron. Diane. - 7. Ar. Visita. - 8. Mains. Leu. - 9. Élu. Ex. X.

GUY BROUTY

TAILLEUR
HOMME - DAME
Joseph CASSARO
12, rue Faiguère
75015 Paris
Métro : Faiguère
Montparnasse
Tél. : 43-20-79-20

Après la déclaration d'utilité publique de l'autoroute A 16

Les Verts du Nord-Pas-de-Calais reconsidèrent leur alliance avec les socialistes

Le ministre de l'équipement, du logement et des transports, M. Jean-Louis Bianco, a signé, mercredi 15 juillet, un décret déclarant d'utilité publique (DUP) la construction de l'autoroute A 16 (Calais-Boulogne-Amiens-Paris), au grand dam des écologistes qui président la région Nord-Pas-de-Calais depuis le 15 mars et qui réclament un moratoire de six ans.

Le feu vert donné à l'autoroute a immédiatement suscité le colère de M. Marie-Christine Blandin, présidente écologiste du Nord-Pas-de-Calais : « Il fallait un peu de politique pour accepter d'inscrire un processus administratif à prendre le temps de réfléchir à des solutions possibles, a-t-elle déclaré. Monsieur le ministre de

l'équipement a préféré user d'un expédient, signant la DUP de l'A 16 en pleine période estivale, alors que l'Assemblée publique spéciale consacrée par le conseil régional au dossier n'est pas encore ouverte ».

En conséquence, « la forme et le fond de la DUP m'incitent à reconsidérer la validité de l'accord conclu entre les Verts et le PS qui m'a conduit à la présidence de la Région », écrit-elle, ajoutant qu'« une clarification est nécessaire ». A l'inverse, le député UDF du Pas-de-Calais, M. Léonce Deprez, saluait cette décision qui « porte une marque de l'Europe » et « l'Europe de l'Opale ». De son côté, M. Guy Lengagne, député du Pas-de-Calais, estime que la décision sur l'A 16 est une « satisfaction ».

Une convalescence de dix jours est prévue pour Jean-Paul II

ROME

de notre correspondante

Le pape, selon le premier bulletin médical publié par le Saint-Siège, mercredi 15 juillet, à la mi-journée, a très bien supporté l'excès d'une « urgence bénigne » de la taille d'une orange située au niveau de la partie terminale du colon (sigmoïde) ainsi que l'ablation de la vésicule biliaire (du fait de la présence de nombreux calculs).

Et il a communiqué de préciser : l'opération qui a duré de 8 h 15 du matin à 10 h 15, a été « radicale et curative. La lésion étant de nature bénigne ». Une convalescence de dix jours est prévue, sauf complications, et le pape ne devrait modifier ni ses vacances ni le programme qu'il avait déjà prévu pour ses visites.

Jean-Paul II a donc regagné sa chambre, celle où il fut traité après l'attentat qui faillit lui coûter la vie en mai 1981 et où, après la gerbe de roses envoyée par le très jeune président de la république Oscar Luigi Scalfaro et des télégrammes venus du monde entier, l'attendait justement

message d'encouragement adressé depuis sa prison par le « commandant », le Turc Ali Agca.

Pour le reste, racontée par un feuilleton, l'évolution de la santé du pape a tenu le public en haleine. Et ce sans aucune certaine orchestration médiatique.

Impossible, en effet, d'ignorer les derniers faits et gestes avant l'opération du saint patient (sa présence d'une heure sur une petite terrasse de l'apostrophe pour reconforter les enfants malades du service voisin) ; les détails de l'anesthésie (qu'il a supportée, disent les médecins, « comme un jeune homme ») ; les incidents (la fausse alerte à la bombe et le photographe de presse trop curieux et travesti en infirmière), voire les événements plus significatifs (y avait-il vraiment, comme l'ont dit certains, parmi la délégation d'ambassadeurs venus rendre visite au malade, le représentant de la République islamique d'Iran, qui n'entretient aucun lien avec le Saint-Siège ?).

MARIE-CLAUDE DECAMPS

En Cisjordanie

Le siège de l'université de Naplouse embarrassé les dirigeants israéliens et palestiniens

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Au troisième jour de l'encerclement par l'armée israélienne de la plus grande université de territoires occupés, à Naplouse (le 16 juillet), l'embarras, face à une situation bloquée et potentiellement explosive, est le sentiment qui domine aussi bien chez les Israéliens que parmi les Palestiniens.

Interrogé mercredi soir 15 juillet, à la télévision, le ministre israélien de la Défense, M. Itzhak Rabin, n'a pas caché sa mauvaise humeur face à des événements dont le résultat paraît avoir échappé à tout le monde (nos dernières éditions du 16 juillet). « Qu'avait-on besoin, a-t-il demandé, d'organiser une manifestation universitaire ? Critiquant implicitement le gouvernement précédent, M. Itzhak Rabin, mais aussi les autorités militaires qui étaient chargées de veiller au bon déroulement du scrutin à l'université d'Al-Najah, l'ancien général et maintenant contrôleur des vérifications d'usage n'ont pas été organisés à l'entrée du campus. Bref, M. Rabin a « regretté » les circonstances de l'épreuve de force en cours et a annoncé son intention de faire pour la journée de jeudi.

Sur le terrain, les Israéliens retranchés - mille cinq cents, selon les Palestiniens - refusaient, toujours, jeudi matin, de quitter les lieux, aussi longtemps que les forces israéliennes ne renonceraient pas à leur intention de procéder, à la sortie, à certaines fouilles et à des contrôles d'identité. « Nous savons, affirmait mercredi le général Danny Rothchild, commandant du Danneq pour les territoires, qu'un grand nombre de personnes recherchées et, pour certaines, armées, sont sur le campus ». En clair, pas question de lever les yeux sur leur présence.

Officiellement, les Palestiniens de l'Université affirment qu'il n'y a aucune présence armée sur le campus. Certains sources sont moins catégoriques et insistent sur le fait que les militants du Fath de M. Yasser Arafat, dont les sympathisants ont vaincu ceux du mouvement Hamas et remporté les onze sièges de l'université - étaient « peu-être » entrés sur le campus pour « veiller au bon déroulement du scrutin ». Selon une source militaire bien placée, le nombre de militants en armes approcherait « la vingtaine, dont au moins deux Palestiniens noirs ». Plus ou moins lié au Fath, ce groupe a été récemment responsable d'un grand nombre d'attaques de Palestiniens suspects de collaboration avec l'occupant.

En attendant que les bureaux du Croissant-Rouge de la ville, à 200 mètres de l'université, des personnalités palestiniennes, parmi lesquelles M. Fayçal Hussein, principal dirigeant des territoires occupés, tentent jeudi matin de régler le problème par la négociation.

PATRICE CLAUDE

mensuel
PASSAGES
MITTERRAND PEUT-IL DURER ?
ou le désamour d'un Président
Avec Daniel Cohn-Bendit, Michele Cora, Henri Emmanuelli, Fernand Olivier, Guy Berger, Jeanne Jaffré, Dominique Janet, René Remond, Alain Tournier et Odan Valler.
vente 10 F

Le mensuel
Ville Lumière
les banlieues de l'ombre
RACISME DAN... POLIC
le guitariste
des Négresses Vertes
accuse
vente en kiosque 10 F

A la suite de la protestation de l'abbé Pierre

Le gouvernement va réquisitionner deux immeubles inoccupés à Paris

Pour loger des sans-abri, le gouvernement a décidé de réquisitionner deux immeubles inoccupés à Paris. M. Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée au logement, l'a annoncé, mercredi 15 juillet dans un communiqué, en rappelant que le logement est « l'objet de la loi votée en 1990, visant la mise en œuvre du droit au logement, en particulier pour les personnes en difficulté ».

Cette loi permet, en effet, aux préfets, de réquisitionner, en cas d'urgence et sous certaines conditions, des logements vides, « dans le respect du droit de propriété ». C'est ce qui a été fait, a précisé un porte-parole du ministère, « pour deux hôtels situés à Paris fermés à la suite d'une procé-

dure de sanction administrative ». La réquisition interviendrait au cours des prochains jours. Elle devrait permettre de donner un toit, provisoirement tout au moins, à quelques-unes des trois familles qui campent, depuis cinquante-six jours, devant l'esplanade de Vincennes. L'un des propos de la situation de ces mille six cents personnes que l'abbé Pierre, élevé le 14 juillet à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur, avait déclaré qu'il « consent de porter l'insigne » de la distinction tant que « les plus souffrants » des sans-logis n'auront pas d'abri (le Monde du 16 juillet). « Le gouvernement » entend l'appel de l'abbé Pierre », a affirmé M. Lienemann.

En cinquante-six jours, les familles n'ont pas manqué. L'évêque de la Mission de Paris a écrit à M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur, et à M. Bernard Kouchner, ministre de l'Aide humanitaire. M. Marie-Noëlle Lienemann, ministre du logement, a été interpellée. Jacques Higelin et Nicole Croisille ont chanté aux côtés du camp.

Aide alimentaire et Coran

M. Alain Krivine s'est indigné d'une « situation impensable » : un vingtième siècle où un homme qui se dit de gauche. On a manifesté devant le Palais-Bourbon, dans les rues de Paris. Le maire de Paris, M. Jean Tiberi, (RPR), premier adjoint au maire : « Les familles de Vincennes ne seront pas logées prioritairement. Ce serait scandaleux à l'égard des milliers de gens qui, dans la capitale, n'ont pas de logement ».

L'aventure du camp de Vincennes marque un tournant dans l'histoire du squat parisien. Cette fois, des militants africains prennent en charge sous la direction d'un homme à la forte personnalité, M. Michel Brannstein, président du conseil des Malien de France. Pour lui, l'abbé Pierre de Vincennes doit permettre à ses compatriotes de trouver un logement. La commune de Vincennes a 50 d'entre elles ont

été évacuées. Si certains disposent d'un revenu mensuel supérieur à 10 000 francs, d'autres perçoivent moins de 4 000 francs par mois.

En cinquante-six jours, les familles n'ont pas manqué. L'évêque de la Mission de Paris a écrit à M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur, et à M. Bernard Kouchner, ministre de l'Aide humanitaire. M. Marie-Noëlle Lienemann, ministre du logement, a été interpellée. Jacques Higelin et Nicole Croisille ont chanté aux côtés du camp.

M. Alain Krivine s'est indigné d'une « situation impensable » : un vingtième siècle où un homme qui se dit de gauche. On a manifesté devant le Palais-Bourbon, dans les rues de Paris. Le maire de Paris, M. Jean Tiberi, (RPR), premier adjoint au maire : « Les familles de Vincennes ne seront pas logées prioritairement. Ce serait scandaleux à l'égard des milliers de gens qui, dans la capitale, n'ont pas de logement ».

JEAN PERRIN

M. Michel Brannstein nouveau directeur des personnels enseignants

M. Michel Brannstein, directeur technique au cabinet de M. Jack Lang, a été nommé, mercredi 15 juillet, directeur des personnels enseignants des lycées et collèges (DPE). Il remplace à ce poste M. Pierre Dasté.

[Né le 31 janvier 1938, M. Michel Brannstein est professeur agrégé d'histoire et de géographie, ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA), M. Brannstein est chef de bureau des études et prévisions à la direction des personnels enseignants (DPE) au ministère de l'Éducation nationale en 1981. En 1984, puis comme secrétaire général de l'Association d'Aix-Marseille. En 1988, il entre au cabinet de M. Lionel Jospin, puis de M. Jack Lang, où il est chargé des personnels de l'éducation.]

SOMMAIRE

DÉBATS

La rafle du Vel d'Hiv' : « Conscience et mémoire », par Jean Dujardin ; Europe : « L'union monétaire face à ses défis », par Charles Bean, Daniel Cohen, Francesco Giavazzi, Alberto Giovannini, Jürgen von Hagen, Daniel Neven, Anne Vives et Christian Wyplosz... 2

ÉTRANGER

Les relations de l'Union entre les communautés boïques et les États-Unis : l'investiture officielle de M. Bill Clinton s'est déroulée à la Maison-Blanche... 3
Algérie : douze ans de réclusion pour les dirigeants du FIS. M. Abdelkader Boucheb... 5
Afrique du Sud : le président De Klerk annonce la dissolution d'unités spéciales des forces de sécurité... 5
La Chine : M. Rocard en Chine... 5

POLITIQUE

Les causes de la corruption : un entretien avec M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances... 6
Le conseil directeur du PS... 6

SOCIÉTÉ

Les procès des responsables de la « guerre sanginaire » au tribunal de Paris... 8
La commémoration de la rafle du Vel d'Hiv'... 9
La Tour de France cycliste... 9

CULTURE

Le Festival d'Avignon : les spectacles d'Orphée, de Jodel Nadi... 10
La grève intermittente du spectacle... 10
Cinéma : Batman, de Tim Burton... 11

ÉCONOMIE

L'Agence nationale de l'énergie préconise de freiner l'expansion des transports routiers... 13
Le réformisme des transports : les prévisions ont été signées d'un grand nombre de ports... 13
La Commission européenne enquête sur les dérives des entreprises de la chimie... 13
L'entrée de la BNP dans l'air France est approuvée par le conseil d'administration de la Cour des comptes... 16

LE MONDE DES LIVRES

Les cinquante ans de l'étranger : lettres italiennes : le Myrte et la Rose, d'Anne-Marie de l'homme de Sergueï et le peintre André François « Rencontre imaginaire » avec Schopenhauer et l'histoire, par Jean-Pierre Laroche... 14
« Au pays des perdons » : il y a des perdons, par Michel de Certeau... 21 à 28

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 18
Carnet... 18
Loto... 19
Marchés financiers... 16 et 17
Météorologie... 19
Mots croisés... 19
Radio-télévision... 19
Spectacles... 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro comporte un guide des films des films... 14

Le numéro du « Monde » du 15 juillet 1992 a été tiré à 477 108 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sans Visa » : le roman de la Loire

Un entretien avec le spécialiste des Balkans Bernard Pierre. Après la Nî, la Danube, la Gange, la Loire pour trois ans. Également au sommaire : Préhistoire, les hommes de Tautavel, Loch Fyne, chez les Bretons.

EUROPÉENS AVANT L'HEURE

Les « Coréens » du marché unique

ALVEIRO (PORTUGAL)

de notre envoyée spéciale

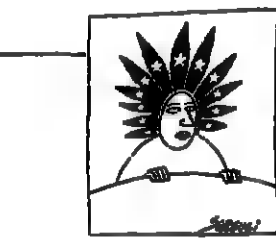
« Nous sommes les Japonais du marché unique », dit pour notre compte, annonce avec dégoût Siroco, trente-huit ans, directeur du marketing chez Siroco à Alveiro. Cette petite entreprise high tech gère la toute dernière des entreprises de l'Atlantique. Alveiro, port de pêche aux belles céramiques d'un bleu passé, ignore l'existence du chômage. Les hommes vrombissent dans les cohortes de Ferrari et passent par un miroir-maison à demeure. Roulant en Clio, João qui « n'aime pas le patron » est un bûcheur mettant la main à la pâte. « Souvent, on passe à la vitesse supérieure », il prépare une joint-venture avec une PME française.

« Préférence du cœur. » Né au Portugal, émigré des douze ans à Poissy avec son père embauché chez un arboriculteur, l'enfant apprend le français au cours élémentaire. Sur le visage fin de João effleure le souvenir du gamin humilié qu'il était, seul grand parmi les autres. Apprenti chez l'arboriculteur, il passe un CAP de tourneur, le BEP de la

ME. Par un fil rayonnant de la vie, le jeune homme ne quitte pas le Portugal : Renault embauche pour monter une RS. C'est ici, le diplôme compte davantage. Dans cette école, on apprend à devenir ingénieur. Entre-temps, chez Renault, il s'est fait avec Carlos Roca, qui a été directeur de l'usine Renault de Portugal et a été un des premiers CEE. C'est maintenant à l'usine Renault de Portugal qu'il a été embauché par la grosse firme. En fait, les mangées par des PME ont plus de chance que le ventre.

« La moitié de la Liberté »

Siroco est à la vitesse de + 30 % l'an depuis 1989, mais même vingt jeunes ingénieurs supérieurs ne valent pas quatre mille francs par mois. Elle expose à Hanovre, elle n'exporte que 1 % de sa production. Les trois quarts de ses commandes proviennent de la multinationale voisine « qui, elle, exporte ». Siroco est pour les clients de la Philips, qui met



au point des tests sophistiqués ; et pour Renault, elle a des logiciels en collaboration avec l'Université d'Alveiro. Siroco est une entreprise à rôle d'excitant sur le marché ?

Enfin, c'est la qualité d'exécution, les tarifs gratuits et les services offerts pour les clients étrangers. En ce moment, les Volkswagen s'implantent. Ils rappellent à l'attention les habitudes sous-traitants espagnols. « Ce dumping trop agressif ne fait plus peur », sourit Lopez qui a été un des premiers sur l'avenue de la Liberté, les Champs-Élysées de la capitale, de nombreux immeubles appartiennent à des banques, compagnies d'assurances ou constructeurs espagnols. « A Lisbonne, on a vu le même rôle de la Liberté ».

De Lisbonne à Porto défilent vignes et champs hérissés de panneaux géants à la gloire de l'aide communautaire. Vus de Bruxelles, les Portugais mettent les bouchées doubles. Ce sont les Champs de l'Europe ».

DANIELLE ROUARD

Le prince

La part obscure

1500

سلافة العرب

Le Monde ■ Vendredi 17 juillet 1982 ■ 21

Le Monde DES LIVRES

Le prince, le faucon et la conteuse

Comment une vieille dame sicilienne se fit passer pour un auteur arabe pour raconter l'amour fou du prince Hamid El Ghazi pour un jeune esclave

LE MYSTE ET LA ROSE

(Il Myra e la Rosa)

d'Annie Messina

Traduit de l'italien

par Jocelyne Saphord

et René Marz

éd. Mouton Remy, 192 p., 119 F.

Certes, il y a eu avant elle Marguerite Yourcenar et la passion d'Hadrien et Antiochus. L'Anglaise Mary Renault a également consacré la quasi-totalité de son œuvre aux masculins passionnés de l'Antiquité. Et la Japonaise Mari Mori ne pouvait concevoir d'autres héros de roman que beaux garçons qui s'aiment. Mais on a lieu de s'étonner que, pour ses débuts tardifs, une vieille dame sicilienne ait choisi de raconter l'amour fou du prince Hamid El Ghazi pour un jeune esclave.

Annie Messina craignait peut-être elle-même une clameur dont elle ne voulait pas. Elle préféra le mystère et l'anonymat. Elle décida donc de se faire passer pour un auteur arabe, Gamila Ghali. *Le Myra et la Rosa* parut sous ce pseudonyme, avec le patronyme prestigieux de Leonardo Sciascia, qui garda le secret. Après les refus unanimes des éditeurs italiens, elle avait, en effet, proposé, sans y croire, son manuscrit à l'écrivain sicilien, avec lequel elle était entrée en contact pour la publication d'inédits de sa tante, la célèbre romancière Maria Messina (1).

Pour ne pas user d'un « passe-droit » lial, elle se dissimula sous l'identité d'une amie égyptienne imaginaire. La mystification fonctionna si bien que le public italien crut même qu'il s'agissait d'un classique de la littérature arabe. Et pourquoi pas d'un nouveau chapitre du *Délire des cœurs* ?

Mais l'on ne décourage pas si facilement les paparazzi. Le subterfuge fut dénoncé et la vérité devint dévolée. Elle avait soixante-douze ans, elle en a dix de plus maintenant que paraît la traduction française. Il s'agit en réalité d'une jeune débutante. Elle avait écrit ses premiers romans sous son vrai nom en 1938 avec un roman, *Le Voyage de noces de Hamid El Ghazi*, qui fut suivi des *Chroniques du Nil* et du *Palme magique* (2).

Puis le silence ou, plutôt, un travail silencieux mais obscur de traduction. Et vient l'été 1981. Elle écrit en quinze jours ce petit chef-d'œuvre non identifié. Un prince va chez un marchand d'esclaves et y trouve un adolescent ravissant qu'il s'apprête à castrer. Un lien immédiat s'établit entre eux, plus magique et rituel qu'érotique. Le prince trouve une longue écharpe sur la joue du jeune homme, comme pour y imprimer sa marque et ordonner son attachement. Il ne comprendrait jamais le mystère. La romancière l'écrit plus loin, « le vaincu n'était pas le vainqueur mais celui qui inflige la défaite ».



Annie Messina publie trois livres avant de se taire longtemps et de réapparaître, en 1981, sous le pseudonyme de Gamila Ghali.

Annie Messina connaît probablement la phrase de Wilde : « Yet, each man kills the thing he loves ». Pourtant, tout homme est l'objet de son amour. Elle en donne une version moins triviale et plus allégorique en comparant le jeune esclave à un faucon : « Si nous esquissons un geste, nous savons qu'un faucon d'élite l'emportera bien loin. Et notre seule façon de le posséder est de le tuer ». Son roman est une longue variation sur ce thème, présenté comme une fable. Et son mystère tient sans doute à ce parti pris littéraire et poétique, qui n'exclut pourtant pas, par instants, une certaine précision.

Annie Messina est sicilienne - la parenté de la Sicile et des Lumières n'est plus à prouver, et la Sicile ne nous aurait pas

contredit ! On retrouve donc, naturellement, dans cette petite merveille, tour à tour le ton abstrait et conceptuel des *Chroniques* et la fantaisie provocatrice des *Chroniques* malicieuses. Nulle grivoiserie pourtant. Pour écarquiller l'équivoque, la romancière met en scène un véritable pervers sadien qui, enchaînant ses amants aux colonnes de son lit, jouit à son tour d'une agonie amoureuse prolongée.

A la manière des convives du Banquet ou des « débauchés » de la Philosophie dans le boudoir, il propose cette explication de sa jouissance : « L'infirmité naturelle de la femme la pousse à se rapprocher du mâle. C'est un plaisir bien plus ardent que d'abandonner celui qui devrait être son égal. L'auteur, inutile de le préciser, ne partage pas cette

opinion. Ce qui anime ses héros est un idéalisme délicieux mais morbide : l'union ne s'atteint que dans la possession physique, qui implique « offense suprême », « humiliation », « gestes obscènes », mais la passion, Hamid, en effet, n'est tenté qu'une fois de se rapprocher de l'amour qui l'attire vers Shahrin le faucon. Selon la romancière, selon les protagonistes eux-mêmes, c'est un moment d'égarement qui rendait justice à l'absolu de l'amour.

Cette curieuse façon de plaider pour l'absolu, Annie Messina, qui fut, à la sortie du livre, harcelée d'interviews, n'explique pas, interrogée sur sa dernière lecture, elle dit qu'elle vient de pleurer en relisant la mort d'Hector dans l'*Iliade* (3). Tout ce qu'elle rappelle-elle qu'elle n'était tombée qu'une fois à trente-neuf ans ; que cela avait dix ans ; que cela s'était mal terminé ; qu'elle ne s'était jamais mariée.

Quant au décor arabe, deux raisons peuvent être avancées. La première est biographique : Annie Messina, fille d'un consul général à Alexandrie, a longtemps vécu en Égypte, où elle a fait des études de beaux-arts. La seconde est géographique. La civilisation arabo-islamique est née par les croisades des Mille et Une Nuits. Les croisades et la mythologie carolingienne ont donné, paradoxalement, du monde arabe une image noble, selon le principe chevaleresque que la victoire est d'autant plus glorieuse que l'ennemi est grand. L'œuvre de Sciascia (4) est pour témoigner de l'étonnante synthèse que la Sicile a opérée sur les apports des cultures grecque, arabe et normande.

Le roman suivant qu'Annie Messina a publié sur la Sicile est ce succès, *Deuxième volume d'une trilogie islamique*, confirme son talent remarquable, sa connaissance profonde de la civilisation arabo-islamique et il faut bien le dire, le caractère obsessionnel de sa conception singulière de l'amour. Dans le *Palme de Rusaifa* (5), une même fascination réunit un émir et un jeune esclave qui ont passé aussi épiquement que le faucon de son court récit.

Les femmes y reviennent toutefois plus présentes. La parfaite clarté et la hauteur de son langage maintiennent en admiration les deux ouvrages une sorte d'ingénuité délicate de la narration, qui rappelle le dépouillement et la nervosité du *Roland furieux*, à moins que ce soit tout bonnement ce qu'on appelle la noblesse sicilienne.

René de Ceccatty

Lire également page 27 nos articles sur Cristina Campo, Sciascia et Bontempelli.

- (1) Publiée par Actes Sud.
- (2) *Le Voyage de noces de Hamid El Ghazi*.
- (3) *Il Giornale* de Sicile, 26 octobre 1981.
- (4) *Il Romanzi* Les Contes Sarrasins, Denoël.
- (5) Mondadori, 1980.

André François je présume ?

Sergueï Ilitch, hommage au peintre et illustrateur André François. Le *Le Monde* prend la plume pour évoquer celui qu'il considère comme un maître.

Page 22

Rencontre imaginaire avec Schopenhauer

Cet été, « Le Monde » des livres a part à la rencontre d'auteurs disparus : Paul Valéry, Virginia Woolf, Paul-Jean Toullet, Roland Jaccard inaugurent la série avec Schopenhauer. Le voici en 1819, à l'hôtel d'Angleterre de Francfort, où le philosophe allemand reçoit ses disciples.

Page 22

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux

Au pays des pardons

Pour Michel Lagrée, ce n'est pas l'évolution « moderne » des mentalités contemporaines qui a démembré l'empire religieux du Breton, mais la foi dominante qui a contribué à limiter la région sur la route d'un changement révolutionnaire dans les effets furent irrépressibles.

Page 25

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

L'enfance de la littérature

Édition pour la jeunesse, édition pour les plus grands... Voici deux livres pour les vacances. Un livre pour la jeunesse publié chez Phébus : *Par le feu*, de Henryk Sienkiewicz, le Testamur, de Marc Soriano, un recueil de réflexions sur la mort, dans une introduction pour les adultes.

Page 22

La part obscure de « l'Etranger »

Le roman de Camus a cinquante ans. Il s'est vendu à 6 millions d'exemplaires. Genèse d'un livre qui fascine chaque année 200 000 nouveaux lecteurs

A lire les *Carnets* de Camus, on se dit qu'il a dû mettre plusieurs années à écrire *l'Etranger* : les premières pages qui paraissent s'y rapportent datent de 1937. Elles se multiplient, on précise en 1938, c'est à l'auteur de cette année qu'apparaissent, textuels, les célèbres premiers mots du livre : « Aujourd'hui, maman est morte ». En fait, il ne s'agit là que d'esquisses solides, dont Camus ne sait pas s'il ne s'agit que d'esquisses. Il vient d'abandonner un roman complètement achevé, le *Mariage*.

Pour qu'il se lance dans une nouvelle œuvre de fiction, il faut un double déclic : formellement, la découverte de la technique américaine (non pas Hemingway, mais plutôt James M. Cain) ; psychologiquement, la crise morale provoquée par la guerre à l'exil à Paris où, grâce à Pascal Pia, il est engagé comme journaliste à *France-Soir*.

Quand il s'embarque, le 17 mars 1940, il a très probable-

ment dans son bagage le manuscrit du premier chapitre. La version définitive est rédigée en un mois et demi, dans une maison d'été à Mersault, où il a sa future femme, Francine Faure, dans la nuit du 30 avril au 1er mai, immédiatement après avoir achevé son roman ; l'œuvre est faite « d'un effort », « sous la dictée », comme elle avait été déjà « tracée » en lui.

Il a vu, donc, avec la laborieuse gestation de *la Peste*. L'écrivain, d'ailleurs, le premier surpris du résultat : il ne sait pas si le livre est « beau », il ne sait même pas s'il est content. D'un côté, la certitude d'avoir fait quelque chose de bien ; de l'autre, le sentiment que ce qu'il a fait lui échappe, que lui-même n'en connaît ni la valeur ni le sens.

Le manuscrit, bouclé le 1er mai, est révisé une première fois au cours de l'été, puis une deuxième au début de 1941, quand Camus rentre à Oran. Au total, les corrections sont mineures : la

version du manuscrit est réécrite, le personnage de l'émoussé développe, le Mersault (nom du héros de la *Mort heureuse*) devient Mersault.

Les « trois Absurdes »

Parallèlement à *l'Etranger*, Camus a travaillé à un essai philosophique, *Le Mythe de Sisyphe*, qui est achevé le 21 février 1941. Il s'agit d'une pièce, *Caligula*, dont la première version en quatre actes est également prête à cette date. Ce sont, comme il dit, ses « trois Absurdes ». Il aimerait bien les publier simultanément. Mais un peu fou à une époque où le papier manque et où les éditeurs ne sont pas portés à faire preuve d'une grande confiance.

Le premier sollicité, Edmond Charlot, à Alger (qui a déjà publié *l'Envers* et *l'Endroit* de Noces) se dérobe. Il conseille à Camus de viser plus haut. Plus haut, c'est Paris, où Grenier, l'ancien professeur de l'ami, dis-

pose de relations qui pourraient servir.

En mars 1941, Camus lui envoie *l'Etranger* et *Caligula*. Grenier trouve le roman « très réussi », bien qu'il soit gêné par l'influence de Kafka. Il se penche devant la pièce, un peu trop romantique à son goût, mais que donnerait-elle à la scène ? Camus, visiblement agacé, répond par les deux points, à Grenier lui suggère de tenter sa chance auprès de Gallimard.

Entre Oran et Paris, la communication n'est pas facile : la France de 1941 est encore coupée en deux. Les manuscrits de Camus, complétés bientôt par celui du *Mythe*, transitent par la zone libre, où Pascal Pia et Malraux les prennent en charge, avant d'arriver dans le bureau de Jean Paulhan. L'avis du comité de lecture sur le roman est unanimement favorable.

Bernard Pingand
Lire la suite page 24

ALEXANDRE VIALATTE

SALOMÉ

ROMAN

INÉDIT

LES BELLES LETTRES

288 p. 120 F

Salomé est un livre mythologique

Michel Déon. Le Livre de Poésie

« Une étonnante parabole parvenue. Quelle puissance ! Quelle sublimation ! » Jacques Dubouché, *l'Evenement du Jeu*

« Une œuvre unique, magnifique toutes les saveurs des Fruits du Cerveau » Gabrielle Rolin, *l'Esprit*

LES BELLES LETTRES

LE MONDE DES LIVRES
HOMMAGE

André François, je présume ?

Depuis plus de cinquante ans, André François ne cesse de nous surprendre par son technique, son art de restituer des rêves (ou des cauchemars) l'espace d'une image. Si, lors d'une apocalypse culturelle, toute forme de langage écrit venait à disparaître et que seuls les dessins y survivent, les archéologues de l'époque pencheraient reconnaissants sur l'œuvre de François, réapprenant aux hommes la richesse infinie du langage visuel. On se tairait, peut-être, pour écouter la mélodie de ses sublimes hiéroglyphes. Le maître dans son atelier équivaut à trouver l'artiste dans la nuit qu'il lui-même plantée. Son œuvre n'a plus d'importance. Faisons fi du respect que l'on doit à la renommée et étonnons-nous cet homme qui n'a rien d'un homme.

par Sergueï

Curieux destin que celui des papillons. À peine brisée leur chrysalide, et c'est déjà l'œil, le fardeau de la perfection, l'urgence de dire, la nuit. Beaucoup d'entre eux partent ici et là prodiguer inutilement le mystère de la création, d'autres finiront leur course au fin fond de l'ombre des musées avant de fermer à jamais les deux enluminures qui leur servent d'ailes. Un seul parmi eux s'élève, s'élève, s'élève à travers les mailles du filet, narguera les épingles des collectionneurs, réussira à se poser sur un dessin d'André François.

De même, les vaines libellules crucifient ses pastels, les escargots rampent sur l'aquarelle qu'ils ont choisie comme dernière demeure, les galets roulent jusqu'à la rondeur idéale pour contribuer à l'œuvre, aussi cette hirondelle qui a osé se cacher dans l'atelier de Grisy-les-Plâtres pour mendier le pain de l'artiste. En vain. Selon François, toutes les viles ne sont pas bonnes à prendre. Le soleil aussi, qui pourrait rentrer dans la poche, ne peut que se perdre dans l'immense verrière. Il fait discret, discret dans un temple. Ou plutôt, discret dans une forêt de sculptures en bois.

La folie d'un grand arbre bleu abritant des « oïshommes » mauves ne laisse pas de place aux vraies hirondelles. Tout près, André François a déshabillé un tronc pour découvrir une paire de jambes idéales aux pieds desquelles de vraies fleurs poussent d'un parfum dessiné. Plus loin, une tête rugueuse accidentée se retourne, mauvaise grâce pour dévoiler une face cachée : un ventre féminin satiné, désirable. Attention ! Un regard sévère nous interpelle d'en haut. Est-ce celui de Dieu lui-même dans le miroir triangulaire qui niche dans les cuisses généreuses de la femme absoute, ou plutôt celui de son voisin, le démoniaque, mi-gothique mi-africain qui, de son index préemptoire, nous somme de nous lever. « Superstition oblige », dit la voix grave du maître. Je l'ai conçu pour qu'il ne protège de l'horreur. Au-dessus de nos têtes plane un avion pour chasser les ténés, inoffensifs. Son pilote a une queue pantoufle arborée, des cornes dissuasives. À force de le regarder, on y croit, bel et bien perdu.

« L'heure brune approche », décrie la voix grave, mais ce n'est qu'une remarque. Une poussière d'or tombe de l'atelier, le silence s'épaissit. De ses yeux, sans barreaux que les innombrables et énormes tableaux, la faune peut enfin sortir. Le maître n'a besoin de tendre des pièges. Les créatures de son plein gré, l'Arche de François pour trouver leur salut. Le maître connaît trop bien l'art de l'alchimie pour les rendre.

N'est-il pas le premier à avoir greffé des œufs, des horloges, des planètes, sur les épaules de ses personnages qu'aucun rejet ne soit constaté ? N'est-il pas le premier à avoir sauvé de l'anonymat les hydres, les faunes, les sirènes et les autres dont la grâce éveilla la jalousie des demi-dieux ? Les musées de François sont heureux de l'être, et leurs collections réussies sont des bienfaits du métissage, une célébration. Dans le tableau des *Chinoiserie génétiques*, une femme à l'anatomie délicieusement torturée dort sur un lit de rouge violent. Son rêve ? des gravures intégrées à la toile, représentant de vrais freaks : les caprices de la nature, pillant à côté des êtres engendrés par François.

Ouvrir des horizons

D'autres après lui ont tenté vainement de mêmes expériences, ramassant dans un sillage les miettes de son travail, brandissant triomphalement la poésie encaillée des années 90. Le vieux maître est déjà loin devant, battant des ailes, cultivant des nouvelles idées, offrant le cadeau de sa trace. Les frontières ? « Connais pas », François apporte à l'art plastique ce que le jazz fait à la musique : ouvrir des horizons, l'air est rien.

Il suffit de jouer, de se brancher en branche, de sortir du cadre, de butiner dans les neotars : les livres d'humour, les romans pour enfants, les illustrations, les affiches, les décors et costumes de théâtre, la peinture, la sculpture... Tout d'un premier jet, d'un trait qu'on reconnaît à

des lieux. L'empreinte de François, que ce soit la force du crayon, de la plume ou du pinceau, quel que soit le médium, l'explorateur s'aventure, demeure toujours la sienne, planant sur les modes. Ainsi nous délivra-t-il une armée de papillons incassables, s'éparpillant dans le monde où l'on aime tant confiner les images.

Oubliions les chronologies. Le temps, l'image des innombrables cadres qui flottent dans son œuvre, s'égare chez François. C'est vrai : l'homme à l'âge d'autres, après avoir bien rempli le contrat qui assure la postérité, s'occupe d'entretenir un sage jardin dans l'arrière-cour. Lui, en revanche, nous démontre en ce moment que le temps est en fleurs, s'épanouissant sans cesse. Diptyques, triptyques, polyptyques, sculptures, immenses fresques, cathédrales hérétiques s'érigent dans les clairières des bois français.

De nombreux artistes boivent

à la source d'un dieu que leur ivresse inventera. Le vieux maître troque, le temps d'une pirouette, son tricorné d'alchimiste pour la toque de l'apprenti sorcier et nous surprend par sa jeunesse, sa provocation, par le pied de nez irrésistible à ceux qui, en sacrilège, trop tôt son œuvre antérieure, oublient que c'est ici et maintenant que l'œuvre édit dans toute sa plénitude.

Son appétit visuel est plus vorace que jamais. Ses œuvres ne se contentent pas de vivre dans un cadre, il leur leur offre encore du terrain, et une nouvelle toile, plus grande, leur sert de fond. Soudain, l'envie lui prend d'en faire une autre encore plus vaste pour déborder le cadre. Mais cela ne suffit pas. Encore une. « Soyons raisonnables, je m'arrête là ! » S'il s'écroulait pas, il construirait un univers à l'échelle réelle, une énorme toile (d'araignée) qui prendrait l'autre univers, celui dans lequel nous croyons vivre. Mais (avis aux avarés minima-

listes) qu'est-ce qu'une toile vierge pour François, sinon l'occasion de plonger, de barboter, de jubiler comme un enfant qui veut tout donner à l'adulte, à l'adulte d'une histoire que les « grandes personnes » n'ont jamais entendue ?

« Je n'aime pas les maritimes, puisqu'elles sont déjà faites. » C'est des plaines que François aime pour lancer son imagination au galop, faire la guerre à l'encre avec son crayon d'outils. Pas de limites non plus pour les matières. Tout support est digne de son art de créer. D'un coup de pinceau magique, il anoblit le plus disgracieux des déchets. Sa main fait l'œuvre là où elle se pose.

Voici un débris de mur de navire qui échoue dans l'atelier et qui, grâce à François, est devenu mer, de la même couleur que celle qui le condamna autrefois à l'oubli. Une vieille boîte à bonbons avait longtemps rêvé de devenir bateau : c'est chez François que son vœu s'exauça. Des millions de

vieux téléphones réussissent, sur une composition liturgique, à communiquer des esprits clandestins. Les coquilles de moules ont aussi une âme, et une bouche pour le crier, tout comme les orphelines, les simples cœurs. Poubelle merveilleuse qu'une toile de François, où convergent les objets bannis pour trouver le paradis, la promesse d'un prophète.

La poussière d'or tombée, et l'atelier plonge dans une pénombre. « C'est l'heure des nymphes ». Et là, dans le désordre derrière les bois, pour espionner le cortège. Un doux mystère voile les femmes de François. Fruits interdits, toujours au bord de la morsure. Son pinceau ne dépasse jamais trop vite les limites de la page effleurant les touches, qui déclenchent le plaisir d'un page blanche comme un d'amour, jusqu'au soupçon d'un page blanche.

C'est alors qu'il bascule. Ce n'est pas un feu qu'il brûle, mais la façon. Il se laisse aller jusqu'à ses derniers retranchements, là, coincée entre le pinceau et la toile, elle aussi obéit au chatouillement de la petite brosse, se tord de rire et se voit dans les pupilles du sorcier pour se découvrir nue comme le péché.

« C'est l'heure... du thé »

Une fois la nuit tombée, l'Arrache-Cœur, il se laisse aller à explorer son propre enfer, à braver les papillons ne se laissant guère, plongeant Dieu et le diable dans une même arène, et que le meilleur (ou le pire) gagne. Profitons qu'ils occupent à combattre pour délivrer les *Limaces bleues* de ses entrailles. Dépêchons-nous d'extraire les *Pranhas* si jolies des oreilles des cyclopes, les *Verres* frémissants des *Sous-Cubes* et les *In-Cubes* sur des draps jusqu'à la gorge et ordonnés. L'œuvre de François de prendre les *Limaces* de l'âge d'or dans leur cage et prolonger l'orgasme de l'œuvre et que touche le soleil carmin ne se couche. Même si, on le sait bien, celui-là ne se couchera jamais.

Une voix de femme nous réveille. « C'est l'heure... du thé. » En sortant de l'atelier, on découvre qu'il fait jour encore. Un soleil trop vrai, presque aveuglant, qui le mérite bien de faire la lumière sur Marguerite, la rayonnante épouse anglaise avec qui François fonda un royaume fertile vingt-cinq ans. Il ne faut pas maladroït du soupçonner dans leurs regards complices l'un des secrets de la jeunesse du peintre.

Une vie d'artiste

André François est né en 1915, à Timisoara en Roumanie. Son enfance fut bercée par les hivers torrides et les hivers glacés, les fascinants jeux d'ombres du soleil en plein air et l'évocation d'un monde gigantesque qui, racontait-on, à l'âge de quatorze ans s'effondra sous un cirque.

Ce fut une affiche de *Chaplin* qui éveilla sa passion, jusque-là latente, pour le dessin. Il s'adonna à elle lorsque, comme son père mythique, il décida de partir. Sa famille lui confia qu'un séjour à Budapest dans le célèbre École des beaux-arts, était le système le plus sûr et le plus sûr pour le décevoir. Ce n'était pas parce que, dans les années plus tard, à Paris, *Chaplin* accepta de le prendre comme élève et l'encouragea dans la voie de l'humour.

Suivront les années Quartier latin et les années montparnassiennes avec la femme sous bras, à une époque où les artistes pour les graphiques étaient plutôt rares. Après la guerre, il publia ses premiers dessins humoristiques, il inaugura une



liar près du jardin du Luxembourg et, d'une escapade à Dieppe avec celle qui lui devint sa compagne pour toujours, il vit pour la première fois la mer. Après la guerre, lorsqu'André François s'installa son atelier à la campagne, son crayon fraie

progressivement un chemin personnel. C'est Jacques Prévert qui, au moment de leur collaboration pour *Lettre de Jacques Prévert*, stimule son approche anticonformiste de l'illustration. À force de construire son propre langage graphique, André François réussit à déjouer le piège de la gouleserie verbale qui caractérisait alors les publications anglaises comme *Life*, *Punch* ou *Time* d'embellir par son style.

En 1948, il fut la première illustration pour *Vogue* (France). À la même époque, Robert Delaire, lui publia *Les Larmes de crocodile*, premier livre illustré d'une longue série de livres pour enfants. Toujours pour Delaire il fut la première illustration pour *Citroën* (où pour la première fois n'apparaissait pas la voiture), les *Alphonses* de *Chaplin* (le film magique, de *Chaplin* Petit, et *Paul et le pacha*, de *Chaplin* Kelly), les couvertures pour le prestigieux *New Yorker* (sobriété à la fois) et l'illustration classique *Le roi*.

Pendant ce temps, persistait un projet : dans ce rythme frénétique de l'illustration pour la presse, la

théâtre et l'édition, la peinture, elle, demeurait une oasis inaccessible. En 1958 ses recueils de dessins connaissent un succès retentissant outre-Atlantique, ce qui lui ouvre les portes des États-Unis où des hebdomadaires comme *Look*, *Holiday* et *Fortune* n'hésitent pas à l'engager comme « dessinateur-reporter ».

Tout en faisant des voyages de rêve, il peut consacrer plus de temps à sa peinture, bien que l'urgence du journalisme l'empêche d'aller jusqu'au bout de ses intentions d'artiste.

Ce temps, cette liberté dont le peintre François avait besoin, il fallait bien la prendre un jour de force. En 1960, il décide de ses priorités et renonce, selon ses propres termes, au titre de « peintre du dimanche », pour consacrer à ses rêves la place qu'ils méritaient.

En 1966, le Palais de Tokyo organise une grande rétrospective de son œuvre (dessins, collages, peintures, sculptures). Sa vie au présent est celle de quelqu'un qui aime et sait l'exprimer. À sa famille. À nous. Une vie d'homme. Une vie d'artiste.

Bibliographie

- André François, textes de F. Matthey et A. François. Édition Herscher, Paris, 1986. Cet ouvrage a fourni une aide précieuse pour la documentation du présent dossier.
- *The Biting Eye of André François*, texte de Ronald Searle, Perpetua Books, Londres, 1986.
- *Bedside Book*, André Deutsch, Londres, 1952.
- *The Tattooed Sailor and Other Cartoons from France*, de Walt Kelly, Alfred A. Knopf, New-York, 1953.
- *The Half-Naked Knight*, Alfred Knopf, New-York, 1964.
- *Les Larmes de crocodile*, collection « Dix sur Dix », Robert Delaire, Paris, 1956.
- *Les Larmes de crocodile*, Paris, 1966.
- *You Are Ridiculous*, Pantheon Books, New-York, 1970.
- *The Egg-cercise Book*, Daily Bul, Bruxelles, 1980.
- *Roland*, Editions Circconflexe, Paris, 1992.
- Illustrations : André François a également illustré de nombreux livres dont Jacques Prévert, *Lettre de Jacques Prévert* (récentement republié dans les *Œuvres complètes de Jacques Prévert*, « Bibliothèque de la Pléiade », Gallimard), *Ubu roi* d'Alfred Jarry et *Si* de Raymond Queneau.

- Catalogues d'expositions : Musée Stedelijk d'Amsterdam (1967) ; Musée des Beaux-Arts (Paris, 1970) ; Art Institute (Chicago, 1975) ; Musée des Beaux-Arts (Bruxelles, 1976) ; Musée de la Poste (Paris, 1979) ; Palais de Tokyo (Paris, 1986) ; Musée de Dieppe (1989) ; Galerie Franka Berndt (1990).
- Revues : « André François, in The Arts Club of Chicago, 1975. » « André François » in *Création* n° 11, Tokyo, 1991. « André François » par F. Matthey et M. Wassikoff in *Signes* n° 7, été 1992 (disponible chez Mithra Editions, 20-28, rue du Transvaal, 11400 Paris. Tél. : 42-26-16-06).
- Où trouver des œuvres d'André François ?
- Galerie Franka Berndt, 4, rue Saint-Sabin, 75011 Paris. Tél. : 43-55-31-93. Représentant officiel pour André François.
- Collections publiques. Centre Georges-Pompidou et Musée des décoratifs, Paris. Musée de Grenoble, Musée de Pau, Musée de la Ville de Paris, Musée de la Ville de Paris, Musée d'art moderne, Bruxelles, Musée d'art moderne, Tokyo, Musée de l'Affiche, Toyama, Wilhelm-Busch, Hanovre, Christoph Merian Stiftung Museum für Gegenwartskunst, Bielefeld, Museum of Modern Art, New-York.

150

LE MONDE DES LIVRES

L'HISTOIRE
par Jean-Pierre Rioux



Au pays des pardons

RELIGION ET CULTURES
EN BRETAGNE (1850-1950)

de Michel Lagrée.
Fayard, 601 p., 180 F.

POUVOIR DUCAL
ET PRODUCTION ARTISTIQUE
EN BASSE-BRETAGNE
DE 1350 A 1575

de Christiane Prigent.
Préface de Jacques Le Goff.
Maisonneuve et Larose,
797 p., 720 F.

LA-BAS, c'est le finistère d'orgueil de l'Europe de Maastricht, le vieux pays des pardons, éclatant comme le fleur de gent et aussi compact que le *knägen amann*. Naguère, c'était la terre des prêtres et des saintes filles, une petite Pologne, l'indéfectible réservoir à marins et à fantassins en pantalon rouge, le socle hercynien aussi bien planté que le phare d'Eckmühl, aussi âpre et buriné qu'un Christ de chemin creux. La « modernisation », comme on dit depuis les années 60, a livré ce pays sans vraie défense, on le sait, à l'agro-alimentaire aléatoire et au tourisme amnésique. Il avait cru savoir emprunter à la civilisation moderne ce qu'elle avait de bon : il récolte aujourd'hui le doute ou l'amertume.

Aux « vacanciers » répandus donc à ce jour par les champs et les grèves de Bretagne, à tous ses indigènes, à tous les amis de ce pays qu'il ne faut pas laisser désespérer, un conseil : lisez au plus vite ces deux bonnes grosses thèses (à peu près 3 kilogrammes dans les bagages), érudites, éditées avec soin, qui disent sans nostalgie une fièvre menacée.

MICHEL LAGRÉE a bien saisi l'enjeu : pour mieux diagnostiquer la langue et tenter de lui porter le meilleur remède, il faut d'abord pleurer en celtique et d'évoquer l'Ankou, et peser une bonne fois la part de responsabilité des élites bretonnes dans l'affaiblissement d'une civilisation longtemps close et comme accablée sous la richesse de sa mémoire.

Historien du fait religieux, il renverse hardiment la problématique classique qu'ont affinée Gabriel Le Bras ou Emile Poulat : ce n'est pas, dit-il, l'évolution « moderne » des sociétés contemporaines qui a démembré l'empire de la religion en Bretagne, mais bien au contraire la foi localement dominante qui a largement contribué à lancer cette terre sur la voie d'un changement socioculturel dont les effets furent irrépressibles, et d'abord, dans un rapide retour du boom, sur les croyances elles-mêmes.

Pourtant, qu'elle était pleine et ronde, explique-t-il d'abord avec un mot affreux emprunté à Le Bras, la « charismatisme » bretonne ! Un catholicisme hégémonique avait pris ses aises, épousant tous les replis du sol depuis le

Moyen Age, pérorant et conquérant depuis la Contre-Réforme missionnaire du dix-septième siècle, arc-bouté au temps des troubles révolutionnaires. Vers 1850, et souvent jusqu'aux alentours de 1960, le troupeau fidèle de la religion « populaire » fut serré de près, à grands coups de pardons, de missions et de pèlerinages, dans une longue boule de bannières, de coiffes et de gilets brodés qui résistaient à tous les vents.

Les humbles dévotions aux saints et aux morts du cru étaient observées d'un œil ému par M. le recteur. Les frères et sœurs des congrégations veillaient à l'école, et la lutte contre le « péché scolaire » (entendez : maître ses enfants à la laïque) deviendra peu à peu la plus farouche obsession des clergés du cru. La Bretagne était en outre non seulement un socle de piété mais « une sorte de château d'eau » des vocations sacerdotales, qui ruisselaient jusqu'aux tréfonds évangélistes de l'empire colonial.

Bien sûr, des différences étaient déjà marquées, entre pays gallo et bretonnant, entre zones « blanches », « bleues » ou déjà « rouges », entre campagnes sages et villes troublées par l'industrialisation. Mais les « œuvres » avaient sans arrêt forgé de nouvelles vaillances prosélytes qui n'avaient pas oublié les recommandations du concile de Trente, depuis les mille zouaves pontificaux partis de Bretagne pour soutenir l'Etat du Saint-Père entre 1860 à 1870, jusqu'aux militants de l'Action catholique qui paradaient en tous lieux et dans tous milieux un demi-siècle plus tard. L'ultramontanisme le plus vivace, par une ruse historique assez plaisante, avait conforté à répétition le patriotisme dévot du clocher breton.

Cette foi si orchestrée avait fini par remplir et régler toute la vie. Par la lecture de ses douces sécurités. Au point qu'il est permis de se demander si « l'Eglise catholique n'a pas joué, en Bretagne,

quelque part entre 1880 et 1940, d'une pertinence et d'une influence sociale supérieures à ce qu'elle avait connu sous l'Ancien Régime ». Michel Lagrée n'a aucune peine à exhumers les mille signes de sociabilité, en famille, au travail ou dans la pratique quotidienne, qui trahissent une chrétienté cohérente. Mais, sur son meilleur ancrage, le bretonisme, il apporte du neuf, en nuancant fortement.

Le breton et la foi, nous dit-il, étaient certes frère et sœur, et cette consanguinité identitaire fut vigoureusement célébrée, chantée et exportée, même si le « breton de curé » avait été vivement remis en cause dès 1850 par le romantisme populiste de La Villemarqué, puis par les bardes autochtones qui donnaient dans le celtique un tantinet païen. Pourtant, jamais ne fut vraiment

taches « bleues » ou « rouges » de l'industrialisation et de la démocratisation, de l'anticléricalisme, de l'anarcho-syndicalisme puis du communisme têtus, à Douarnenez ou à Nantes, en passant par Brest, Saint-Brieuc, Fougères ou Rennes.

Vint alors l'affreuse saignée de 14-18, à peu près irréparable. Si bien que, dès 1920, les phénomènes sociaux promoteurs de décrochage religieux s'accumulent et s'intensifient, et d'abord chez les plus jeunes. Même si, répétons-le, cette laïcisation d'une vie régionale bousculée puis ravagée ne singularise guère la Bretagne.

Néanmoins, la contrée flamboie toujours. Mais moins dans l'enkystement d'une foi menacée que par le sursaut modernisateur que celle-ci active. La démonstration de Michel Lagrée devient à ce propos particulièrement neuve. Car

son livre expose avec minutie la variante régionale d'un sujet majeur de notre histoire contemporaine : l'action décisive des élites catholiques dans le processus de modernisation du pays, des années 30 aux années 60.

En Bretagne, montre-t-il, il y eut bien une mobilisation générale du clergé, de certains notables puis des militants de l'Action catholique pour coller à la modernité. Il s'agit certes pour eux, au départ, de comprendre celle-ci pour mieux savoir combattre l'irréligion dont elle était porteuse. Mais, au point d'arrivée, c'est une gestion largement catholique de la modernisation bretonne qui fut acquise grâce à leur action décidée.

On le savait déjà à propos du syndicalisme et des coopératives agricoles, de la mutualité ou du crédit, depuis l'Office de Landerneau jusqu'aux Jeunes Agriculteurs. On avait subodoré que le corporatisme de ces nouvelles élites bretonnes s'était très bien accommodé du régime de Vichy, puis avait pris, sur sa lancée, le virage de la démocratisation après 1945, à l'heure de la planification, de l'aménagement du territoire puis de la construction européenne. Michel Lagrée conforte l'analyse en détaillant le rôle de l'Eglise comme institution directrice, ne pouvant être possible que d'une analyse banale. Car, à l'instar de maintes autres régions de France, la Bretagne de la « civilisation paroissiale » a d'abord accusé le contre-coup social et les coûts culturels de l'émigration : Paris était devenu dès 1900 un « sixième diocèse » de plus de 200 000 âmes où, malgré l'existence d'une paroisse bretonne lancée par l'abbé Cadic, toutes les pertes furent à l'œuvre. Puis, sur place, voilà que s'étaient

MICHEL LAGRÉE conclut pourtant, à raison, sur l'infinité diversité sociologique et géographique de la Bretagne moderne, qui pourrait bien être le trésor de guerre, demain, de cette région de l'extrême européen. Il renoue ainsi, au cœur des « trente glorieuses », avec le constat que fait Christiane Prigent à propos du pulvérisation artistique de la Basse-Bretagne du quatorzième au seizième siècle.

Passant au peigne fin, avec une patience admirable et beaucoup de talent, les 2 500 églises et chapelles semées en rang serrés sur ses 498 paroisses, puis la foule des calvaires, des enclos et des ossuaires, elle montre en effet le rôle décisif du mécénat politique des ducs et la vaillance des paroisses qui rivalisaient, à leur rythme (l'art de la Renaissance fut tardivement implanté), dans l'érection des maisons et des images de Dieu. Surtout, elle décrit à profusion ce mélange d'angoisse macabre et d'espoir fou qui transportait déjà les Bretons et qu'ils sculptèrent dans le granit. Etait-ce déjà un trait « celtique » ? Rien n'est moins sûr, conclut-elle. Car ce qui a si longtemps compté là-bas, ce fut d'abord la foi.

Grâces et châtements

Comment se rendait la justice à la fin du Moyen Age dans une société où la délinquance était omniprésente

DE GRACE SPECIAL
Crime, état et société
à la fin du Moyen Age

de Claude Gauvard.
Publications de la Sorbonne,
Deux volumes, 1025 p., 380 F.

Quiconque étudie les sociétés du Moyen Age finissant (XIV-XV siècles), leur fonctionnement, leur comportement, ne peut manquer d'être frappé par l'importance de la criminalité qu'elles paraissent subir et susciter : vols, viols, incendies, assassinats... A vrai dire, semblable constatation est peut-être le résultat trompeur de la nature de nos sources, qui mettent inévitablement l'accent sur les faits de violence et sur les réactions qu'ils entraînaient auprès des victimes comme auprès des pouvoirs. En tout cas pour la France, nous avons très peu de moyens fiables pour estimer, ne serait-ce qu'approximativement, le taux réel de criminalité et de délinquance (par exemple le nombre de meurtres) à l'intérieur d'une période et d'une population données.

L'existence de gibets (le plus spectaculaire étant celui de Montfaucon, au pied des collines de Belleville, représenté par quelques miniatures dont l'une, célèbre, de Jean Fouquet : seize piliers qui relient deux niveaux de poutres transversales munies d'anneaux de fer) est assez fréquemment attestée par nos documents, mais nous ne savons pas leur degré d'utilisation : au reste, la « hart » n'était qu'un moyen

parmi d'autres pour les condamnations à mort. Impossible d'estimer ni le nombre, ni la « productivité » des bourreaux, professionnels ou d'occasion.

Parmi les témoignages les plus saisissants sur les phénomènes de violence figurent les fameuses lettres de rémission par lesquelles le roi de France accordait sa grâce aux coupables, en principe moyennant amende en sa faveur et réparation envers les victimes. L'institution se trouve au cœur du système judiciaire. En même temps que le bénéficiaire recevait ses lettres, celles-ci étaient soigneusement transcrites dans les registres de la chancellerie de France. Ces registres, déposés régulièrement au Trésor des chartes, sont parvenus en majorité jusqu'à nous : ils forment une des séries les plus précieuses des Archives nationales.

En leur sein, les lettres de rémission, rédigées en latin mais de plus en plus souvent en français, occupent la première place : on en compterait des dizaines de milliers antérieures à 1500. Autant de récépissés bien tournés, précis, vivants, riches de dialogues et d'interpellations : une véritable mine pour les historiens de la langue, du folklore, des mentalités, de la vie quotidienne. Leur valeur a été pleinement reconnue dès le XVIII^e siècle : depuis cette époque, plusieurs milliers d'entre elles, au total, ont été éditées, dans leur intégralité, tandis que deux entreprises sont en cours, l'une chronologique, l'autre géographique, visant à publier l'inventaire détaillé des

registres du Trésor des chartes. Toutefois, ces lettres de rémission ont suscité la méfiance d'un certain nombre d'historiens : certes, il fallait donner au récit du crime un aspect vraisemblable, il fallait bien que les circonstances et les conséquences fussent présentées de façon suffisamment exacte pour empêcher toute poursuite ultérieure, mais en même temps les faits n'étaient-ils pas nécessairement travestis, à l'avantage bien sûr du coupable ?

Faible criminalité féminine

La double hypothèse de Claude Gauvard, dans *De grace special* (1), est de considérer que le discours sur le crime dont ces récépissés sont porteurs a sa propre vérité (au-delà d'une approche platement positiviste) et que, dans la mesure où le roi pardonnait pratiquement à toutes sortes de criminels, les lettres de rémission peuvent passer pour le reflet pertinent de la criminalité réelle. Prendre au sérieux les lettres de rémission, les soumettre à un questionnaire méticuleux, organiser soigneusement, rigoureusement, les réponses à ce questionnaire. D'un tel traitement informatique, la cohérence du corpus documentaire ressort sans conteste.

Les lettres de rémission permettaient de percevoir non pas la violence des seuls criminels d'occasion, ceux qui avaient commis un délit sans préméditation et auxquels il était donc normal et souhaitable de pardonner, mais l'ensemble de la criminalité.

Ou plutôt, Claude Gauvard nous invite à ne pas être dupes de certains procès spectaculaires (les Coquillards de Dijon, par exemple), à ne pas croire à la prépondérance d'une « grande délinquance » causée par des professionnels du crime, elle nous invite à ne pas attribuer de façon préférentielle aux gens de guerre la majorité des délits : ce qui la frappe au contraire, c'est la facilité avec laquelle tout « bon sujet » pouvait commettre un délit. La société ordinaire formait le terrain où poussait le crime.

Toutes les classes sociales, toutes les régions, tous les âges de la vie, tous les moments de l'année ou du jour, tous les lieux pouvaient voir naître le crime. La seule spécificité qui apparaisse nettement est la faible criminalité féminine – une constante, comme on sait, à travers l'Histoire. L'inattendu est que cette société puissamment « criminogène » dès la fin du Moyen Age, frappée par toute une gamme de désordres et de déséquilibres, ait pu garder dans une large mesure sa cohérence, son organisation, son système de valeurs.

Face à une délinquance omniprésente, qu'attendait-on des pouvoirs et en particulier du roi ? Aussi bien la miséricorde que l'aigreur, justice, à charge pour celle-ci de punir de façon d'autant plus implacable que l'institution carcérale demeurerait embryonnaire. Sollicité à tout instant par la marée des supplications et des interventions, le roi, conformément au modèle chrétien, se devait de pardon-

ner. Du moins était-ce un des modèles de comportement qui lui étaient proposés.

« Il y avait tant de délinquants et en si grande multitude qu'il en eût fallu trop punir » : telle était la justification première de la clémence royale. Cela étant, des donneurs d'avis, des hommes de gouvernement, portés eux aussi par tout un courant d'opinion, lui recommandaient de ne pas céder sans résistance à cette tentation. Lors de la crise de 1356-1358, qui suivit la défaite de Poitiers, la monarchie, sur la défensive, dut s'engager à n'accorder ni pardon ni rémission pour les meurtres et les mutilations de membres perpétrés de façon préméditée et par mauvaise volonté, pour le viol des femmes, des pucelles et des religieuses, pour l'incendie volontaire d'églises ou d'autres lieux, pour les attentats commis à l'encontre des pairs jurés, des trêves, des « assurances », des sauvegardes.

Des thèmes actuels

Un traité politique adressé en 1425 à la reine Yolande, belle-mère de Charles VII, recommandait au roi de ne pas faire « trop grande multitude de grâces et rémission de crimes car ce serait occasion de faire fuir au temps avenir trop de crimes énormes et horribles ». Un autre traité, datant de 1492, cette fois adressé à Charles VIII, déclarait que chaque année, dans chaque sénéchaussée ou bailliage, une cinquantaine de grâces sont

accordées – autant de rémissions qui, à l'insu du roi et de son chancelier, s'achètent à prix d'or.

Le remède proposé est que les chancelleries des cours souveraines n'accordent plus de rémission ; seul le grand conseil pourrait le faire, sous l'autorité expresse du prince. « Les légiers et aisés pardons donnent occasion aux gens d'y retourner et de faire pis qu'avant ».

C'est dire l'actualité des thèmes traités. Mais l'intérêt de l'ouvrage ne s'arrête pas là : signalons aussi les pages montrant la prédominance de l'idée d'honneur dans les mentalités nobles aussi bien que non nobles. Au fil des chapitres, patiemment parcourus, on découvre toute une lecture de la société du temps, reposant sur une information très large et des analyses rigoureuses.

Dans sa foisonnante richesse, le livre offre l'un des derniers spécimens de ce qu'étaient ces grandes thèses de doctorat et les lettres « Ancien Régime » que la réglementation récente a frappées d'extinction : témoin vivant d'une époque révolue de l'historiographie française dont il est permis de garder la nostalgie (2).

Philippe Contamine

(1) Le livre de Claude Gauvard a reçu le prix Malabert décerné par la Société d'histoire de la justice que préside Robert Badier.

(2) La loi Savary de 1954, progressivement appliquée à partir de la fin des années 60, institue une thèse unique – au lieu de l'ensemble des thèses de III^e cycle – thèse d'Etat – alignée sur les standards internationaux.

Rencontres
Imaginaires

Cet été « Le Monde des livres » propose une série de quatre rencontres imaginaires avec de grands auteurs du passé : Paul Valéry, Virginia Woolf, Paul-Jean Toullet. Cette semaine Roland Jaccard s'entretient avec Schopenhauer. La situation est évidemment imaginaire, mais les propos du philosophe allemand sont, bien sûr, authentiques.

Depuis une semaine, je séjourne à Francfort et déjeune à l'hôtel d'Angleterre non loin d'Arthur Schopenhauer, ce philosophe méconnu toute sa vie, qui brusquement connaît une gloire tardive et encombrante. Plus j'observe Schopenhauer dans son comportement avec ses admirateurs, plus je pense au mot de cet orateur athénien qui, entendant la foule applaudir son discours, se retourna vers ses amis qui l'entouraient et demanda : « Aurais-je dit par hasard une sottise ? »

Chaque jour, sur le coup de midi, le philosophe fait son entrée dans la salle à manger de l'hôtel. Il prend ses repas à la table d'hôte. Des voyageurs venus de tous les pays d'Europe se pressent dans cette salle pour le seul plaisir d'apercevoir ce maître du pessimisme. Les anecdotes fusent sur ce misanthrope, ce misogyne qui, dans sa maison donnant sur la Schöne-Aussicht, vit comme un vieux garçon entouré de sa servante, de son faucon chien Atma, des portraits de quelques maîtres — Goethe, Kant, Shakespeare, Descartes — et sous le regard fier d'une statuette tibétaine représentant un Bouddha, l'Eveil victorieux.

« Tu n'as aucune chance, mais saisis-la ! »

Depuis mon arrivée, j'hésite à aborder Schopenhauer. Je l'observe de loin, avec son habit démodé, son jabot de dentelle et sa cravate blanche, sa figure ridée et sèche. Hier, à son voisin de table qui s'était lancé dans une discussion fumeuse sur le destin qui travaille au bûin les traits d'un visage, il fit simplement remarquer : « On voit à ma figure que j'ai beaucoup travaillé dans ma vie. »

En cette année 1859, la gloire de Schopenhauer est éclatante. Il la considère comme la récompense de longues années d'obscurité et de labeur. Il écoute les compliments de ses nouveaux disciples avec l'étonnement de celui qui se demande s'il n'a pas dit une sottise. Son opus magnum, *Le Monde comme volonté et comme représentation*, publié en 1844, était passé presque inaperçu. Personne ne le lisait dans les universités, où Hegel régnait en maître.

Quinze ans après, Arthur Schopenhauer devient le philosophe que tous désirent consulter, le personnage extravagant dont tous veulent faire le portrait. On se souvient qu'il est le fils de Johanna Schopenhauer, la romancière prolifique parvenue par Goethe. La rumeur rapporte mille anecdotes sur Schopenhauer, ce personnage intrinsèque qui a bâti son œuvre et construit sa vie en résistant aux deux commandements : la mode et l'université. L'ironie veut que la renommée fasse de lui un philosophe à la mode qu'on étudie dans les universités. A Hambourg, dans la ville voisine, une association s'est créée, dont les membres se consacrent à cultiver le pessimisme, très en vogue ce printemps.

Le succès de Schopenhauer m'embarrasse — il me pousserait plutôt à m'éloigner de sa philosophie, — comme m'intimide sa réputation de déconcerter ses interlocuteurs. J'ai bien peur qu'à des questions telles que : « Qui êtes-vous, monsieur Schopenhauer ? », il ne me renvoie à mes chères études. Et puis quelles questions poser à un homme qui a d'avance répondu à toutes en proclamant : « Ma philosophie ne m'a rien apporté, mais elle m'a beaucoup épargné. »

A force de tourner ces interrogations dans ma tête, je suis de plus en plus saisi par le doute, l'envie même de repartir en ayant seulement observé l'homme de Francfort à une distance respectable. C'est encore une phrase de Schopenhauer, une nuit d'insomnie, qui me donne l'audace nécessaire. « Tu n'as aucune chance, mais saisis-la ! » est la leçon que Schopenhauer donne à tous. Cette chance que je n'ai pas, il me faut la saisir.

Le lendemain, les circonstances me favorisent. Il pleut au dehors. En entrant dans la salle à manger de l'hôtel d'Angleterre, je trouve Schopenhauer seul, au milieu de la table

d'hôte. Je m'assois, pas tout à fait en face de lui, de manière à ne pas subir son regard perçant. Il me souhaite le bonsoir avec beaucoup de cordialité. J'engage aussitôt la conversation sur les admirateurs qui se pressent ces derniers temps autour de lui et rappelle ses paroles sur les passions qui nourrissent les différents âges de la vie. Dans la jeunesse, c'est l'amour. Dans l'âge mûr, c'est la puissance et la possession. Dans la vieillesse, c'est la gloire.

« Je me sens étrange, avec mon actuelle gloire. Il vous est certainement déjà arrivé de voir, avant une représentation théâtrale, un lampiste encore occupé à la rampe, présent au moment où la salle devient obscure, et disparaissant rapidement dans les coulisses — à ce moment le rideau se lève. Voilà ce que j'ai l'impression d'être : un attardé, un survivant, alors qu'on donne déjà la comédie de ma gloire. »

Je lui fais remarquer que les grands écrivains, les grands philosophes, ont toujours été ignorés de leurs contemporains, que la reconnaissance tardive est l'assurance d'un voyage plus aisé vers la postérité, qu'il a toujours décrit comme une contrée effroyablement désolée. Il me répond que, avant ce voyage vers la postérité où il est recommandé d'avoir un léger bagage, un seul livre avec quelques ajouts, il faut affronter les rentrées littéraires qui, chaque année ressemblent à l'ouverture d'un nouveau cimetière.

— A en croire Hérodote, Xerxès pleura à la vue de son innombrable armée, en songeant que de tous ces hommes il n'en restera pas un seul vivant dans cent ans. Qui ne pleurerait aussi à la vue de l'épais catalogue de la Foire de Leipzig, en songeant que, de tous ces livres, il n'en restera pas un seul vivant même dans dix ans ?

Je lui fais l'éloge de ses métaphores mordantes, impitoyables, de son style limpide, incisif, un style qui trahit le lecteur de Chamfort, de La Rochefoucauld et des moralistes.

— La simplicité a toujours été l'attribut non seulement de la vérité, mais du génie même. Le style reçoit sa beauté de la pensée : tandis que, chez certains prétendus penseurs, ce sont les pensées qui doivent être embellies par le style. Le style n'est, après tout, que la silhouette de la pensée... la première règle d'un bon style, qui suffit presque à elle seule : c'est qu'on ait quelque chose à dire ; paraître avoir quelque chose à dire, c'est la cause du style forcé, vague, équivoque.

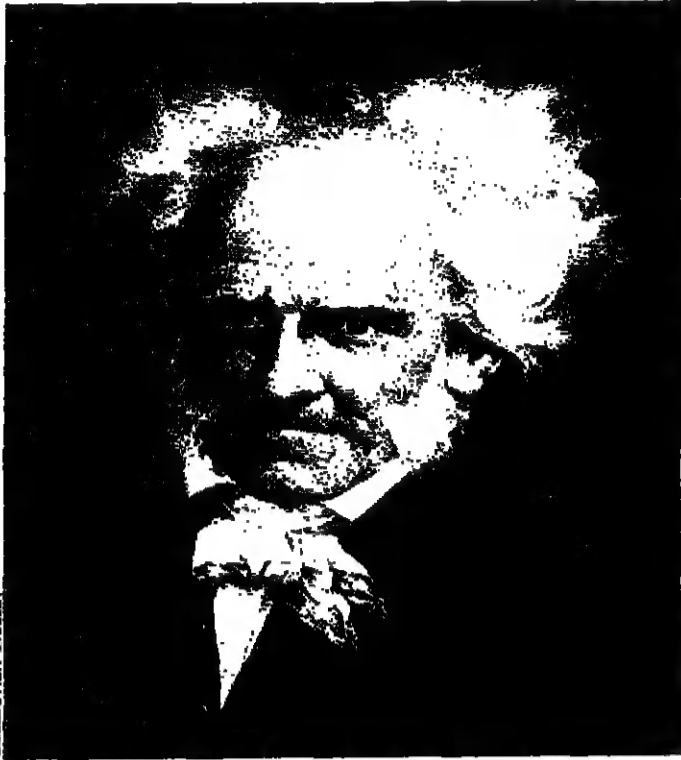
Nous échangeons quelques propos acerbes sur le clair-obscur qu'affectionnent certains écrivains et sur les livres imprimés avec des caractères déjà fatigués. Schopenhauer a toujours dénoncé sans aucune pitié ces écrivains qui se défendent de vouloir être compris et monnaient au prix fort leur prose hermétique. Il n'y a nulle part plus d'improbabilité qu'en littérature. Goethe l'a dit, Schopenhauer n'a pu que vérifier la justesse de cette affirmation. Mais plus que l'improbabilité des littérateurs, c'est la férocité des contemporains envers les quelques vrais écrivains que Schopenhauer déplore. Si quel'un d'excellence parmi nous, qu'il aille exceller ailleurs, tel a toujours été le mot d'ordre de la médiocrité.

— Je désirerais voir quelqu'un écrire un jour une histoire tragique de la littérature, où il montrerait comment les diverses nations ont traité pendant leur vie les grands écrivains et les grands artistes qui sont leur suprême orgueil... où il décrirait le martyre de presque tous les véritables éclairés de l'humanité, de presque tous les grands maîtres en chaque genre et en chaque art ; où il exposerait comment, à peu d'exceptions, ils se sont torturés dans la pauvreté et la misère, sans avoir été appréciés ni aimés, sans avoir laissé de disciples, tandis que gloire, bonheur, richesses étaient le partage des indignes. Ils ont eu le sort d'Esau, qui, tandis qu'il chassait pour rapporter du gibier à son père, se vit voler au logis par Jacob, revêtu de ses propres vêtements, la bénédiction de celui-là.

Je ne peux m'empêcher de lui demander si c'est à Hegel qu'il pense,

à Hegel qui drainait les foules à l'université de Berlin et dont les œuvres étaient étudiées par les jeunes Allemands, au rayonnement de Hegel, de ses débuts jusqu'à sa mort. Ceux qui viennent rendre visite au maître de Francfort ont été des élèves de Hegel, ont commencé par étudier Hegel. C'est l'homme de bon sens qui a triomphé du charlatan. Je serais curieux de savoir si l'homme de bon sens retiendrait, ne serait-ce qu'une page, de la philosophie du charlatan.

— A quoi bon travailler pour nous persuader que nous avons quelque



chose dans l'esprit, lorsque, haussant les sourcils, nous parlerons d'absolu, d'infini, de supra-sensible... pour faire court, on pourrait appeler tout cela la cité des coucous, dans les nuages. Ce n'est pas nous qui aurons besoin de servir sur la table de ces plats couverts, sans rien dedans.

« La simplicité a toujours été l'attribut non seulement de la vérité, mais du génie même »

La philosophie de Schopenhauer est une dénonciation de l'idéalisme. Se mettre à l'abri dans la cité des coucous alors qu'à nos pieds coule l'infini torrent du Vouloir-Vivre relève de l'escroquerie. Nous vivons dans la servitude de la Volonté. C'est la haine et la lutte sauvage pour la survie.

— Chaque individu sert de nourriture et de proie à un autre. Une créature vivante ne peut entretenir sa vie qu'aux dépens d'une autre, de sorte que la volonté de vivre se fait constamment et, sous les diverses formes qu'elle revêt, constitue sa propre nourriture. Dans ce genre, la fourmi-bouledogue d'Australie présente un exemple frappant : lorsqu'on la coupe en deux, une lutte s'engage entre la tête et la queue ; celle-là commence à mordre celle-ci, qui se défend bravement avec l'aiguillon contre les morsures de l'autre ; le combat peut durer une demi-heure, jusqu'à la mort complète, à moins que d'autres fourmis n'entraînent les deux tronçons.

Chacun d'entre nous n'est-il donc pas gouverné par la raison, mais seulement par la volonté affamée ?

— Je suis fermement persuadé que, s'il ne restait que deux hommes au monde, le plus fort n'hésiterait pas une minute, à défaut de suif pour froter ses bottes, à tuer son unique compagnon afin d'en prendre la graisse.

Je tente une réplique optimiste. Je dresse le catalogue des petites peines faciles à surmonter, des satisfactions éphémères — les joies de l'amitié, les voluptés de l'amour, le contentement quand vient la gloire...

— Celui-là, certes, a la sens bien obtus, qui ne remarque pas, dès son entrée dans la vie, que tout objet sent le souffre... La plaisir est une mince pellicule sur un profond dépôt de lie amère : la joie est empoisonnée, les meilleurs sentiments recèlent un ver hideux, la médiocrité est un carême cruel, la gloire un martyre, l'obscurité un fétu, l'habitude une peste inévitable qui éponge toute volupté, mais qui aggrave et envenime les pointes de la douleur.

Il faudrait donc prôner la sagesse

stoïcienne. Apprendre à vaincre la souffrance par la raison.

— L'éthique stoïcienne, prise dans son ensemble, est en réalité une tentative très estimable et très méritoire, pour employer la raison, ce grand privilège de l'homme, à une œuvre importante et salutaire, à savoir le délivrer de la douleur et de la souffrance, de tous les maux. Mais il y a une contradiction à vouloir vivre sans souffrir. Le sage stoïcien n'est jamais un être vivant et il est dépourvu de toute vérité poétique : il n'est qu'un mannequin inerte, raide, dont on ne peut rien faire, qui ne sait lui-même que faire de sa sagesse, et dont le calme, le contentement et le bonheur parfaits sont en contradiction directe avec la nature humaine.

L'homme n'est pas ici chez soi, ajoute Schopenhauer en conclusion. Je reconnais le conseil que Matthias Claudius (l'un de ses poètes allemands préférés, disparu en 1815) laissa à son fils. C'est au lendemain de la mort de son propre père que Schopenhauer s'est mis à lire le petit livre de Claudius paru en 1799. « Le temps vient peu à peu, dit Claudius, où je devrai parcourir le chemin qu'on ne fait pas en sens inverse. Je ne pourrai pas t'emmener, et je te laisserai dans un monde où les conseils ne sont pas superflus. »

Le père d'Arthur, Floris Schopenhauer, se voulait anglophile, lisait le Times tous les jours, il était un commerçant dont la mélancolie était plus florissante que les affaires. Un matin d'avril 1805, on l'avait retrouvé mort dans le canal derrière les dépôts de sa maison. Il s'était suicidé. Puisque Schopenhauer me parle des conseils de Matthias Claudius à son fils, je prends le risque de le voir se lever et partir en l'interrogeant sur la mort en général et, en particulier, celle de son père. Une ombre passe sur son visage, il n'esquive pas la question, mais trouve le moyen de répondre sans se dévoiler.

— Au spectacle d'une mort, nous versons toujours des larmes. D'abord nous pleurons, il est vrai, le sort du mort ; toutefois, nous le pleurons encore, même si, après une longue, cruelle et inguérissable maladie, la mort a été pour lui une délivrance souhaitable ; donc ce qui excite principalement notre pitié, c'est le sort de l'humanité entière, de l'humanité vouée d'avance à une fin qui effacera toute une vie toujours si pleine d'efforts, parfois si pleine d'actes, et qui la mettra au néant ; dans cette destinée de l'humanité, ce que nous voyons principalement, c'est la nôtre propre, et nous l'y voyons d'autant mieux que la mort nous touchait de plus près : jamais elle ne nous apparaît plus clairement que dans la mort d'un père.

Schopenhauer a gardé une admiration très grande pour son père, mais il considère sa mère, la romancière Johanna Schopenhauer, qui a longtemps tenu à Weimar un salon littéraire où brillait Goethe, comme une femme sans talent et ambitieuse. En songeant au couple disparu qu'ont formé ses parents, la femme mondaine et frivole alliée au commerçant dépressif, je ne peux m'empêcher de poser à Schopenhauer la question que sans doute tous les voyageurs de passage lui ont déjà posée : pourquoi ne s'est-il pas marié ?

— Trouvez-moi, parmi les heureux, un homme, digne de porter ce nom, qui n'ait pas regretté d'avoir vécu. Si vous ne le trouvez pas, ne me demandez point pourquoi je ne me suis pas marié : je me suis abstenu par pitié pour les fils que j'aurais pu avoir.

Il se tait un moment, puis ajoute, avec une violence que je ne lui soupçonnais pas :

— Je connais les femmes. Elles considèrent le mariage comme une rente. Lorsque mon propre père était cloué dans un fauteuil de malade, infirme et misérable, il eût été abandonné à lui-même si un vieux serviteur n'avait rempli auprès de lui les devoirs de charité que madame ma mère ne remplissait pas. Madame ma mère donnait des soirées tandis qu'il s'entretenait dans la solitude, et elle s'amusait tandis qu'il se débattait dans d'intolérables souffrances. Voilà l'amour des femmes.

La réponse n'est-elle pas plutôt à trouver dans cette misogynie qui a fait accourir vers Schopenhauer tous les aigris, tous ceux qui se sont trompés et ont échoué dans leur vie sentimentale et qui se réunissent sous l'enseigne de sa philosophie pour médire de l'autre sexe et se délecter à la lecture des pages de Schopenhauer sur les femmes ? Je lui rappelle la compensation qu'il a faite de ces dernières avec la seiche qui, pour tuer son ennemi, ou le fuir, lèche son encre et trouble l'eau. J'imite ses nouveaux disciples, j'attends de lui qu'il soit le fourisseur de pensées aigres et de remarques amères. Il me prouve le contraire.

— Je crois que si une femme réussit à se dérober à la masse, à s'élever au-dessus d'elle, elle grandit sans cesse et plus que l'homme.

Outre sa réputation de haineur de femmes, Schopenhauer est aussi un irremplaçable massacreur du sentiment amoureux. De l'amour il a dit qu'il en est comme des revenants : tout le monde en parle, mais personne n'a rien vu. Il a dessillé les yeux des amants : tout amour, dit-il, a pour fondement un instinct visant uniquement l'enfant à procréer. Je lui suis reconnaissant de détruire cette illusion, mais je ne peux m'empêcher de lui dire : Et la volupté ? Et les instants de vertige ?

— Imaginez le couple le plus beau, le plus charmant. Imaginez-les tous deux s'attirer et se repousser avec grâce dans un beau jeu d'amour... Maintenant regardez-les au moment de l'accomplissement de l'acte — toute cette badinerie, toute cette douce grâce a tout à coup disparu brusquement au début de l'acte, pour céder à un profond sérieux. De quelle sorte de sérieux s'agit-il ? Du sérieux des animaux.

« Si une femme réussit à se dérober à la masse, à s'élever au-dessus d'elle, elle grandit sans cesse et plus que l'homme »

Parler avec Schopenhauer revient à s'ôter des mains toutes les illusions, les unes après les autres. Leopardi prétend que l'homme ne vit que d'illusions : si ces illusions lui étaient extirpées, tout homme se tuerait immédiatement de sa propre main. La philosophie de Schopenhauer, nous dévoilant que tout est vanité et illusion, ne conduirait-elle donc qu'à une seule issue : le suicide ?

— Bien loin d'être une négation de la Volonté, le suicide est une marque d'affirmation intense de la Volonté. Car la négation de la Volonté consiste, non pas en ce qu'on a horreur des maux de la vie, mais en ce qu'on en déteste les jouissances... Celui qui se donne la mort voudrait vivre, il n'est mécontent que des conditions dans lesquelles la vie lui est échue. Par suite, en détruisant son corps, ce n'est pas au Vouloir-Vivre, c'est simplement à la vie qu'il renonce.

Sur ces considérations, Schopenhauer se lève. La salle à manger de l'hôtel d'Angleterre est déserte. Schopenhauer me quitte en me recommandant de relire les livres plutôt que de chercher à rencontrer les auteurs qui, quand ils connaissent enfin la gloire, ne peuvent plus rien vous apporter, si ce n'est le récit de leurs petites misères et de leurs médiocres habitudes.

Il s'éloigne sous la pluie après avoir ajouté ces mots : « Les pensées déposées sur le papier ne sont rien de plus que la trace d'un piéton sur le sable. On voit bien la route qu'il a prise ; mais pour savoir ce qu'il a vu sur la route, on doit se servir de ses propres yeux. »

Roland Jaccard

■ Petite bibliographie. — *Le Monde comme volonté et comme représentation*, d'Arthur Schopenhauer. Traduit de l'allemand par A. Burdeau. Édition revue par R. Roos. Presses universitaires de France, 1986. Écrivains et style, extrait des *Parerga et Paralipomena*, traduits par Auguste Dietrich, Felix Alcan, 1908. Schopenhauer et les années folles de la philosophie, de Rüdiger Safranski. Traduit de l'allemand par Hans Hildenbrand, avec la collaboration de Pierre Héber-Suffrin. Presses universitaires de France, 1990. Parmi les publications récentes : *Entretiens avec Schopenhauer*. Édition établie et présentée par Didier Raymond. Critérion, 158 p., 79 F. *Essai sur les fondements, d'Arthur Schopenhauer*. Traduction d'A. Dietrich. Préface de Didier Raymond. Critérion, 174 p., 89 F.

Campo et l'ar



Les fables de

Les fables de

Les fables de

Les fables de

Sciascia, le transparent

LE MONDE DES LIVRES
LITTÉRATURE ITALIENNE

Cristina Campo et l'amour de la perfection

par Pietro Citati

LES IMPARDONNABLES
(Gli imperdonabili)
de Cristina Campo.
Traduit de l'italien
par Françoise de Martinière,
Jean-Baptiste Para
et Gérard Macé.
L'Arpenteur, 332 p., 150 F.

Cristina Campo avait un visage de statue toscane du quinzième siècle : un visage comme on en voit aux bustes et aux sculptures de Desiderio da Settignano ou de Mino da Fiesole ; ou à ceux de Laurana. Elle promenait toujours avec elle cet air de Florence, glacé, mordant, baigné d'une lumière perpétuellement blanche. Elle avait aimé le trésor des contes, où elle retrouvait la source de toute poésie, de toute religion ; la délicatesse des anges orientaux de Rilke ; les épiques, les déserts, les dramatiques, les fantasmes, les richesses, les couleurs flamboyantes, les villes abandonnées des Mille et une nuits ; la Thébaïde et ses anachorètes ; l'opulence rituelle de Byzance ; les vagabonds mystiques de la Russie de Tolstoï et de Leskov ; la tristesse métaphysique de Donne ; et, surtout vers la fin, l'Espagne de la Contre-Réforme, le Greco, sainte Thérèse, saint Jean de la Croix — ou sombre catholisme et cette ardeur ténébreuse et surabondante du cœur. Mais elle était restée la Toscane discrète et sévère de toujours.

Cette anachorète possédait un charme mondain, une grâce exquise et inépuisable, comme une dame italienne de la Renaissance ou une aristocrate de la Fronde. Comme elle aimait les belles conversations ! Et comme sa conversation était délicate ! Mordante et spirituelle, aimable et cruelle, pleine de tact et de violence.

Le geste de la sainteté

Je me souviens de la dernière fois que je l'ai vue, peu de temps avant sa mort (1977), quand, peut-être, les combats religieux l'avaient épuisée. Elle avait désespérément besoin de légèreté et d'insouciance, comme une jeune fille : elle voulait briller, scintiller, être légère, aimée, admirée.

Elle songeait parfois à une religion qui ne traitait pas contre le monde, mais au cœur même du monde : une religion, comme dans les livres de François de Sales, des formes parfaites de la vie mondaine. Elle pensait que les « bonnes manières », « les belles paroles », le « dédain » et la « nature » de la société civile étaient la meilleure chemin pour parvenir à la sainteté. La vie mondaine était geste, et la sainteté n'était que geste absolu,



Cristina Campo : elle rêvait d'être toute légère

résumant en lui tous les gestes beaux et exquises de notre vie terrestre.

Elle avait au plus haut point le don de la forme : je n'entends pas par là le don de la pure création, qui se heurte à elle à la fois trop d'années. Elle adorait la forme et la littérature qui se cultive elle-même, comme dans les grandes créations de l'esthétisme. Son intelligence n'était pas la libre et pure intelligence de Dostolevski ou de Kafka, mais l'intelligence que sollicitent les tensions et les limites de la forme. Les écrivains étaient pour elle des rois incognito, des prêtres déguisés ; et la perfection suprême à laquelle la littérature pouvait atteindre était l'ombre du couronnement royal, l'ombre de l'incarnation de l'évêque, l'ombre de la Messe solennelle.

Dans le monde religieux aussi, elle aimait per-dessus tout les rites et la liturgie : Dieu devenu visible à travers les apparences du rite. Elle n'avait pas de véritable passion théologique ; et elle ne vint que tard à la mystique. Elle ne pouvait comprendre le total abandon des rites religieux qui se produit dans la Jérusalem céleste, à la fin de l'Apocalypse. Elle adorait Byzance : la splendeur des pierres, l'éclat des vêtements, la souveraine exactitude des gestes immobiles, les mains levées pour bénir, l'odeur paradisiaque de l'encens.

Comment ne pas s'incliner devant cet amour de la perfection ? Et pourtant, ni la littérature ni la religion n'entretenaient de rapports trop étroits avec la perfection. Le grand poète poursuit des mythes, des symboles, des frémissements, des vagues claires, plutôt que la perfection formelle. Le mystique ignore le rite, en un vertigineux élan vers les nues qui l'emporte au-delà de toute forme.

Si je m'en tennais là, je donnerais une idée tout à fait inexacte de Cristina Campo et de ses très beaux écrits en prose. C'était une créature de feu, violente, extrême, pleine d'ardeur chevaleresque, une Clorinde qui ignorait la prudence et les moyens termes. Elle vivait au milieu des contraires : espoir et désespoir, passion et mépris, fureur et douceur ; et elle ne trouvait une sorte de paix que dans l'insatisfaction de ses propres contradictions.

Parfois, elle était fanatique — avec des fureurs de convertie ou de seigneur. En d'autres temps, elle avait prêché des croisades, ou fondé des ordres religieux. A notre époque, elle avait vécu douloureusement la transformation du catholicisme, l'abandon de la messe en latin et du rituel grégorien. Mais elle ne se sentait pas satisfaite de ses propres entreprises. Il y avait en elle une inquiétude, une insatisfaction d'elle-même et des formes qu'elle adorait, des gestes parfaits qu'elle exaltait : elle ne savait pas se résigner ; et elle continuait à se cogner contre les murs de la cité terrestre, contre les murs de sa propre personne. Elle aspirait à la patrie inconnue, au dieu caché derrière tous les dieux visibles. Elle

voulait s'épancher, se sacrifier, s'immoler — tel le cerf abattu pour devenir aliment à la table du Saint-Graal.

Dans son magnifique essai *Sensi sovranaturali* (Sens surnaturels), Cristina Campo brûle, comme sur un bûcher sacré, sa religion de la forme. Plus de rites, plus de liturgie. Une flamme, un frisson, une extase pleine de gravité, un délire viennent embrasser sa prose cristalline. Sa sensibilité subtile et ombreuse atteint au paroxysme de la tension, se transformant en sensualité surnaturelle : le divin devient la suprême exigence du corps, le *transcendunt* sacré embrasse le cœur de l'homme, et rien n'a plus de sens, sinon se nourrir de Dieu, être l'aliment de Dieu.

« La fine pointe de l'âme »

Dans d'autres pages, nous devinons chez elle, plus que chez aucun autre écrivain moderne, la présence de ce que Pierre de Bénulle appelle « la fine pointe de l'âme » : cette part suprême de notre être, située au-dessus du cœur, où Cristina sentait descendre une sainteté inconnue : « le miel qu'exsude la pierre ». Elle demeure là, dans la retraite de son âme, et attendait la visitation. Se sentait-elle émue ? Parfois, elle reproduisait les gestes de la distinction, les nobles paroles, les objets privilégiés pour invoquer l'élection. D'autres fois, elle semblait la dernière des créatures : la désertée, la mendicante qui se couvrait inutilement du manteau pauvre et froid des paroles humbles.

Elle n'écrivait jamais de romans ni de nouvelles, de traités ou de longs essais — seulement de courts textes en prose, comme ceux réunis après sa mort sous le titre *Les Impardonnables*. Elle adorait tout ce qui est petit. Elle avait un sens souverain de la limite, de la borne, elle dont l'âme était si démesurée. Sa dimension naturelle fut l'aphorisme ; et sa prose marque toujours de cette fluidité, de ce sens du temps, de cette fluctuation, qu'elle avait sacrifiée à la concentration. De petits joyaux, des pierres précieuses sans chaton — et, tout autour, un voile adamentin ou irisé.

Elle rêvait d'être toute légère ; elle ne le fut jamais, parce qu'elle était trop grave et trop tendue, trop dramatiquement et physiquement vivante dans chaque ligne de son écriture. Chacun de ces menus joyaux orientaux-toscans recèle, en effet, de trésors : entrelacs, amitiés, compliqués ; tissés ensemble par la main de Dieu, du destin, et du tissard scrupuleux qui habite en chacun de nous.

(Traduit de l'italien par Brigitte Perol.)

Sciascia, le transparent

L'écrivain sicilien met la superficialité du côté de l'intelligence

ALBERTO SAVINIO
Peinture et littérature
Textes de Giuliano Briganti et Leonardo Sciascia.
Traduit de l'italien
par René-François Dailly.
Ed. Franco Maria Ricci, 170 p.
Illustrées, 1500 F.

HEURES D'ESPAGNE
(Ore di Spagna)
de Leonardo Sciascia.
Traduit de l'italien
par Maurice Darmon.
Fayard, 96 p., 85 F.

Les écrivains qui font volontiers l'éloge du dilettantisme (Stendhal, Borges, Savinio, Sciascia) sont évidemment ceux qui le pratiquent le moins : s'ils se permettent des « a-côtés », leurs œuvres ne tolèrent pas la demi-mesure ou la médiocrité et l'on s'aperçoit que ces digressions dont ils raffolent chez les autres, ces écrits mineurs dont ils soulignent l'intérêt, deviennent chez eux des voies principales et des écrits majeurs. Aussi ne saura-t-on jamais être assez attentif aux textes circonstanciels de cette catégorie particulière d'écrivains qui se disent amateurs en étant toujours « professionnels ».

Pour qui connaît l'un et l'autre, ce n'est pas un sujet d'étonnement de voir l'admiration que suscitait Alberto Savinio en Sciascia. Le magnifique album que publient les éditions Franco Maria Ricci est à la fois l'occasion de célébrer le quarantième anniversaire de la mort de Savinio (survenue dans la nuit du 4 au 5 mai 1952) et celle de découvrir son œuvre picturale éclipsée par la renommée de son frère Giorgio De Chirico. On a pris sans doute trop au sérieux la dangereuse déclaration de Savinio : « Je suis un peintre au-delà de la peinture ». La peinture ne m'intéresse pas », Sciascia tente de comprendre les tableaux de Savinio comme un prolongement de sa littérature et de sa musique : « Un passage vers la métamorphose, vers le mythe. La nécessité, dirait-on, de sonder, prouver et prolonger la transparence littéraire ».

S'il emprunte ce concept en premier lieu à Starobinski, Sciascia le lie également à la superficialité. Le terme peut paraître dépréciateur, il ne l'est pas dans son esprit qui est le dilettantisme. Avec un goût très français du paradoxe (tous deux avaient des liens privilégiés avec notre pays), Sciascia met la superficialité du côté de l'intelligence et la profondeur du côté de la bêtise. On comprendra que, pour l'un et l'autre, Flaubert demeurera dans ce domaine la référence.

On trouvera dans le recueil *Heures d'Espagne* (paru en Italie sous forme d'album photographique l'année de la disparition de Sciascia,

1989) les mêmes préoccupations : la bêtise et l'intelligence. « Mark Twain disait qu'un imbécile naît toutes les minutes et qu'il faut le trouver. » Cette citation vient illustrer un curieux fait divers : l'institution d'un antipape colombien de trente ans dont le premier acte « officiel » fut de sanctifier Franco ! L'événement intéressait suffisamment Sciascia pour qu'il voulût assister à la messe pascale que ce Grégoire XVII célébra devant six cents fidèles...

Le recueil de Sciascia se conclut sur la célèbre anecdote du discours universitaire d'Unamuno en 1936. Il participait à une cérémonie officielle en présence de Franco. Un général mutilé « qualifié le Pays basque et la Catalogne de cancers dans le corps de la nation, que le fascisme saura extirper sans pitié ». Unamuno répliqua avec une violence contenue : « Quand un mutilé n'a pas la grandeur spirituelle de Cervantès, ordinairement il trouve un soulagement à provoquer des mutilations autour de lui. » Le général l'interrompit : « A bas l'intelligence ! Vive la mort ! » Triste fable qui pourrait courir dans les couloirs de l'ONU.

« Notre antifascisme instinctif »

La guerre d'Espagne était, au même titre que le fascisme et la Mafia, une hantise de Sciascia. Elle fut plus : le point de départ de la prise de conscience politique de l'écrivain dans son adolescence. « Nous avons trouvé des raisons à notre antifascisme instinctif, nous avons rencontré idées et poésies, nous sommes fait une idée de la poésie, nous avons donné de la poésie aux idées, nous avons construit nos utopies, nous nous sommes enrichis d'illusions, nous avons clamé nos espérances. »

Mais, de ce pays, il retient surtout Cervantès, qui fut sa première lecture dans cette langue, à seize ans. Don Quichotte, à travers les lectures « transparentes » des aussi qu'en fit plus tard Borges, devint le symbole même de la résistance espagnole. « L'histoire, mère de la vérité » : idée que retient l'écrivain et qu'il commente ainsi : « La vérité n'est pas ce qui se passe : c'est ce que nous pensons qui s'est passé. » L'écrivain sicilien lui répond : « La Guerre d'Espagne a été [...] un creuset : mais l'or pur qui reste est comme toujours celui de la vérité. Et de la littérature qui, de la vérité est fille. »

R. de C.

« Signalez les « Bibles » consacrées à sept des premiers romans de Sciascia par lesquels les *Paroles de Regalpetra*, le *Cassid d'Égypte* et le *Cassid*, traduits de l'italien par Mario Sacco, Jacques de Pressac, Alain Sarabayrouse, René Dailly. Préface de Claude Ambroise. Gallimard, 1010 p., 230 F.

Les fables de Bontempelli

Deux romans inégaux d'un écrivain qu'on redécouvre : l'un a vieilli, l'autre pas

LA FAMILLE DU FORGERON
(La famiglia del fabbro)
de Massimo Bontempelli.
Traduit de l'italien et postfacé
par François Bouchard.
Ed. Climats, 160 p., 195 F.

FILS DE DEUX MÈRES
(Figlio di due madri)
de Massimo Bontempelli.
Traduit par Emmanuel Audisio
et revu par Alain Gruenewald.
Ed. L'Eloquente (5, rue Médéric,
75017 Paris), 192 p., 105 F.

Redécouvert depuis deux ans par le public français, Bontempelli est longtemps resté au purgatoire. Comme Tommaso Landolfi, qui a séduit un temps les éditeurs qui s'en sont désintéressés, découragés par les fables vaines.

Il faut dire qu'il ne jouit pas, dans son pays, d'une réputation incontestable. Les deux romans qui sont ici proposés sont de la même période et, à première vue, de la même veine. L'un a vieilli, l'autre n'a pas pris une ride. Pourquoi ?

La Famille du forgeron, en dépit d'une excellente traduction de François Bouchard, qui est, avec Jean-Baptiste Para, le maître d'œuvre de la résurrection de Bontempelli (1), est marqué par le temps. Cette satire autour d'un fait divers imaginaire avait pourtant tout pour résister aux années : légèreté de ton, acuité de la critique sociale, fantaisie dans le tableau de province. Mais on sent que Bontempelli décrit un monde qui lui est étranger. Nous ne ridiculisons bien que ce qui nous est propre.

A moins que ce ne soit la ténacité du sujet qui l'asse le lecteur ? Une nouvelle aurait suffi.

Ce roman date de 1931. Le sujet — le choix d'un bouc émissaire pour un assassinat dont on ne connaît pas l'auteur — était, en cette période, riche de sous-entendus.

« Bohémien de la mer »

Mais précisément, alors, Bontempelli était du mauvais côté : secrétaire général du Syndicat des auteurs et des écrivains, puis membre de l'Académie, il écrivait même un manuel d'italien destiné aux écoliers. Beaucoup de chaînes pour un

écrivain satirique. Il faudra encore quelques années pour qu'il prenne des distances avec le fascisme et devienne même l'un de ses plus farouches opposants.

Bontempelli était lié à Pirandello. Et c'est en effet à l'auteur de *Un, personne et cent mille* (2) que l'on pense en lisant *Fils de deux mères*. Le roman de Pirandello, certainement l'un des plus beaux écrits sur la perte de l'identité, date de 1926. Celui de Bontempelli, de 1929.

Il fut aussitôt traduit chez Gallimard qui, tout en ayant récemment publié trois autres ouvrages de cet auteur (3), a cédé ici les droits à un petit éditeur inspiré.

Le titre mélodramatique ne doit pas prêter à confusion : ce n'est pas la *Fortune de pain*, c'est une fable onirique et troublante.

Le 7 mai 1900 (Bontempelli est né un 12 mai), un enfant fête ses sept ans et change d'identité. Il n'est plus Mario : il est Ramiro, un autre petit garçon mort à l'instinct même où Mario est né. Il ne reconnaît plus ses parents et veut à tout prix « rentrer chez lui ».

La mère de Ramiro, que l'on convoque, n'est pas étonnée de cette réincarnation de son enfant mort. Comment découvrir cet écheveau

familial, juridique, psychiatrique, métaphysique, surréaliste ? L'une des deux mères doit s'effacer. Aucune ne s'y résout.

C'est un « bohémien de la mer » qui jouera les Salomon entre ces deux mères. Il enlèvera l'enfant, qui échappe ainsi aux deux familles détruites l'une après l'autre. Bien que le roman comporte de nombreux éléments dramatiques (suicide, enlèvement, mort pathétique, procès), c'est par les tableaux poétiques qu'il a conservé toute sa force. En particulier deux scènes magiques : lorsque le bohémien voleur d'enfant dévoile ses projets, et lorsque les deux mères désespérées tentent de lire ensemble les constellations pour y saisir des signes. On le sait depuis James, il y a une grâce des romans dont le prince est un enfant. Dût-il, comme ici, disparaître dans la nuit.

R. de C.

(1) Il a traduit notamment la *Vie laborieuse* chez Bourgois, qui annonce plusieurs autres titres.

(2) Gallimard, coll. « L'Imaginaire ».

(3) La *Vie intense*, l'*Échiquier dans le miroir*, dans la *Journal du temps*, tous trois dans la collection « L'Arpenteur ».

LES VRAIS ENJEUX DE MAASTRICHT

JULIEN DRAY
GÉRARD FILOCHE

LES
CLAIRONS
DE
MAASTRICHT

Par l'Europe
cette
le bon sens

COUP
DE
GUEULE

COLLECTION

COUP DE GUEULE

RÉGINE DEFORGES ÉDITEUR

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

L'enfance de la littérature



Les Cosaques Zaporogues par Ilya Répine.

PAR LE FER ET PAR LE FEU

(Ogniem i mieczem)
de Henryk Sienkiewicz.
Traduction du polonais
par le comte Wodzinski
et B. Kozakiewicz, revue et complétée
par Laurence Dyèvre
et Grazyna Gruszecka,
Phébus, 622 p., 169 F.

LE TESTAMOUR OU REMÈDES À LA MÉLANCOLIE

d'Isabelle Veronique
et Marc Soriano.
Flammarion, « Castor Poche Senior »,
150 p., 23 F.

AUX Assises du livre d'enfance et de jeunesse organisées par le Centre régional des lettres d'Aquitaine, à Arcachon du 9 au 11 juillet, quelque cent cinquante auteurs, illustrateurs, bibliothécaires, conteurs s'interrogeaient sur leur rôle et sur la place de la littérature de jeunesse : les rencontres avec les auteurs, les tendances de l'illustration, la place de l'audiovisuel, le poids des élus dans l'action culturelle et les politiques à proposer pour cette action.

Michèle Chailion, invitée d'honneur des Assises, auteur de *Domestique chez Monseigneur* (Gallimard, 1983) et de *La Vindicta du duc* (Gallimard, « Folio Junior », 1984) par ailleurs spécialiste du dix-septième siècle, se demandait s'il n'avait pas « toujours écrit pour les enfants » ; Susie Morgenstern (la *Sixième* et *Même les princesses* doivent aller à l'école, École des loisirs) posa le problème du statut peu honorable, peu honoré, de l'auteur « de jeunesse » ; « Bien que je sois un écrivain, je suis encore et toujours d'être un professeur », écrit-elle dans la revue *RSH* (1), reprenant sur le mode humoristique qui est le sien la même interrogation.

Mais comment inciter les enfants à lire ? Des jeux, des audiovisuels, des concours... Christian Poslaniec, l'auteur de *Pistache* (École des loisirs) et des *Fous de Sauron*, un « polar » prix Cognac 1990 (Le Masque), posait le problème de l'école qui réussit de moins en moins à apprendre à lire aux enfants et à les initier à la littérature (2) : « Enseigner la littérature sans réduire la lecture à la compréhension d'un texte, la résiste le problème ».

C'est vrai que les lectures d'enfance ne sont plus ce qu'elles étaient... Dans une préface à une réédition de *Par le fer et par le feu* de Henryk Sienkiewicz, Michel Mohrt s'étonnait de retrouver l'épopée de ses quinze ans en relisant l'épopée de la révolte des Cosaques Zaporogues, de ces batailles dans des contrées lointaines et inconnues entre des Tatars, des Cosaques, des Polonais, des Lituanais : sous les ordres d'un hetman, d'un staroste, d'un castellan ou d'un « wata-

cha » : autant de titres aux consonances étranges, de cables, de mots savants ou recherchés qui ajoutaient au dépassement et à l'aventure.

« Tout ce sublime militaire, cette prodigieuse clarté et de tambours, des hennissements des chevaux, du choc des armes blanches, sont-ils perdus pour le jeune lecteur d'aujourd'hui ? », se demande Michel Mohrt à propos de ce qui fut un « classique » de la jeunesse, et qui devrait passionner les adultes à la recherche de sensations d'enfance.

« L'année 1647 fut une année étrange, féconde en signes annonciateurs de désastres et de prodiges. Les chroniques racontent qu'une nuée de sauterelles, comme pour présager de nouvelles incursions tatars, s'abattit sur les champs sauvages, y anéantissant le blé et l'herbe. Au cours de l'été, il y eut une éclipse de soleil ; une comète incendia le firmament. A Varsovie, des croix de feu et des sépultures parurent dans les airs : on faisait pénitence, on jeûnait, on prodiguait les aumônes ; d'aucuns prédisaient une peste exterminatrice. » Ainsi commence ce grand roman

d'aventures et d'amour avec coup de foudre, enlèvement de la princesse orpheline, duels, batailles formidables qu'on voudrait suivre avec des soldats de plomb.

Henryk Sienkiewicz (1846-1916), l'auteur célèbre de *Quo vadis* ? (publié en 1896) dont la gloire mondiale lui valut le prix Nobel en 1905, est un peu l'Alexandre Dumas polonais (il reconnaissait d'ailleurs l'influence de l'auteur des *Trois Mousquetaires*). Mais avec le souci patriotique de glorifier la Pologne chevaleresque et martyre, déchirée par des guerres presque ininterrompues contre les Cosaques, la Moscovie, la Hongrie, la Suède, la Turquie. *Par le fer et par le feu* est le premier tome d'une épopée en trois parties (3) qui parut en feuilleton dans le *Słowo* de Varsovie et le *Czas* de Cracovie en 1883 et 1884, et dont le succès fut immédiat, comme si le pays y trouvait un ciment national.

Par le fer et par le feu se déroule au temps du soulèvement des Cosaques de 1648 que mène Bogdan Chmelnicki, qui s'allia aux Tatars de Crimée et parvint à lever, au fin fond des steppes de

l'Ukraine, une armée d'un demi-million d'hommes qu'il lance contre la Pologne. Las d'être aux ordres des nobles des confins qui les maltraitaient, las de servir comme soldats en première ligne de la chrétienté face aux Turcs et aux Tatars, les Cosaques Zaporogues, entre Dniestr et Dniepr, se révoltent contre les hobereaux des confins ; ce qui aboutira pour la Pologne à la perte définitive de l'Ukraine.

Une chronique qui, malgré des recherches historiques très poussées, ne visait pas à donner un tableau réel de l'époque mais à idéaliser le camp de la noblesse polonaise, à ignorer le sort de la « canaille » tout en retenant le lecteur par une série de batailles et d'atrocités abominables, de pillages, de viols, de pogromes, de toutes sortes de supplices, notamment celui du pal ; des images d'une littérature héroïque et conservatrice qui ont marqué des générations de jeunes lecteurs. Des personnages à la fois conventionnels et savoureux, qui ne devraient pourtant pas attirer la sympathie du lecteur d'aujourd'hui.

« Sienkiewicz estimait que le but de la

littérature est de réchauffer les cœurs et d'offrir au lecteur ce qu'il veut vraiment, écrit Czesław Miłosz dans son *Histoire de la littérature polonaise* (Fayard, 1986). La guerre est traitée comme un conte de fées. On tranche des têtes et des mains, on empile des cadavres à l'envi, mais le sang n'est pas du sang, c'est plutôt du jus de myrtilles », poursuit le Prix Nobel 1980, qui reconnaît la réussite de cette histoire merveilleuse haute en couleur.

Surtout, on reste fasciné par les paysages somptueux : « Le » steppe, comme on disait au dix-neuvième siècle – dans une langue archaïque d'une richesse inouïe dont la remarquable traduction de 1901 (revue et complétée en 1992) a été conservée, malgré et à cause de son côté désuet, parce qu'elle restitue le souffle avec le côté mystérieux des mots rares, comme les « paronymes », les « pérorations », le « dictame » et le « calcanar ». On en oublie d'être révolté.

Le *Testamour* ou *remèdes à la mélancolie*. Ce petit « Castor Poche », qui vient juste de paraître, me bouleverse. « Sans l'accepter vraiment, le me suis habitué à l'idée de ma mort. Elle me pèse, à cause de la tristesse qu'elle apporte à ceux que j'aime, mais elle m'apparaît aussi comme la fin d'une longue souffrance. » Le testament de Marc Soriano qui, atteint de myasthénie depuis quinze ans, incapable de marcher, de manger, de parler, avait eu l'idée de proposer à ses deux filles un dialogue par écrit « où l'on se dirait tout ». Des pages pleines de tant d'amour, arrachées au silence sur les mots, sur le retour à l'élémentaire, sur l'explication, quand l'air manque ou va manquer : « On parlera de moi à la troisième personne : il aimait ça, il aimait ça. Et ça n'aura aucune importance... »

Deux livres qui viennent de paraître et qui ont emporté volent en vacances. Qui n'ont aucun rapport. Vraiment. Qui s'adressent à des familles de lecteurs complètement différentes. Qui s'excluent peut-être l'une l'autre. Un des best-sellers des romans pour la jeunesse qui paraît dans une collection « d'adultes » et un extraordinaire recueil de réflexions sur la mort, sur la vie, dans une collection d'adolescents.

Édition pour la jeunesse, édition pour grandes personnes... Les auteurs ne cessent de passer une ligne de démarcation imaginaire. Comment s'y retrouver ? Où est la frontière ? Partout, sans doute. A l'intérieur de chacun.

(1) In « L'enfance de la lecture », *RSH* (Revue des sciences humaines), n° 225.

(2) A propos de l'initiation des enfants à la littérature, voir l'ouvrage de Christian Poslaniec : *De la lecture à la littérature*. Éditions de Sorbier, 362 p., 109 F.

(3) Tome I : *Le Déluge* (Paris, 1883) ; Tome II : *Messie* (Paris, 1884) ; Tome III : *Messie* (Paris, 1885).

La chronique de Nicole Zand reprendra dans « Le Monde des livres » du 28 août.

SCIENCE-FICTION

Simmons en Cinémascope

L'ÉCHIQUIER DU MAL
de Dan Simmons.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Jean-Daniel Bréque,
Denoël, 301 p., « Présences »,
tome 1 et 2, 600 p., 140 F.

LA MAISON INTERDITE
de Dean Koozt.
Traduit de l'anglais
par Jean-Daniel Bréque,
Albin Michel, 384 p., 120 F.

LE DIABLE AUX TROUSSES
de Christopher Fowler.
Traduit de l'anglais
par Jacques Guio, Presses de la Cité, 357 p., 120 F.

LE CHANT DU DRILLE
D'Ayerdahl.
T. 1 : *Le Syndrome des baleines*
T. 2 : *Le Mystère Lyphine*
Fleuve Noir, col. « Anticipation »,
189 et 167 p., 28 F.

DOCTEUR BIZARRE
de Jack Vance.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par E.C.L. Meistermann,
Presses Pocket, 277 p., 36 F.

BONNE VIEILLE TERRE
de Jack Vance.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par E.C.L. Meistermann,
Olivier Orban, 288 p., 130 F.

EN 1939, Dan Simmons avait tristé avec *Hyperion* la quasi-totalité des grands prix américains de SF. La même année, il était également le principal prix concourant le roman d'horreur avec *Carion Comfort*, acquérant d'un coup, outre-Atlantique, une réputation d'écrivain surdoué que

lui avait prédite Harlan Ellison (1). A lire aujourd'hui ce dernier roman que Jacques Chambon vient de publier dans sa belle collection « Présences » sous le titre *L'échiquier du mal*, le lecteur français pourra mesurer combien, après *Hyperion*, cette réputation n'est pas usurpée...

Dans un article de la revue *Mystery Scene*, Dan Simmons a expliqué qu'en écrivant *Carion Comfort*, il s'était fixé plusieurs objectifs. D'abord, créer un nouveau monstre archétypal. Avec ses vampires psychiques capables de prendre le contrôle absolu de tout esprit humain (ou presque) et de l'obliger à accomplir leurs quatre volontés, il y est indubitablement parvenu. Ensuite, « produire l'équivalent d'un grand film de David Lean ». On conviendra qu'il y faut du souffle et de l'énergie. Les quelque mille cent pages du roman, réparties en deux tomes, n'en manquent pas.

Aussitôt qu'on en a franchi le seuil, il est impossible de ne pas être entraîné dans le flot tumultueux de cette intrigue qui emprunte au thriller ses meilleures recettes de construction et de suspense. Dans cette superproduction syncopée, Dan Simmons nous convie à voyager sur l'échiquier du monde, des camps de concentration polonais aux fastes un peu surannés de Vienne, en passant par les piscines hollywoodiennes et les ghettos noirs de Philadelphie, avant de nous jouer un remake ténébreux des *Chasses du comte Zaroff*. La exerce, paré, enfin, il souhaitait se livrer à une réflexion sur la violence dans notre siècle et sous toutes ses formes, en prenant le parti des victimes.

En choisissant pour héros un juif survivant des camps de la mort et une jeune photographe noire d'une

ville du sud des États-Unis, et en les opposant à deux groupes de « vampires » marionnettistes – les uns appartenant à une sorte d'aristocratie qui utilise son talent dans une façon de grand jeu macabre, les autres constitués en une petite société secrète noutant tous les lieux du pouvoir : politique, policier, religieux, etc., Dan Simmons a décliné les formes les plus extrêmes de l'oppression et choisi le camp de ceux qui les subissent et les combattent. Et quelques notations concernant le comportement des Israéliens envers les Palestiniens montrent bien qu'il n'ignore point qu'il est facile de passer du rôle de victime à celui de bourreau... Là aussi, mission accomplie. Accessoirement, il voulait écrire un « bon bouquin ». Il s'est montré trop modeste juge : *L'échiquier du mal* est un chef-d'œuvre.

Son voisinage fait pâlir des romans qui, en d'autres temps, eussent suscité des critiques plus laudatives mais que la comparaison rend un peu « pâlichons ». C'est le cas de *La Maison interdite* de Dean Koozt qui, lui aussi, brasse les genres : un couple de détectives privés, un insecte inconnu de la science, une famille de pur cauchemar et un voyageur imprudent égaré dans un système panique de téléportation en sont les principaux ingrédients. Si leur juxtaposition paraît au début un peu appâtée, Dean Koozt a su imprimer assez vite à son intrigue un tour halluciné, qui emporte l'adhésion, et concocté une chute saisissante.

C'est le cas aussi du *Diable aux trousses* de Christopher Fowler qui conjugue fort bien occultisme et informatisme. Au travers d'une enquête policière sur une épidémie de morts bizarres qui endeuille Londres, l'auteur aborde les thèmes classiques de l'objet métaphysique et de

l'irrésistible ascension d'un pouvoir diabolique en les parant des camouflages les plus modernistes : cassettes vidéo démoniaques, multinationale hégémonique, Lucifer médiatique. Le résultat vaut qu'on s'y attache.

En science-fiction, il convient d'attirer l'attention sur l'excellent roman d'Ayerdahl, *Le Chant du drille*. Tabani, une planète colonisée sous le contrôle du Conseil homocrate, pose une double énigme : celle du comportement des drilles, une espèce peut-être trop hautement évoluée du nombre de celles qui possèdent l'intelligence ; celle de la disparition d'un écrivain dans des conditions pour le moins étranges... L'auteur, qui sait raconter une histoire, possède un univers cohérent et original.

Il convient aussi de saluer le retour de Jack Vance avec un recueil de nouvelles inédites (à une exception près). *Docteur Bizarre*, qui contient des textes de factures très différentes mais riches des mêmes qualités : une imagination débordante et un sens de l'humour un peu tordu. Mais aussi avec un roman du cycle des chroniques de Cadwal, *Bonne vieille Terre*, qui, après un début un peu cahoteux, livre le joyau d'une quête picaresque constituée d'une série de rencontres insolites et de péripéties curieuses contées avec une verve brillante. Un ouvrage inclassable, désarçonnant, mais qui ne laisse pas de fasciner par sa singularité.

Jacques Bandon

(1) Voir sa préface au recueil de nouvelles de Dan Simmons, *Prayers to the Broken Stone*.

Notre collaborateur Jacques Bandon a récemment publié, avec Philippe Forest, un album illustré sur le feuilleton *Destinée à l'angoisse*, aux éditions Hélium Art (209 p., 398 F.).

ACTUALITÉS

Le désir du savoir

Un colloque à Spolète
sur « la passion de la connaissance »

Pour Aristote, « tout homme désire le savoir ». Mais quel est ce désir, cette passion ou, comme disait Freud, cette « pulsion du connaître » ? Et peut-on distinguer, entre les hommes et les femmes, différents modes d'accès au savoir ? Tels étaient les principaux axes de réflexion des Quatrième Rencontres « Spoleto-scienza » qui se sont déroulées à Spolète (Italie) du 27 juin au 11 juillet, autour du thème « La passion de la connaissance ».

En marge du Festival des Deux Mondes est né, à l'initiative de Sigmas-Tau, l'un des premiers groupes pharmaceutiques italiens, « Spoleto-scienza ». Après Ray Bradbury, Stephen Jay Gould ou Luciano Berio, Evelyn Fox Keller, Nadia Fusini et Cornelius Castoriadis étaient à leur tour les invités de ces Rencontres.

Peut-on parler d'une « science au féminin » ? D'une approche qui serait fondée sur quelques caractéristiques (ou quelques stéréotypes) de la féminité – sensibilité, intuition, empathie... ? Pour répondre à cette question, la mathématicienne américaine Evelyn Fox Keller s'est appuyée sur l'exemple de la généticienne Barbara McClintock (1), cette femme qui, pendant près de quarante ans, mena, en quasi reclus, un travail d'analyse minutieux des gènes du maïs, passant pour une « vieille folle » auprès de la communauté scientifique, ce qui ne l'empêcha pas de recevoir le prix Nobel de médecine... à quatre-vingt ans.

Mais, poursuit Evelyn Fox Keller, si l'idée d'un style de recherche féminin a pu être séduisante, les progrès de la science – par exemple de la biologie moléculaire qui « nous fournit les outils pour identi-

fier les déterminants de nos perceptions, émotions, et peut-être même de nos pensées » – conduisent aujourd'hui à une « remise en cause radicale du sujet ». Il nous faut repenser en termes universels la relation de l'homme au savoir et, en tout état de cause, dépasser les schèmes traditionnels de la différence des sexes.

Car la passion de la connaissance, conclut à son tour Nadia Fusini, écrivain et essayiste italien, est peut-être, finalement, « fondée sur le fait que nous n'avons pas assisté à notre naissance, ni à celle de l'univers, que nous ne serons jamais capables de savoir vraiment et qu'il nous faut donc, inlassablement, compenser... ».

A quoi font écho les propos du philosophe et psychanalyste Cornelius Castoriadis : « La pulsion du connaître répond essentiellement à la question de l'origine qui, elle-même, est un aspect de la question du sens (...). Comment est-il possible que, dans la psyché humaine, naisse l'interrogation ? ». C'est que, répond l'ancien animateur de Socialisme ou barbarie, « la psyché nait dans le sens, ce qui constitue la plénitude initiale. Lorsque cette plénitude est rompue – notamment par la socialisation – il en résulte une situation de non-sens, et une interrogation pour sortir de l'angoisse de ce non-sens. D'où la question de l'origine et la recherche de la maîtrise du sens... » La passion de la connaissance ne serait-elle finalement que la nostalgie du bien-être perdu ?

FL N.

(1) Voir le livre d'Evelyn Fox Keller sur la vie et l'œuvre de Barbara McClintock *L'Intuition du vivant*. Éditions Tierce, 1988.

Face-à-face
pour l'élec

La vie, le monde, l'homme...

La vie, le monde, l'homme...

La vie, le monde, l'homme...

La vie, le monde, l'homme...

La vie, le monde, l'homme...

La vie, le monde, l'homme...

La vie, le monde, l'homme...

La vie, le monde, l'homme...

La vie, le monde, l'homme...

La vie, le monde, l'homme...

La vie, le monde, l'homme...

La vie, le monde, l'homme...

La vie, le monde, l'homme...

La vie, le monde, l'homme...